

(1)

(N° 87.)

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 18 SEPTEMBRE 1945.

Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

(Voir les n°s 119, 140, 164, 165, 171, 174, 177, 182, 184 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 16, 17, 22, 23, 24 et 28 août 1945; le n° 80 du Sénat.)

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; BOUILLY, CARTON DE TOURNAI, chevalier DAVID, DE CLERCQ (Jos.), baron DE DORLODOT, DIERCKX, DISIÈRE, DOUTREPONT, HARMEGNIES, LABOULLE, LOGEN, baron MOYERSEN, MULLIE, PETIT, RONVAUX, RONSE, VERMEYLEN et BARNICH, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Chambre vient de voter par 135 voix contre 1 et 1 abstention le projet de loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Elle a marqué ainsi sa volonté unanime de mettre le Gouvernement sans plus de retard en mesure de préparer l'assainissement de nos finances, gage du maintien de la valeur de notre franc.

En taxant avant tout ceux qui, par-dessus les privations et les souffrances endurées pendant l'occupation par la grande majorité de nos concitoyens, avaient réalisé des bénéfices illicites ou considérés comme excessifs, elle a voulu faire œuvre d'équité.

Le projet, tel qu'il nous est soumis par la Chambre, a fait l'objet de nombreuses discussions au sein de sa Commission spéciale, comme aussi bien à la Chambre elle-même, où des critiques et observations nombreuses se sont fait jour, qui attestent de l'importance que les mandataires publics attribuent au projet qui leur est soumis par le Gouvernement.

Des amendements ont modifié le projet initial.

La Commission des Finances du Sénat, de son côté, s'est appliquée à étudier celui-ci avec le souci constant de l'améliorer, dans des conditions qui ne pourraient nuire en aucune manière à son rendement.

Elle l'a fait durant plusieurs séances, au cours desquelles M. le Ministre des Finances, assisté de hauts fonctionnaires, ont participé et fourni tous les éclaircissements désirés par les membres de la Commission.

Une entente parfaite y a régné, qui a facilité notre tâche et qui s'est traduite par le vote du projet, amendé sur certains points, par 17 voix contre 2 et 1 abstention.

La Commission est convaincue que le même esprit présidera aux délibérations qui vont s'ouvrir devant le Sénat et qu'ainsi, fort de l'appui des deux Chambres, le Gouvernement pourra aborder sans retard et avec une pleine autorité le redressement financier qui est à la base du relèvement du pays.

* * *

La portée du projet de loi qui est soumis à vos délibérations est immense. Survenant en même temps qu'un projet de prélèvement sur le capital, ils mettent en cause une telle mobilisation de capitaux, au titre de l'impôt, que celle-ci n'a pas de précédent dans l'histoire de notre pays.

Leur prélèvement, comme aussi bien leur utilisation, entraîneront des répercussions importantes sur notre économie. Prises conjointement, les deux mesures par ailleurs, impérieusement exigées par l'état actuel de nos finances, si elles consolident la position de notre monnaie et contribuent à redresser l'économie du pays, n'en jetteront pas moins un grand trouble, d'ailleurs passager, dans les économies privées.

De telle manière qu'il s'impose, d'éclairer l'opinion publique, de renseigner le Sénat lui-même sur la portée du projet les incidences qu'il aura sur les divers secteurs de notre organisation économique, l'industrie, le commerce et l'agriculture, qu'il s'agisse de sociétés ou de particuliers; puis, dans certains cas, pour les professions libérales, charges et offices divers.

Il importe notamment de faire connaître quels sont ceux qui sont assujettis à la loi, et quels sont ceux qui ne le sont pas. Quels sont les accroissements d'avoirs qui sont taxables et dans quelle mesure ils le sont. Comment l'Administration des Finances chargée d'exécuter la loi se devra d'interpréter celle-ci, avec un souci constant d'équité et de manière à atteindre au meilleur rendement.

Ces indications sont d'autant plus indispensables qu'il règne à leur égard une grande confusion dans les esprits.

C'est que nous sommes toujours, en matière de bénéfices exceptionnels de guerre, régis par la loi du 10 janvier 1940 et l'opinion publique a suivi avec le plus vif intérêt les discussions passionnées qui en leur temps ont surgi au sujet du projet de M. Gutt sur la taxation des accroissements de patrimoine.

Enfin, un nouveau projet de loi a vu le jour, celui que nous discutons, qui se différencie sur des points importants et divers de celui qui l'a précédé.

* * *

Quels sont les revenus, bénéfices et profits qui donnent lieu à taxation et de quelle nature doivent-ils être pour y être assujettis?

Et tout d'abord, quel est le champ d'application de la loi?

D'une manière générale, on peut le représenter ainsi :

Etant donné que le projet s'applique aux bénéfices indiqués à l'article 25, § 1^{er}, 1^o des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (Art. 2, a), il englobe dans son champ d'application ceux réalisés par :

1^o les entreprises industrielles, commerciales et agricoles;

2^o les personnes rétribuées par un tiers;

3° les administrateurs, commissaires ou liquidateurs près des sociétés par actions;

4° les personnes exerçant des professions libérales, charges ou offices ou toutes activités lucratives quelconques autres que celles intéressant les redevables compris aux 1° et 2°.

* * *

1° En ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales, le recensement fait en 1937 évalue à 108,000 le nombre des établissements occupant du personnel salarié.

Si l'on s'en rapporte à une étude faite par le Centre d'Etudes des sociétés, 35,000 parmi ceux-ci seraient constitués en sociétés, dont les fonds propres représenteraient, en valeur nominale, plus de 62 milliards de francs.

Ces 35,000 sociétés seraient représentées par :

1° 6,986 sociétés en commandite par actions;

2° 6,278 sociétés de personnes à responsabilité limitée;

3° 24,800 sociétés autres, coopératives, unions du crédit, sociétés en commandite simple ou en nom collectif, dont il en subsisteraient environ 22,000.

Si l'on s'en rapporte à cette même étude, les 73,000 autres établissements, qui n'occupent pour la plupart que un à cinq ouvriers, ne représenteraient en investissements que la moitié ou un peu plus du capital ci-dessus, c'est-à-dire de 30 à 35 milliards de francs.

L'on peut présumer que la loi en discussion portera ses effets avant tout sur le produit des activités des quelque 35,000 entreprises constituées en société.

Cela ne revient pas à dire qu'elles tomberont toutes sous l'application de la loi. Il en est un grand nombre qui n'ont réalisé aucun bénéfice ou, en tout cas, pas d'excédent de bénéfice durant la guerre; il en est qui ont chômé, faute de matières premières, de charbon, de main-d'œuvre, de la disparition de leurs débouchés habituels; il en est qui ont cessé toute activité pour refus de travail et dont le matériel a été enlevé par l'ennemi; il en est enfin, qui ayant fait des fournitures à l'ennemi, tombent sous l'application de la loi spéciale qui confisque leurs profits.

Mais s'il y a présomption que malgré tout la loi portera ses effets sur le rendement des entreprises instituées en sociétés, cela ne revient pas à dire qu'elle n'atteindra pas aussi un certain nombre de petits établissements, qui, à la faveur de l'occupation, ont réussi à se développer, augmenter leur outillage et partant leur production.

2° En ce qui concerne l'Agriculture, l'évaluation du nombre de contribuables peut se faire sur la base des éléments de la statistique fiscale relative aux cultivateurs qui ont été réellement soumis à ce titre aux impôts sur les revenus :

Nombre d'exploitations agricoles de :

1° moins de 3 ha.	119.126
2° 3 à moins de 10 ha.	102.473
3° 10 ha. et plus	39.633

Total. . . . 261.232

Compte tenu des importantes déductions prévues par le projet de loi, il semble qu'un fort contingent des cultivateurs ne sera pas passible de l'impôt extraordinaire.

3^o Une troisième catégorie d'assujettis à la loi, est représentée par des personnes ou groupes de personnes qui, grâce aux circonstances économiques difficiles créées par l'occupation, en particulier par les déficiences du ravitaillement en aliments et produits divers, se sont livrés à des opérations lucratives, de nature commerciale, industrielle ou agricole, de transports aussi, sans exploiter aucune entreprise, le plus souvent sans registre du commerce. Il s'agit, pour un grand nombre, des pourvoyeurs du marché noir.

4^o Le projet de loi vise également les profits et revenus réalisés dans les professions libérales, charges ou offices, et qui n'ont pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945, *par le fait de l'assujetti*. Ces derniers mots ont été ajoutés au texte du Gouvernement par la Commission spéciale de la Chambre. Ils signifient que les bénéfices ou profits qui n'auraient pas été déclarés avant le 1^{er} janvier 1945 et seraient révélés par un accroissement anormal des avoirs de l'intéressé pendant la période imposable, seront taxés d'accord ou non avec lui. Ceci pour autant qu'ils ne seraient pas prescrits par une loi accordant l'amnistie fiscale.

Sont considérés de même comme imposables les rémunérations, commissions ou gratifications ou tous avantages en espèce ou en nature visés à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées non déclarés avant le 1^{er} janvier 1945 par des personnes rétribuées par un tiers sans être liées par un contrat d'entreprise, c'est-à-dire les administrateurs, commissaires ou liquidateurs de sociétés par actions.

Les salariés ne sont pas compris dans le champ d'application de la loi, même si dans certains cas ils ont augmenté leurs revenus durant la guerre. Dans celui, par exemple, d'un employé devenu directeur et ayant, de ce fait, doublé ses revenus (cas cité à la Chambre, page 12 du rapport de M. Liebaert), il a été expressément déclaré qu'il ne serait pas imposé du fait de la présente loi, pour autant que l'intéressé ait déclaré cette augmentation de rémunération aux impôts sur les revenus.

Mais si un salarié s'est livré à des opérations réputées accidentelles, commerciales, industrielles ou agricoles, il est passible de la loi.

Cette catégorie d'opérations est au surplus basée dans le chef de personnes autres que celles citées plus haut, qu'il s'agisse d'avantages obtenus en nature ou en espèces.

Enfin, pour éviter que d'aucuns attribuent au jeu les gains insolites qui sont relevés par l'Administration du fisc, les opérations de jeu, à l'exception des loteries autorisées, tombent sous l'application de la loi.

Le champ d'application du projet étant ainsi délimité, qu'est-ce qui, aux termes du projet de loi, sera considéré comme bénéfice exceptionnel, et partant, sujet à taxation?

L'impôt ne frappera que les bénéfices et profits faits au-delà de certains minima qui constituent la base d'exonération. Ce sont ceux réalisés du 1^{er} janvier 1940 au 31 décembre 1944, dénommée « période imposable. »

Pour les apprécier, le projet institue une période dite de référence, allant du 1^{er} janvier 1935 au 31 décembre 1939, dont les bénéfices, revenus et profits sont considérés comme normaux. La différence réalisée entre celle-ci et celle-là constitue l'assiette imposable.

Le redevable peut, s'il n'a exercé aucune activité professionnelle au cours de cette période, choisir d'autres bases de référence qui sont définies dans le projet.

Quel est le montant du rendement présumé de la loi et dans quelles conditions seront opérées les rentrées d'impôts?

Alors que la loi du 10 janvier 1940 fixait à 70 p. c. le taux de prélèvement sur les bénéfices exceptionnels, le projet actuel procède par tranches :

- 70 p.c. sur la partie du montant taxable inférieure à 100,000 francs;
- 80 p. c. sur celle variant de 100,000 à 200,000 francs;
- 90 p. c. sur celle variant de 200,000 à 1 million de francs;
- 95 p. c. sur celle atteignant 1 million et plus.

Sur cette base, M. Eyskens, alors qu'il était Ministre des Finances, attendait, conjointement avec l'application des impôts sur le capital et les fournitures faites à l'ennemi, un rendement de 50 milliards.

Aucune donnée quelque peu précise ne permet de justifier ce chiffre et seul l'impôt sur le capital pourrait donner lieu à certaines supputations. Cet avis est aussi celui de M. De Voghel, l'actuel Ministre des Finances, pour l'avoir déclaré à la Commission et il ne peut donc être retenu qu'en tant qu'il exprime un espoir de l'Administration d'atteindre à ce but.

M. Eyskens a été plus loin et ceci est fait pour surprendre. A la séance de la Chambre du 17 août dernier, il s'est dit autorisé par M. le Ministre des Finances, à communiquer que les rentrées escomptées au titre des impôts extraordinaires, s'élevaient à

- 9 milliards pour 1945;
- 20 milliards pour 1946;
- 7 milliards pour 1947;
- 3 milliards pour 1948;
- 10 à 11 milliards pour les cas litigieux restants.

Il est difficile de formuler au sujet de ces chiffres une opinion différente de celle donnée plus haut sur le rendement présumé de 50 milliards. Si les éléments quelque peu certains d'évaluation manquent pour celui-ci, à plus forte raison font-ils défaut, pour apprécier ceux-là. Mettons qu'ils représentent eux aussi un ordre de grandeur et un espoir.

Et, dès lors, se pose cette question : comment concevoir la mobilisation de masses de capitaux aussi élevées ? Comment les contribuables pourront-ils se les procurer et s'en acquitter au titre de l'impôt ?

Le projet de loi qui nous est soumis dit qu'avant tout ces versements seront fournis par les titres de l'emprunt bloqué de 60 p. c.

La solution serait idéale si chaque redevable disposait exactement d'un nombre suffisant de ceux-ci pour payer sa part d'impôts. Mais il n'en est assurément pas ainsi et le fisc se les attribuera de cette manière : pour celui qui serait tenu de payer les trois impôts, il affectera les titres : 1^o à la liquidation de ce qui est dû comme impôt pour fournitures à l'ennemi; 2^o à ce qui est réclamé au titre des bénéfices exceptionnels; 3^o au paiement de l'impôt sur le capital. Subsidiairement, il retiendra les avoirs rendus temporairement indisponibles.

Chaque fois qu'un contribuable sera taxé pour des montants supérieurs à la valeur de ses titres d'emprunt bloqués et de ses avoirs temporairement indisponibles, il devra, ou trouver des titres d'emprunt d'avoirs bloqués non utilisés par des tiers ou s'assurer des disponibilités suffisantes pour s'acquitter.

Pour le paiement de l'emprunt sur le capital, le projet de loi qui règle cette matière prévoit que le Ministre des Finances a la faculté d'accepter des biens immeubles par nature situés en Belgique ou des devises et valeurs étrangères, ce qui n'est pas envisagé dans le projet qui nous occupe.

Il serait en tout cas souhaitable qu'un service soit créé qui organise la compensation la plus parfaite possible des titres d'emprunt ci-dessus. A défaut de trouver de ces titres, de billets de banque ou autres avoirs, beaucoup de redevables, ceux surtout qui seront fortement taxés, devront faire des prélèvements sur leur capital ou réserves, ou recourir à des emprunts en banque ou procéder à la vente de leurs biens mobiliers et immobiliers.

Il est à craindre que des ventes massives de ces biens ne provoquent une grave crise mobilière et immobilière, dans une chute verticale des prix. Et ce serait tant pis pour le fisc. Cette crise, il faut l'éviter à tout prix. Déjà d'énormes capitaux seront nécessaires pour permettre à l'industrie de refaire ses stocks, remplacer ou moderniser son outillage, s'assurer un fonds de roulement; à l'agriculture, pour refertiliser une terre appauvrie et disposer d'un matériel agricole modernisé, reconstituer le cheptel diminué d'un quart.

A l'instar de ce qui se pratique dès maintenant aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada, où se pose surtout un problème de réadaptation des entreprises à des buts de paix, le Gouvernement se doit d'intervenir pour faciliter le démarrage des usines et autres entreprises. Des crédits pourraient sans doute être envisagés qui permettent aux redevables des impôts spéciaux de s'acquitter rapidement et dans des conditions raisonnables, qui les dispensent de recourir aux ventes massives que ni le fisc, ni eux-mêmes n'ont intérêt à voir réalisées.

S'il n'en est ainsi, conviendrait-il d'habiliter l'Administration des Domaines pour recevoir, gérer et liquider les biens qui pourraient être offerts au fisc ou saisis par lui, en paiement de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels? L'article 18 du projet de loi établissant un impôt sur le capital, lui accorde déjà ces pouvoirs.

Elle aurait à s'organiser, à créer des services nouveaux à côté de ceux dont elle dispose déjà, à engager surtout un personnel technique et administratif suffisant pour faire face à cette énorme tâche, car elle aurait à prendre possession de la masse énorme de titres et de biens, maisons, châteaux, appartements, des bars même, des usines, fabriques, prairies, terrains, bois, etc., pour les administrer au nom de l'Etat et les liquider avec prudence, selon les possibilités du marché. Ce régime fonctionne en France. L'on ignore, à l'heure actuelle, à quels résultats il est arrivé.

Si cette solution n'est pas retenue, comment faire, si ce n'est prescrire à l'Administration de s'efforcer, par des arrangements à l'amiable, d'obtenir de chaque redevable le paiement de l'impôt ou des impôts dus?

Des termes et délais peuvent être accordés, moyennant intérêt de retard de 5 p. c. l'an et moyennant des garanties réelles.

L'article 18 du projet de loi prévoit des sanctions sévères, allant jusqu'à l'emprisonnement, trois mois à cinq ans, contre ceux qui ne s'acquitteraient pas dans les délais prescrits, de l'impôt dont ils sont tenus. S'ils peuvent justifier de leur appauvrissement réel, provenant de circonstances indépendantes de leur volonté, les peines ne sont pas appliquées.

Dans le plus grand nombre de cas, si des sommes importantes sont en jeu, le fisc aura intérêt à rechercher des accords qui lui permettent de récupérer ce qui est dû à l'Etat, ce qui revient à dire qu'il laissera aux intéressés le soin de réaliser, de liquider leurs biens et avoirs au mieux, dans les délais prescrits.

Le projet de loi prévoit d'ailleurs que l'impôt extraordinaire pourra être établi en une ou plusieurs fois pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier 1945 et être recouvré pendant trente ans, à partir de la date de l'exécutoire du rôle.

Quel que soit le rendement présumé des trois lois d'impôts exceptionnels, avec les modalités de leur paiement, il dépendra avant tout de la réalisation des deux conditions ci-après :

1^o que l'Administration chargée d'appliquer la loi soit investie de pouvoirs suffisants pour accomplir complètement sa tâche;

2^o qu'elle dispose d'un personnel suffisant et bien rémunéré pour l'exécuter rapidement et entièrement.

En ce qui concerne la première condition, le projet établit la présomption légale qu'une certaine quotité de l'actif des assujettis à la loi provient des bénéfices imposables. Et les arrêtés du 6 octobre 1944 permettront à l'Administration, moyennant cette présomption, de tirer le rendement maximum des indications mises à sa disposition grâce à ceux-ci.

Elle est désormais renseignée, au sujet des avoirs des intéressés, en numéraire et billets de banque, les dépôts des sommes d'argent effectués dans les banques, les établissements de crédits et caisses d'épargne, les avoirs en compte chèques-postaux. Puis, sur les sommes affectées directement ou indirectement à l'achat, la constitution ou la transformation de titres ou de biens immobiliers, les versements effectués pour assurances-vie, à leur profit ou au profit de tiers, placements en hypothèques, etc.

Il est stipulé d'ailleurs, que le redevable peut être admis à renverser la présomption que ces avoirs ont été acquis au moyen de bénéfices imposables, soit qu'ils aient été sa propriété avant le 10 mai 1940, soit qu'ils aient été acquis par remploi ou des opérations de crédit.

Le Gouvernement déclare que ce qu'il demandera ce ne sera pas une preuve juridique, mais une preuve simplement morale. Il suffira, pour que la présomption soit renversée, que le redevable réussisse à faire naître la conviction de la véracité de ses allégations. Ceci ressort nettement des déclarations faites le 16 mai dernier à la Chambre par M. Eyskens, à l'occasion du dépôt de ses projets.

D'autre part, le redevable, s'il ne réussit pas à convaincre l'Administration du Fisc, peut invoquer, s'il n'est pas tenu de tenir les livres prescrits par le Code du commerce, la présomption de la possession au 10 mai 1940 de certains avoirs définis dans la loi, selon les redevables de l'impôt.

Mais l'Administration disposera par ailleurs de moyens de preuves pour assurer l'application de la loi et notamment :

des pouvoirs très étendus, plus larges que ceux qu'elle tient de l'article 62 des lois coordonnées et de la loi du 28 juillet 1938 qui a pour objet d'assurer l'exacte perception des impôts.

Pour établir le montant des bénéfices, elle peut recourir à tous les modes de preuve admis par le droit commun, hormis le serment.

L'article 16 permet à l'Administration de procéder à des enquêtes, de requérir des renseignements utiles de personnes physiques ou morales, des administrations publiques et des établissements publics ou d'utilité publique quels qu'ils soient, de l'Office des Chèques postaux, ainsi que tous autres établissements et organismes dans lesquels les investigations lui étaient interdites par la loi du 28 juillet 1938 tendant à assurer l'exacte perception des impôts.

L'inexactitude des renseignements, le retard et le refus sont sévèrement sanctionnés.

Des formulaires spéciaux seront adressés par l'Administration à tous les contribuables auxquels la loi est présumée devoir être appliquée. Ils doivent être remplis et renvoyés dans les deux mois. Ceux qui, quoique redevables de l'impôt n'auraient pas reçu le formulaire, devront les réclamer sous peine de sanctions sévères. L'Administration disposera par ailleurs des indications qui lui seront fournies par ses agents régionaux et locaux. Déjà, d'ailleurs, le recensement des billets et la déclaration des titres, organisés par les arrêtés-lois du 6 octobre 1944, les actes d'achats de biens mobiliers, les actes de succession, lui fourniront tous les renseignements utiles.

Le projet prévoit enfin une procédure spéciale et rapide contre les contribuables mal intentionnés et qui notamment tenteraient de faire disparaître des garanties utiles. Pour ceux qui réussiraient malgré tout à se soustraire à la loi, celle-ci dispose que l'impôt peut-être établi en une ou plusieurs fois pendant dix ans à partir du 1^{er} janvier 1945 et être recouvré pendant trente ans à partir de la date exécutoire du rôle.

Telle est, en résumé, l'économie du projet soumis aux délibérations du Sénat.

*
*
*

La seconde condition à remplir pour que la loi atteigne dans la plus large mesure le rendement escompté, est que l'Administration, en l'espèce celle des Contributions directes, qui va être chargée de l'appliquer, dispose d'un personnel suffisant et à la hauteur de sa tâche.

Or, en est-il ainsi aujourd'hui ?

C'est un fait notoirement connu que ses services sont surchargés. Il a été à diverses reprises dénoncé au Sénat. Leur tâche est énorme. Disposent-ils d'un personnel suffisant ? Des renseignements recueillis, il semble résulter que rien qu'à l'Administration des Contributions directes, le nombre des agents du cadre inférieur est actuellement inférieur de plusieurs centaines à l'effectif de 1944. Le recrutement est pour ainsi dire nul depuis la libération, parce que

dans le commerce, les sociétés fiduciaires, dans les établissements parastataux, dans les auditorats militaires, au ravitaillement et ailleurs, on paie mieux, beaucoup mieux qu'au Ministère des Finances.

Quant au personnel technique, des dizaines d'agents expérimentés ont quitté l'Administration depuis 1940. On peut s'attendre à de nouveaux départs massifs, paraît-il, dès que la mobilisation civile aura pris fin.

Pourquoi cet exode d'agents techniques et l'impossibilité de recruter à la base ? Insuffisance des rémunérations, dit-on.

Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de prendre des mesures pour remédier à cette situation, qui est de nature à compromettre la réussite de l'assainissement financier ?

Il y a un problème de l'Administration. Il est posé.

* * *

Ainsi qu'on a pu voir par l'exposé ci-dessus, le champ d'application de la loi est vaste et avec des limites qu'il ne sera pas toujours aisé de déterminer.

Il met en cause l'activité industrielle, commerciale, agricole et celle d'autres secteurs encore de l'économie du pays, durant une période de cinq ans. Une activité qui a dû se dérouler à la faveur d'une occupation qui s'est révélée cupide autant qu'impitoyable; qui a dérégulé, déforcé tout le jeu normal et l'équilibre de notre vie économique et financière.

Le projet s'est donné pour objet de discerner quelles sont les entreprises et les personnes qui, à la faveur de ce désordre, ont pu réaliser des bénéfices réputés insolites pour la période de guerre et de les frapper d'un impôt exceptionnel. C'est là une tâche extrêmement difficile et l'on peut, d'ores et déjà, affirmer qu'une multitude considérable de cas vont se présenter lors de l'application de la loi, dont la solution pourrait rendre l'Administration bien des fois perplexe et embarrassée.

Ces difficultés sont apparues à l'occasion de la discussion du projet de loi au sein de la Commission spéciale de la Chambre, aussi bien que de celle de la Commission des Finances du Sénat. Si toutes les observations et critiques qui y ont été formulées n'ont pas été retenues ou acceptées par M. le Ministre des Finances, celui-ci a apporté des éclaircissements dans l'interprétation de certains articles du projet qui seront d'une grande utilité lorsqu'il s'agira de l'appliquer. Et des amendements ont été votés qui ont modifié sinon amélioré le projet initial du Gouvernement.

Mais quelles que soient les améliorations qui y ont été apportées, il n'en reste pas moins que l'on ne peut le considérer comme une œuvre parfaite, dont serait exclue toute possibilité d'erreurs ou d'injustices. Une telle perfection n'existe au surplus, dans aucune loi. Mais cette constatation impose à l'Administration le devoir, si elle doit l'appliquer avec fermeté, de le faire aussi avec circonspection et dans cet esprit de compréhension que M. le Ministre lui-même a reconnu désirable, si l'on veut faire œuvre utile et équitable.

Il est fort souhaitable maintenant qu'il est avéré qu'il n'a pas été possible d'enfermer dans un texte, aussi clair et précis fût-il, toutes les dispositions permettant de résoudre avec une parfaite équité tous les cas, que M. le Ministre voulût bien, lors des discussions qui vont s'ouvrir au Sénat, faire certaines

déclarations à propos d'articles qui malgré tout, pourraient donner lieu à des erreurs d'interprétation, entretenir certaines incompréhensions et conduire l'Administration à commettre des injustices. Il l'a d'ailleurs promis.

Ceci est nécessaire à la bonne application de la loi. C'est nécessaire d'autant plus qu'il sera possible, par certaines mises au point à l'occasion de la discussion du projet, d'éviter que surgissent trop de conflits, trop de procès, qui ne pourraient que retarder l'exécution normale de la loi.

Trop de temps a déjà été perdu et il s'en passera encore avant que s'opèrent les rentrées dont le Trésor a un si pressant besoin.

* * *

La Commission du Sénat, au cours d'un examen approfondi du projet, s'est efforcée de l'améliorer dans toute la mesure du possible. Comme nous l'avons dit déjà, elle a vu sa tâche facilitée par la présence à ses réunions de M. le Ministre des Finances, assisté de deux hauts fonctionnaires du Département. S'il s'est vu contraint, pour sauvegarder le parfait équilibre du projet aussi bien que son rendement, de repousser toutes propositions et tous amendements susceptibles de les ébranler, il en a accepté néanmoins certains, parfois importants, et il a fourni des éclaircissements infiniment utiles quant à l'interprétation de nombreux articles.

Le texte issu de ces délibérations n'est sans doute pas parfait. La Commission le soumet à l'appréciation du Sénat, avec le sentiment d'avoir rempli son devoir, c'est-à-dire avec le souci constant de servir les intérêts supérieurs du pays.

* * *

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

Cet article donne la définition de la période imposable et détermine les personnes physiques ou morales assujetties à l'impôt exceptionnel.

Un membre demande si la plus-value d'un titre ou d'un immeuble acquis avant le 1^{er} janvier 1940 et vendus à des prix plus élevés durant la période imposable, donne lieu à taxation.

La réponse du Ministre est négative, pour autant que l'opération ne se rattache pas à une activité visée par la loi.

Le même membre demande si des opérations accidentelles, de caractère industriel, commercial ou agricole d'un jour, donnent lieu à taxation.

La réponse est affirmative.

Demande : Quelle est la situation de celui qui, assujetti à la loi, ne retrouve plus ses bordereaux d'achat de titres ?

Réponse du Ministre : Il peut recourir à tous autres moyens de preuve. Celle-ci ne doit pas nécessairement être juridique. L'intéressé doit réussir à convaincre l'Administration de la véracité des preuves qu'il produit.

L'article 1^{er} est adopté par 16 voix et 1 abstention.

ART. 2.

Cet article détermine, en son alinéa 1^{er}, quels sont ceux, personnes ou entreprises, auxquels s'applique la loi.

§ 1^{er}, a) Pas d'observation.

b) Pas d'observation.

c) Cette disposition intéresse les titulaires de professions libérales, charges ou offices, dont certains bénéfices ou revenus n'ont pas été déclarés ou insuffisamment déclarés au titre des lois d'impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti.

Ce cas a été soulevé à la Commission : un médecin a oublié de déclarer le produit d'une opération ayant coûté 50,000 francs. Il prouve que cette rémunération n'a rien à voir avec la guerre.

Réponse du Ministre : Ces 50,000 francs seront taxés, à moins qu'ils tombent sous l'application de la loi d'amnistie.

Autre cas : Quelqu'un n'a pas déclaré, à la suite d'une erreur, des coupons encaissés en 1942.

Réponse : Ce revenu sera taxé au titre de la taxe mobilière.

d) Pas d'observations.

e) Pas d'observations.

f) Pas d'observations.

§ 2. Pas d'observations.

§ 3. Ce paragraphe (a, b, c) énumère les accroissements d'avoirs présumés provenir de revenus imposables (billets, titres, biens immeubles, etc.).

Cette présomption amène divers membres à poser des questions au Ministre sur des cas particuliers.

Autre question : Un commerçant a accumulé 600,000 francs de billets de banque depuis trente ans. Il n'a pas travaillé durant la guerre. Sera-t-il taxé au titre de bénéfices exceptionnels ?

Réponse de M. le Ministre : Si l'intéressé a fait une déclaration de billets, il y a présomption de bénéfices taxables. Il peut renverser la preuve. L'Administration sera large quant aux éléments qui seront produits à ce titre.

A propos du § b, un membre demande si la plus-value des titres consécutive à une opération monétaire est à considérer comme un accroissement des avoirs susceptibles d'être taxé. La réponse du Ministre est que si ces titres sont la propriété d'un assujetti à la loi, la preuve doit être faite qu'ils étaient en possession de l'intéressé avant le 1^{er} janvier 1940.

Des membres se préoccupent de la question de savoir quelle est l'attitude que le fisc adoptera dans l'application de l'impôt extraordinaire à l'égard des sinistrés et en particulier au point de vue des dommages de guerre.

La réponse à ces questions a été donnée déjà à la Chambre. Elle se résume ainsi : l'Administration admet l'amortissement immédiat des dommages en déduction des bénéfices réalisés. Dans ce cas, l'obtention ultérieure des dommages de guerre à charge, soit d'une assurance, soit de l'Etat, sera considérée comme une rentrée de l'année du paiement et taxée selon le régime fiscal en vigueur à l'époque du règlement.

Certaines entreprises, par contre, ont été taxées à titre conservatoire sur les bénéfices réalisés sans amortissement préalable des dommages subis. Dans ce cas, l'Administration ne recouvre pas le montant de la taxation, celle-ci étant éventuellement perçue après règlement des dommages de guerre, mais selon le régime fiscal applicable au moment du sinistre. Quant aux indemnités de remploi ou de remplacement qui seront accordées, la loi sur la réparation des dommages de guerre devra en fixer le régime fiscal.

Deux amendements déposés relativement à la question des dommages de guerre sont retirés.

§§ 4, 5 et 6. Pas d'observations.

L'article 2 est adopté par 12 voix, 3 abstentions.

ART. 3.

Cet article est identique à l'article 5 du projet de loi sur bénéfices résultant de fournitures et prestations à l'ennemi.

Aucune observation n'a été formulée à son sujet. A la question posée par un membre sur le point de savoir comment il fallait interpréter le « revenu global » introduit dans le § 2, le Ministre a répondu qu'il s'entendait toutes déductions faites.

L'article a été adopté par 15 voix, 1 abstention.

ART. 4.

Cet article définit la portée de l'ensemble des revenus qui est à considérer comme imposable.

§ 1^{er}. Un membre fait remarquer que le projet actuel, en épargnant les sociétés ayant réalisé des bénéfices allant jusqu'à 100 p. c. avant 1940, se révèle injuste.

Un autre membre signale que sur pied de ce paragraphe, une société dont l'exercice social se clôture le 31 janvier, se verra taxée sur les revenus exceptionnels prétendument réalisés en période de guerre, en réalité sur les profits réalisés à partir du 1^{er} février 1939, donc onze mois avant la période normalement imposable. Par contre, elle ne sera pas taxée sur les profits réalisés à partir du 1^{er} février 1944, donc avant la libération du pays.

Un membre fait remarquer à ce sujet que l'on pourrait se référer pour la taxation à l'état de guerre existant en réalité depuis le 27 août 1939. Ces mots « état de guerre », ainsi définis, devraient être utilisés dans le texte. De cette manière, les bénéfices exceptionnels seraient taxés à dater du 27 août 1939.

M. le Ministre est d'avis que cette observation est fondée, mais il est nécessaire d'adopter des périodes comptables hors guerre et d'éviter de créer de

nouvelles difficultés d'application de la loi. L'on peut faire des critiques et observations de détail au sujet de nombreux articles. Si l'on en tenait compte, il faudrait modifier tout le projet !

Le Ministre examinera néanmoins le cas précité.

En ce qui concerne la fixation des années de référence, un membre est d'avis que l'on devrait permettre aux sociétés assujetties à l'impôt de choisir celles-ci, plutôt que d'imposer cinq années. Il y aura de mauvaises années parmi celles adoptées comme référence.

Il est des sociétés qui ont déjà été frappées en 1939, avec 1938 comme année de référence. Et la loi permet de prélever 95 p. c. sur les bénéfices exceptionnels, outre 15 p. c. sur les coupons, soit 110 p. c. Il serait souhaitable que les taxations soient faites avec prudence.

Sur ce même point, un membre fait remarquer que les entreprises en général n'ont pu faire de bénéfices durant la période de référence, à cause de la dévaluation de la monnaie en 1935.

Le Ministre est d'avis que la suggestion de permettre aux redevables de l'impôt le choix de la période de référence aboutirait à une diminution du rendement de celui-ci et nuirait, par conséquent, au but fiscal poursuivi.

Par ailleurs, pour répondre à la seconde observation, le Ministre conteste que la période qui a suivi la dévaluation, par conséquent celle adoptée pour référence, ait été défavorable aux entreprises.

§ 2. Pas d'observations

§ 3. Pas d'observations.

§ 4. Pas d'observations.

§ 5. Un membre relève le cas d'une société qui aurait disposé des 30 p. c. de bénéfices exceptionnels qui sont laissés pour 1939 par la loi du 10 janvier 1940. Car cette loi ne taxait qu'à concurrence de 70 p. c. des bénéfices réalisés.

Ces 30 p. c. de bénéfices ont été distribués en dividendes et, par conséquent, la société n'en dispose plus. Il n'y a de sa part aucune intention frauduleuse. Si la loi taxe ces 30 p. c., la société devra les prélever sur ses gains futurs, c'est-à-dire recourir à l'emprunt.

Un cas de même espèce est signalé par un autre membre : une société, au capital de 2,200,000 francs, a été taxée en 1939. Les 70 p. c. de bénéfices exceptionnels n'ont pas été perçus. Ils sont restés bloqués. Si les bénéfices de guerre de cette société sont appliqués à concurrence de 95 p. c. — et ils le seront également sur les 30 p. c. non prélevés et distribués, — elle devrait puiser dans son capital. Celui-ci serait réduit à 615,000 francs.

Réponse du Ministre : Il est tenu compte des dividendes distribués pour la période de référence dans certains cas. Les sociétés ont pu investir des bénéfices qu'elles ne seraient pas taxables. L'Administration accordera termes et délais, avec intérêt de retard. En fait, il est peu de sociétés qui aient distribué des dividendes durant la guerre.

Un amendement est proposé comme suite à l'observation ci-dessus, qui propose d'ajouter *in fine* de l'article 4 :

« Les dividendes et tantièmes distribués par les sociétés, sont déduits des bénéfices. »

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 9.

L'article 4 est adopté par 11 voix et 1 abstention.

ART. 5.

Cet article précise quels sont les revenus, bénéfices ou profits que les redevables de l'impôt peuvent déduire de leurs bénéfices, pendant la période imposable, pour établir par différence leur bénéfice exceptionnel.

Il donne lieu à de larges discussions, notamment aux §§ 3 et 6.

§ 1^{er}. Pas d'observations.

§ 2. Pas d'observations.

§ 3. Un membre signale le cas des sociétés qui n'ont pas réalisé de bénéfices durant la période de référence, surtout des sociétés nouvelles, voici deux cas :

l'une, dirigée par des directeurs et ingénieurs, choisis en dehors des actionnaires, qui ne font pas partie du Conseil d'administration;

l'autre, société de famille, a des dirigeants au titre d'administrateur-délégué ou administrateur-directeur.

Les deux sociétés sont au capital de 5 millions de francs. Leurs dirigeants remplissent les mêmes fonctions et ont touché, depuis dix ans, une rémunération identique, soit un montant annuel de 250,000 francs. Le bénéfice annuel de référence est le même pour les deux sociétés, soit 50,000 francs, et celui de la période imposable s'élève à 300,000 francs.

Suivant le projet, la première société n'est pas imposable, car son bénéfice annuel de 300,000 francs pendant la guerre est égal à 6 p. c. de son capital; par ailleurs, les rémunérations étant payées à des non administrateurs sont considérées comme frais généraux et n'interviennent pas dans le bénéfice.

La deuxième société se verrait frappée de l'impôt extraordinaire à concurrence de 250,000 francs, soit 1,250,000 francs, pour les cinq années. Car au bénéfice de 300,000 francs fait chaque année de la période imposable, viendraient s'ajouter les 250,000 francs de rémunérations attribuées aux dirigeants administrateurs, puisque aussi bien le projet considère celles-ci comme bénéfice réalisé par la société.

Pour un total de 300,000 + 250,000 francs, soit 550,000 francs, celle-ci ne pourrait aligner dans tous les cas, comme bénéfice de référence, que 300,000 fr. La différence taxable serait de 250,000 francs, soit 1,250,000 francs pour cinq ans.

La pénalisation qui atteint l'une des deux sociétés seulement, est inadmissible, pour la seule raison qu'elle a adopté une qualification différente de ses dirigeants que dans l'autre.

Un amendement est déposé à l'article 5, § 3, tendant à ajouter un alinéa qui corrige l'anomalie ci-dessus.

Le Ministre estime que la proposition contenue dans cet alinéa est équitable en principe.

Il soumet, en conséquence, à la Commission l'amendement suivant :

« Insérer entre les 2^e et 3^e alinéas le texte suivant :

« Cette déduction est augmentée pour les sociétés visées au § 5 de l'article 4, du montant des rémunérations fixes versées au cours de la période de référence aux personnes énumérées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, littéra b, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Relativement au pourcentage du capital social libéré admis en déduction des bénéfices de guerre, soit 6 p. c., deux membres font observer que ce pourcentage est insuffisant et devrait être porté à 8 p. c.

Il est invoqué à l'appui de cette observation qu'il est des cas nombreux où le capital d'une société est en francs or ou en francs très appréciés.

C'est en en tenant compte, qu'en 1940, on avait admis une exonération de 8 p. c., qui dans beaucoup de cas, correspondait à 2 p. c. ou 3 p. c. Mais que dire d'aujourd'hui où le franc peut être considéré comme ayant perdu les 2/3 de sa valeur, quoiqu'on fasse! Pour observer la même mesure qu'en 1940, il faudrait porter les 8 p. c. à 24 p. c. On n'accorderait pas davantage. Il est dès lors décevant de voir les 8 p. c. ramenés à 6 p. c.

Un amendement est présenté dans ce sens au § 3, ainsi conçu :

« Le contribuable pourra, à son choix, ou bien adopter la période de références prévue par la présente loi ou bien remplacer celle-ci par un intérêt de 8 p. c. du capital. »

Cet amendement est rejeté par 10 voix contre 9, après que le Ministre eut fait valoir son opposition à l'adoption, en tant que la majoration pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour le rendement de l'impôt. Un amendement identique avait déjà été rejeté à la Commission spéciale de la Chambre.

Au sujet de ce même § 3, un membre fait observer que les coefficients de réévaluation figurant à l'article 15, § 2 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, ne correspondent plus à la réalité. Il serait équitable que le capital ne fût pas seul soumis à réévaluation, mais également les réserves.

Il propose un amendement au § 3 : ajouter aux mots : « le capital est éventuellement multiplié... », ces mots « les réserves ».

L'amendement est adopté par 10 voix contre 9.

§ 4. Pas d'observations.

§ 5. Pas d'observations.

§ 6. Un membre estime que le minimum déductible fixé à 5,000 francs par mois d'activité pendant la période imposable, est insuffisant. A raison de 5,000 francs par mois ce minimum s'établit à 60,000 francs l'an, soit 300,000 fr. pour la période de référence.

Avec 6,000 francs par mois, il s'établit à 72,000 francs l'an, soit 360,000 fr.

Réponse du Ministre : Avec le chiffre de 5,000 francs, une grande partie de la population est déjà exonérée. En l'élevant, le rendement de l'impôt s'en trouverait considérablement réduit.

M. Eyskens a relevé à la Chambre que sur la base proposée, un père de cinq enfants bénéficie d'une exonération de 475,000 francs.

Un amendement proposé dans ce sens, c'est-à-dire qui tend à remplacer le chiffre de 5,000 francs par celui de 6,000 francs, est rejeté par 10 voix contre 4.

Un second amendement est proposé par le même membre qui propose de remplacer à l'alinéa 2, « une somme de 6,000 francs par année » par « une somme de 10,000 francs par année ».

Il est rejeté par 10 voix contre 6.

Un troisième amendement est proposé pour devenir le troisième alinéa du même § 6. Il est ainsi libellé :

« Pour les enfants non à charge qui travaillent sans être rémunérés dans l'entreprise, il sera déduit une somme de 10,000 francs par année de période imposable. »

Des membres, partisans de l'amendement, font valoir qu'il n'est pas équitable de ne pas considérer au même titre que des salariés, les enfants qui travaillent au sein de leurs familles. Il en est ainsi dans un grand nombre d'entreprises agricoles et dans des ateliers du petit artisanat. Le patrimoine familial est constitué dans celles-ci, moyennant le travail des enfants et ils contribuent à la subsistance de la famille elle-même. Si l'enfant ne perçoit pas de salaire, il emporte néanmoins celui-ci lorsqu'en cas de mariage notamment, il lui est attribué une dotation. Dans le plus grand nombre de cas, il paye les impôts dont sont redevables les salariés, ce qui est contesté par un autre membre de la Commission.

Le point de vue de M. le Ministre des Finances est le suivant :

Cette question des enfants salariés dans les entreprises familiales, qu'il s'agisse de l'agriculture, du commerce ou de l'artisanat est bien connu de l'Administration. Les intéressés pour certains impôts, font valoir les salaires qu'ils paieraient à leurs enfants, qu'ils participent peu ou point à leur entreprise. Ils exagèrent en général. L'Administration pour déjouer ces exagérations, accepte de considérer comme salaires, un certain nombre de membres de la famille, avec le salaire normal de la région et en tenant compte de l'étendue de l'exploitation ou de l'entreprise. L'enfant salarié paye en général les impôts. Une partie des 300,000 francs immunisés comporte des salaires non payés, que les intéressés retrouvent dans les héritages.

Le même problème a été soulevé à la Chambre et y a donné lieu également au dépôt d'un amendement, qui a d'ailleurs été retiré après les explications de M. le Ministre. Celui-ci a souligné qu'il trouvait déjà sa solution dans l'article 19 du projet en discussion. Une augmentation de la déduction de 6,000 fr., déjà prévue par enfant et par année de la période imposable ferait double emploi avec l'article 27, § 3, des lois coordonnées.

Un membre suggère que M. le Ministre fasse une déclaration aux termes de laquelle, pour la période imposable, le salaire non payé pourrait, être déduit et frappé rétroactivement des impôts.

M. le Ministre souligne encore qu'il est avéré que tous les intéressés usent et profitent des dispositions prévues au § 3 de l'article 27 des lois coordonnées, dans les cas où il n'en est pas ainsi, l'Administration se doit d'en tenir compte.

M. le Ministre fera une déclaration sur la question.

L'amendement, mis aux voix, est rejeté par 11 voix contre 5.

§ 7. Aucune observation.

L'ensemble de l'article est voté par 14 voix, 1 voix contre et 2 abstentions.

ART. 6.

Cet article prévoit un certain nombre de dispositions susceptibles de faciliter la reconstitution ultérieure des stocks, ayant existé avant la guerre. A cette fin, il prévoit qu'une différence sera établie entre la valeur des matières premières, produits et marchandises, faisant partie des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, au dernier inventaire dressé avant le 10 mai 1940 et leur valeur corrigée par l'application du coefficient 1.60 à la partie des éléments réalisés à la fin de la période imposable.

Cette différence immunisée de l'impôt extraordinaire, sera portée dans les comptes sous la dénomination « provision pour maintien de stocks ».

Cet article aussi donne lieu à de larges discussions.

§ 1^{er}. § a. Un membre propose d'ajouter *in fine* du littera 1^{er}, a) ces mots :

« *Immobilisé, cheptel mort et vivant, fertilité du sol* ».

Cet amendement aurait pour objet d'ajouter, pour les exploitations où il n'est pas tenu de comptabilité, une déduction comme prévu à l'alinéa a) du littera 1^{er}, du fait de la valorisation éventuelle de l'immobilisé, cheptel mort et vivant et de la fertilité du sol.

Cet amendement s'applique essentiellement aux exploitations agricoles

L'auteur de l'amendement fait valoir que par le fait des événements de guerre, les divers éléments énumérés ci-dessus de l'actif des exploitants agricoles représentent une valeur moindre, dont la contrepartie se trouve dans les liquidités chez l'exploitant. Le cheptel bovin, par exemple, est fortement réduit du fait de l'obligation de livraisons de viande.

Pour l'ensemble, on peut évaluer, valeur 10 mai 1940, à 5 milliards de francs la diminution du capital des exploitations agricoles.

Pour remettre celles-ci dans leur situation du 10 mai 1940, il faudra de 10 à 15 milliards de francs.

Ces indications justifient que les différents éléments visés par l'amendement, devraient bénéficier de la revalorisation prévue à l'article en discussion.

Si ce point de vue était admis, il n'y aurait pas de raisons, est-il objecté à cette proposition par M. le Ministre, de ne pas étendre cette notion des stocks à d'autres objets intéressant la petite industrie. L'on peut considérer que les intéressés que l'on veut favoriser, ont négligé tout simplement leur capital actif et une fois engagé dans cette voie, l'on n'en sortirait plus.

A l'expression « fertilité du sol », qui exprime une notion vague, difficilement évaluable, un autre membre propose de substituer les mots : « engrais, qu'ils soient emmagasinés ou mis dans le sol ».

L'amendement, proposé pour être ajouté après l'alinéa a), § 1^{er}, est rejeté par 12 voix contre 6.

Un membre souligne que si le Gouvernement, dans son projet, est d'avis d'accepter l'application d'un coefficient de réévaluation des stocks, c'est qu'il n'ignore pas les prix élevés auxquels ceux-ci seront reconstitués. Le coefficient 1.60 constitue une petite satisfaction accordée aux intéressés. Car, il n'y aura pas que le renouvellement des stocks qui devra être fait aux prix forts, mais la remise en état et la modernisation de l'outillage.

Le Gouvernement a le devoir de tout mettre en œuvre pour aider les industries à se moderniser. Sa politique tend à les décourager.

Ceci amène le membre à déposer l'amendement suivant, à ajouter un § 4 à l'article 6, libellé comme suit :

« Afin de favoriser la rénovation de l'outillage national, le montant des bénéfices imposables est, en outre, réduit à concurrence d'une somme égale à 60 p. c. du montant des amortissements normaux admis par le fisc, sur l'outillage et les immeubles professionnels, pour la période imposable ».

La somme ainsi immunisée sera portée dans les comptes sous la dénomination « Provision pour reconstitution du matériel et de l'outillage. »

M. le Ministre veut s'en tenir aux termes de l'article 6, qui vise les matières premières, produits et marchandises.

Cette limitation exclut l'outillage, le matériel en général, utilisés dans l'industrie, et les engrais et aliments destinés au bétail dans l'agriculture. En étendant la notion des stocks, l'on en arrive à stériliser le rendement de la loi.

Le dernier alinéa ajouté à l'article est fort avantageux, et l'a été par souci d'équité. Au total, le projet immunise tout ce qu'il était raisonnable d'immuniser.

Un membre suggère d'ajouter à la fin de l'article 6, § 1, a) ces mots : « ou dont la preuve aura été faite conformément à l'alinéa a) ».

Ceci vise tous ceux qui ne tiennent pas de comptabilité et ne peuvent produire d'inventaire.

Le Ministre fait valoir que cette question a été résolue à la Chambre à la suite du dépôt d'un amendement qui a été admis à la Commission et dont le rapport de M. Liebaert fait état (page 15 du rapport).

§ 2. Une discussion est ouverte à propos du coefficient 1.60 appliqué aux stocks. Un membre le trouve très insuffisant. Exemple : la mission belge en Amérique achète des produits à des prix sensiblement plus élevés qu'avant la guerre. Ils sont cédés aux industriels sur la base d'un coefficient 2.30. Ce qui coûte 30 francs devrait, moyennant un coefficient de 1.60, être payé 48 fr. Le prix est en réalité de 88 francs. Le remplacement des stocks, pour lequel le projet actuel tient compte d'un coefficient 1.60, n'est donc pas équitable puisque, aux prix actuellement admis, le remplacement des stocks ne pourra être effectué qu'à un prix sensiblement supérieur. Le coefficient 1.60 est insoutenable en logique économique.

Certaines industries sont déjà défavorisées par le fait que, pour des motifs divers, les stocks de matières premières sont sous-évalués dans les inventaires, notamment à raison de fluctuations fréquentes dans les prix. Ceci est admis par le fisc. Il ne faut donc rien faire en matière fiscale qui soit de nature à entraver ou rendre plus difficile le démarrage des entreprises.

Le Ministre rappella que cette question avait déjà donné lieu à un long débat à la Chambre et que s'il pouvait admettre la pertinence de l'intérêt des observations formulées à la Commission du Sénat comme à celle de la Chambre, il ne pouvait les retenir que dans la limite de l'amendement déposé par le Gouvernement, qui constitue l'alinéa 2, lettre a, § 1^{er}, de l'article 6.

A propos de la question des bateaux et navires, à propos de l'assurance de l'outillage, le Ministre a fait la déclaration suivante :

L'impôt extraordinaire atteint les bénéfices constitués notamment par les plus-values *réalisées*. Or, lorsque des navires ou bateaux sont détruits ou sinistrés, les indemnités accordées au propriétaire par des organismes d'assurances ou autres en vue de remplacer ces navires ou bateaux, ne sont pas des plus-values imposables.

Le propriétaire n'a pas réalisé ces navires ou bateaux; il a, au contraire perdu ainsi, par accident, un outillage essentiellement indispensable à son activité professionnelle et les sommes qu'il a affectées ou qu'il affectera à la reconstruction de cet outil ne sont pas prélevées sur les résultats de son activité propre, mais elles lui sont fournies par un organisme étranger.

Les indemnités de remplacement ainsi obtenues et utilisées pour la reconstruction des navires et bateaux sinistrés, ne sont, dès lors pas, comme telles, à envisager pour l'application de l'impôt extraordinaire.

Le § 2 est adopté.

§ 3. Pas d'observations.

L'article 6 est adopté par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

ART. 7.

Pas d'observations.

Adopté par 12 voix, 1 abstention.

ART. 8.

§ 1. Pas d'observations.

§ 2. Une question est posée sur le point de savoir si les contribuables ayant fait une déclaration inexacte depuis le 15 novembre 1939 pourront la rectifier et bénéficier de la loi d'amnistie au point de vue des impôts sur les revenus.

Il est répondu affirmativement.

L'article est voté par 15 voix et 2 abstentions.

ART. 9.

Pas d'observations. — Adopté.

ART. 10.

Cet article fixe les divers taux de l'impôt. Il donne lieu à discussion.

Un membre constate qu'ils sont très supérieurs à ceux appliqués aux bénéfices exceptionnels de 1939. Ils peuvent se concevoir pour des particuliers ayant de gros revenus.

Pour les sociétés, ils sont appliqués dans la même proportion, qu'il s'agisse des bénéfices réalisés par une société au capital de 5 millions ou de 100 millions. A supposer que l'une et l'autre aient fait un bénéfice identique de un million, le prélèvement apparaît élevé pour celle-ci et peu élevé pour l'autre. Et quel est-il? Compte tenu de la taxe mobilière, il atteint jusque 99.5 p. c., soit 995,500 francs pour un million. Les taux devraient être établis suivant l'importance du capital investi.

Un amendement déposé en conclusion de ces observations, qui, tout en maintenant les taux établis par le Gouvernement, propose de les appliquer en corrélation avec un certain pourcentage des bénéfices, est rejeté par 9 voix contre 8.

Le Ministre objecte que si la taxation des bénéfices exceptionnels (Loi du 10 janvier 1940) était moins élevée que celle prévue par le projet actuel, c'est que la première s'adressait à une époque de pré-guerre, celle de 1939, alors que cette dernière vise une période de guerre. L'amendement proposé aurait pour conséquence, avant tout, de favoriser les grandes sociétés et de faire taxer davantage les petites et moyennes entreprises. Au surplus, les sociétés importantes peuvent déduire leurs bénéfices de référence qui sont en proportion avec leurs capitaux.

Si l'on ne taxait pas ces bénéfices exceptionnels, il faudrait taxer les entreprises qui durant la guerre n'ont pas réalisé de bénéfices; que l'on semble bien considérer, par ailleurs, que la plupart des autres pays engagés dans la guerre, ont porté les prélèvements à 100 p. c.

Un autre membre ne comprend pas pourquoi les bénéfices sont taxés à un taux plus élevé que 70 p. c. Cela se conçoit parfaitement pour ceux réalisés à l'occasion de fournitures à l'ennemi. Pour les entreprises moyennes, qui se sont livrées à des activités parfaitement licites, une taxation à 90 p. c. pour des bénéfices allant de 200,000 francs à 1 million est excessive. Elle manque de base morale.

Le projet fait fond, remarque un autre membre, sur la notion d'enrichissement durant la guerre. En réalité, celle-ci a appauvri l'économie du pays. Il est de nos concitoyens qui ont perdu une partie ou la totalité de leurs avoirs, il en est d'autres, qui ont vu grossir les leurs. Il n'y a eu, en réalité, que déplacement de richesses. On est, en général, d'accord pour taxer ceux qui y ont gagné, mais on va taxer des sociétés pour enrichissement, alors qu'elles se sont appauvries du fait de la dépréciation de la monnaie.

Les taux prévus par le projet vont appauvrir davantage encore les industries au moment où elles auront à se rééquiper, en outillage et en stocks et à lutter contre la concurrence étrangère.

En conclusion, un amendement est déposé par le membre ci-dessus, qui demande de déduire des bénéfices imposables, les bénéfices purement fictifs résultant de la dévaluation de la monnaie.

Le Ministre ne peut se rallier à cet amendement, parce que, s'il était introduit dans la loi, il ouvrirait la voie à de nombreux abus. Au point de vue administratif, il est inapplicable.

Cet amendement est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

Un membre dépose un amendement aux termes duquel une indemnité reçue pour sinistre n'est pas considérée comme un bénéfice, si même au point de vue comptable pur, il y a plus-value, sauf en ce qui concerne les stocks et marchandises.

Cet amendement a été discuté à la Chambre, et le Ministre y a donné une réponse qui a satisfait son auteur. Il fera une déclaration au Sénat qui donnera de même satisfaction à l'auteur de la nouvelle proposition. En conséquence, l'amendement est retiré.

L'article 10 est voté par 11 voix contre 1 et 1 abstention

ART 11

§ 1^{er}. Pas d'observations.

§ 2. Pas d'observations.

§ 3. Un membre propose de compléter l'article 11 par une ajoute, aux termes de laquelle, l'impôt extraordinaire serait établi à charge des associés actifs dans les sociétés de personnes sur l'ensemble de leurs revenus professionnels ou autres et non à charge de la personne juridique.

Le Ministre est d'avis que cette ajoute n'a pas de raison d'être, car le texte du projet de loi va au delà de ce qui est demandé. Dans les sociétés de personnes, en effet, l'être juridique ne sera frappé qu'en considération des bénéfices réservés; quant aux associés, l'impôt extraordinaire atteindra chacun d'eux d'après le montant des bénéfices qui leur sont attribués et ce après toutes les déductions forfaitaires prévues pour la période de référence et pour les charges de famille (voir art. 2, § 1, littéra a; art. 5, § 3, du projet de loi; voir aussi Exposé des Motifs, p. 7).

L'amendement est rejeté à l'unanimité.

L'article 11 est adopté.

ART. 12.

Cet article ne donne pas lieu à observations

Adopté par 11 voix, 1 contre et 2 abstentions

ART. 13.

Le § 1^{er} doit être complété par un deuxième alinéa, introduit par le Gouvernement et ainsi conçu :

« L'impôt extraordinaire doit être acquitté au plus tard le 1^{er} janvier 1946, même si à cette date la cotisation n'est encore comprise au rôle ou n'a pas encore été notifiée au contribuable. A défaut de paiement au 1^{er} janvier 1946, le montant dû est productif au profit du Trésor de l'intérêt de 5 p. c. l'an pour la durée du retard, sans qu'il puisse y avoir lieu à attribution d'intérêts moratoires, dans le sens de l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

Pas d'observations.

§ 3. Un membre fait remarquer qu'il est injuste de faire payer aux sociétés un impôt sur les débours faits par elles, sous le chef des dividendes.

Une société a pu, après taxation, conserver 30 p. c. de bénéfices non taxables. Une partie en a été distribuée en dividendes aux actionnaires et en tantièmes aux administrateurs. D'après le projet de loi, la société pourrait de nouveau être taxée sur la partie abandonnée à titre d'impôt. Si la société est frappée au delà de ce qu'elle a en caisse, on l'oblige à toucher à son capital ou à emprunter.

Le Ministre est d'avis que les bénéficiaires des dividendes pourront se prévaloir de l'article 13 pour ne pas payer les impôts cédulaires. On ne peut accorder la réduction deux fois : une fois à la société, une fois aux actionnaires. Ici, c'est la société qui est taxée. Quand le fisc s'adressera aux redevables, ils pourront se prévaloir de ce qui a déjà été payé.

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 9.

Un amendement est proposé pour être ajouté à l'alinéa § 2, ainsi conçu :

« Les impôts totaux auxquels les personnes physiques et morales peuvent être assujetties en vertu de la présente loi, ne pourront du fait de sa rétroactivité, avoir pour effet de réduire l'actif propre à un montant inférieur à celui du capital et des réserves tels qu'ils étaient inscrits au dernier bilan avant le 1^{er} janvier 1940. »

Le Ministre ne peut se rallier à cet amendement. Celui-ci tend à exonérer de l'impôt les sommes qui auraient été distribuées en dividendes et tantièmes. Ce n'est pas là une raison de les exonérer. Les sociétés qui sont dans ce cas doivent chercher à récupérer ces sommes et elles feront bien à l'avenir, de réserver celles qui pourraient être nécessaires au paiement des impôts.

L'amendement est adopté par 10 voix contre 9.

L'article 13 est adopté par 17 voix et 1 abstention.

ART. 14.

Les articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 reproduisent les articles 10, 11, 12 et 13 du projet de loi sur les bénéfices résultant de fournitures et prestations faites à l'ennemi.

L'article 14 fixe les droits de l'Administration au cas où elle estimerait que les intérêts du Trésor sont en péril : exige le paiement immédiat ou le dépôt de garanties. Dans ce cas, il y aura taxation provisoire.

L'article 14 est adopté à l'unanimité.

ART. 15.

Cet article prévoit les délais endéans lesquels l'Administration devra établir et recouvrer l'impôt.

§ 1.^{er}. Un amendement est déposé qui tend à réduire à six ans la période pendant laquelle l'impôt extraordinaire peut être établi.

L'auteur de l'amendement le justifie en faisant valoir qu'il est de toute nécessité que les industriels sachent où ils en sont avec leurs obligations fiscales. L'incertitude dans laquelle on les met paralyse toutes initiatives. Il ne s'agit pas, en l'espèce, que de fixer dans le délai le plus court possible, ce à quoi ils sont tenus au titre de l'impôt extraordinaire et non de récupération pour laquelle un délai de trente ans est prévu.

Le Ministre ne peut se rallier à cette manière de voir. La fin de l'année 1945 est proche; il ne resterait plus que quatre ans à l'Administration pour l'établissement des rôles. C'est trop peu. Si, au cours des années qui vont venir, une fraude est découverte, l'Administration doit pouvoir poursuivre de nouvelles fraudes toujours possibles. La présomption est de trois ans habituellement pour les impôts ordinaires. Dans une matière aussi compliquée que celle soulevée par le projet de loi, dix ans ne sont rien de trop pour lutter contre la fraude et récupérer la plus grande partie des impôts dûs.

L'amendement est adopté par 11 voix contre 8.

L'article 15 est adopté.

ART. 16.

Cet article dispose que l'Administration peut, pour établir le montant des bénéfices imposables, recourir à tous les moyens de preuve admis par le droit commun.

Adopté sans observations.

ART. 17.

Tout assujetti à l'impôt extraordinaire doit faire une déclaration sur le formulaire qui lui est adressé, fournissant tous renseignements nécessaires à l'établissement de sa cotisation.

S'il n'a pas reçu ce formulaire, il est tenu de le réclamer à l'Administration et de le lui envoyer dans les six mois, sous peine d'amende.

Adopté sans observations.

ART. 18.

Cet article établit les peines prévues par le Code pénal pour faux et usage de faux commis dans l'intention d'éluder l'établissement ou le paiement de l'impôt ou pour avoir aidé un redevable d'y échapper.

Des pénalités sont prévues également pour retards de paiement de l'impôt dû.

Adopté sans observations.

ART. 19.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent projet de loi, les dispositions des lois coordonnées, relatives aux impôts sur les revenus, qui concernent la taxe professionnelle, sont applicables à l'impôt extraordinaire. Telle est la portée de cet article.

Un membre soulève le cas de certaines œuvres humanitaires, qui déjà sont taxées au titre des diverses lois d'impôt. L'on ne conçoit pas qu'elles le soient une fois de plus en vertu de la nouvelle loi.

Le Ministre reconnaît le bien-fondé de cette observation, lorsqu'il s'agit d'œuvres poursuivant des buts d'intérêt public. Mais il estime qu'il n'est pas possible d'admettre des dérogations à la loi, qui seraient suivies d'autres demandes similaires.

Les bénéfices exceptionnels doivent faire retour à l'Etat, quel que soit leur usage.

Les secrétaires généraux durant la guerre ont exonéré les versements à certaines œuvres du paiement de la contribution nationale de crise, fait remarquer un membre. Et lorsqu'une société fera un don à la Croix-Rouge, le fisc prélèvera 95 p. c., même sur ces donations. Cela est inadmissible. L'on décourage ainsi les initiatives les plus généreuses

Le Ministre s'en tient à ce qui a été dit plus haut.

Sur ce même objet, un membre fait remarquer que si l'on admettait que les donations à certaines œuvres, telles la Croix-Rouge ou le Secours d'hiver, étaient admises en déduction des revenus professionnels passibles de l'impôt extraordinaire, l'on créerait en fait deux catégories de taxés : ceux qui ont fait des bénéfices exceptionnels et ceux qui n'en ont pas fait et qui font quand même des donations à ces mêmes œuvres. Et il n'y aurait pas de raisons pour ne pas étendre un régime de faveur en matière d'impôts, à d'autres donations et à d'autres œuvres que celles ci-dessus.

Un amendement proposant d'établir des déductions pour donations au Secours d'hiver sur les revenus professionnels passibles de l'impôt extraordinaire, est rejeté par 10 voix contre 9.

L'article 19 est adopté à l'unanimité.

ART. 20.

Cet article met fin à l'application de la loi du 10 janvier 1940, à dater de la promulgation de la présente loi.

Adopté sans observations.

* * *

Le projet est adopté par 17 voix contre 2 et 1 abstention.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
G. BARNICH.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

Projet de Loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Wetsontwerp tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptioneele inkomsten, winsten en baten.

**Texte
amendé par la Commission.**

**Tekst
geamendeerd door de Commissie.**

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1^{er}. — Il est établi un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels précisés aux articles suivants et obtenus soit pendant la période du 1^{er} janvier 1940 au 31 décembre 1944, soit lorsqu'il s'agit d'un redevable qui tient une comptabilité régulière autrement que par année civile, pendant les exercices sociaux clôturés du 1^{er} janvier 1940 au 30 décembre 1944. Cette période est dénommée « période imposable » dans les dispositions qui suivent.

§ 1. — Een extra-belasting wordt gevestigd op de exceptioneele inkomsten, winsten en baten, gepreciseerd in onderstaande artikelen en behaald hetzij gedurende het tijdperk van 1 Januari 1940 tot 31 December 1944, hetzij, wanneer het gaat om een belastingplichtige die een regelmatige comptabiliteit anders dan per kalenderjaar voert, gedurende de van 1 Januari 1940 tot 30 December 1944 afgesloten boekjaren. Deze periode wordt « belastbaar tijdperk » genoemd in onderstaande bepalingen.

§ 2. — Sont soumis à l'impôt extraordinaire :

§ 2. — Zijn aan de extra-belasting onderhevig :

a) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui ont eu, pendant tout ou partie de la période imposable, leur domicile, leur résidence ou leur principal établissement administratif dans le pays, les revenus, bénéfices et profits obtenus en Belgique ou à l'étranger. Les personnes physiques ou morales qui se sont trouvées dans les conditions précitées à une date quelconque entre le 1^{er} septembre 1939 et le 10 mai 1940 ne sont pas affranchies de l'impôt extraordinaire par le fait d'avoir séjourné ou d'avoir transféré leur siège social à l'étranger ou dans la Colonie;

a) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen die gedurende geheel of een deel van het belastbaar tijdperk hun woonplaats, hun verblijfplaats of hun voornaamste administratieve inrichting binnenslands hebben gehad, de in België of in het buitenland behaalde inkomsten, winsten en baten. De natuurlijke of rechtspersonen die zich op om het even welken datum tusschen 1 September 1939 en 10 Mei 1940 in boven bedoelde voorwaarden bevonden, zijn niet van de extra-belasting vrijgesteld op grond van het feit dat zij verblijf gehouden hebben of hun maatschappelijken zetel overgebracht hebben in het buitenland of in de kolonie;

b) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui, sans avoir dans le pays leur domicile, leur résidence, ou leur

b) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen die, zonder binnenslands hun woonplaats, hun verblijf-

principal établissement administratif, y ont eu un établissement pendant tout ou partie de la période imposable, les revenus, bénéfices et profits obtenus en Belgique ou à l'étranger, par ou à l'intermédiaire de cet établissement;

c) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui n'ont eu pendant la période imposable ni domicile, ni résidence, ni établissement dans le pays, les revenus, bénéfices et profits visés au § 1^{er}, obtenus en Belgique.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les revenus, bénéfices et profits tombant sous l'application de l'impôt extraordinaire sont :

a) les bénéfices indiqués à l'article 25, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus ainsi que les revenus attribués, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, même en vertu d'un contrat d'emploi, dans les sociétés en nom collectif, dans les sociétés en commandite simple, dans les sociétés coopératives et dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, aux associés et aux gérants associés, même s'ils ont, pendant la période imposable, perdu cette qualité mais sont restés au service de la société;

b) les profits de toutes occupations lucratives de nature industrielle, commerciale ou agricole;

c) les autres profits visés à l'art. 25, § 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées, qui n'ont pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti, dans la mesure où ils ne tombent pas sous l'application d'une loi accordant une amnistie fiscale;

plaats of hun voornaamste administratieve inrichting te hebben, er gedurende geheel of een deel van het belastbaar tijdperk een inrichting hebben gehad, de winsten, inkomsten en baten in België of in het buitenland behaald door die inrichting of door bemiddeling van die inrichting;

c) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen, die gedurende het belastbaar tijdperk noch woonplaats noch verblijfplaats, noch inrichting in het land hebben gehad, de in België behaalde winsten, inkomsten en baten bedoeld in § 1.

ART. 2.

§ 1 — De onder de toepassing van de extra-belasting vallende inkomsten, winsten en baten zijn :

a) de winsten aangeduid in artikel 25, § 1, 1^o, van de samengeschatte wetten betreffende de inkomstenbelastingen alsmede de inkomsten onder welken vorm en uit welken hoofde ook zelfs krachtens een bedienendencontract toegekend in de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting, de coöperatieve vennootschappen en de vennootschappen van personen met beperkte aansprakelijkheid, aan de vennoten en aan de vennoten-zaakvoerders, zelfs als zij gedurende het belastbaar tijdperk deze hoedanigheid verloren hebben, doch in dienst van de vennootschap gebleven zijn;

b) de baten van alle winstgevende bezigheden met nijverheids-, handels- of landbouw karakter;

c) de andere in artikel 25, § 1, 3^o, van de samengeschatte wetten bedoelde baten, die niet werden opgenomen in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden aangeslagen vóór 1 Januari 1945 door de schuld van den belastingplichtige, voor zoover zij niet vallen onder de toepassing van de wet betreffende de fiskale amnestie;

d) toutes rémunérations, commissions ou gratifications, tous avantages en espèces ou en nature visés à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées et qui n'ont pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti;

e) toutes rémunérations, commissions ou gratifications, tous avantages en espèces ou en nature obtenus à un titre quelconque par des personnes autres que celles visées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des dites lois coordonnées ainsi que tous gains ou profits retirés d'opérations accidentelles ou accessoires de nature industrielle, commerciale ou agricole;

f) les gains provenant d'opérations de jeu, à l'exception des loteries autorisées, auxquelles le redevable s'est livré pendant la période imposable.

§ 2. — Les différents éléments énumérés au § 1^{er} comme passibles de l'impôt extraordinaire sont désignés sous les mots « revenus imposables » dans les dispositions qui suivent.

§ 3. — En ce qui concerne les personnes physiques ou morales qui sont redevables de l'impôt extraordinaire, sont présumés provenir de revenus imposables :

a) les avoirs en numéraire et billets de banque, les avoirs en compte de chèques postaux, les dépôts dans les banques, établissements de crédit et caisses d'épargne, le tout à la date du 9 octobre 1944;

b) les avoirs en titres belges ou étrangers, les avoirs en or et en monnaies étrangères, les biens situés à l'étranger et les valeurs sur l'étranger qui, en exécution des arrêtés-lois du 6 octobre 1944, ont été déclarés être

d) alle bezoldigingen, commissie-loonen of gratificatiën, alle uit eender welken hoofde getrokken voordeelen in specie of in natura bedoeld bij artikel 25, § 1, 2^o van de samengeschaelde wetten en die niet werden opgenomen in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden aangeslagen vóór 1 Januari 1945 door de schuld van den belastingplichtige;

e) alle bezoldigingen, commissie-loonen of gratificatiën, alle uit eender welken hoofde getrokken voordeelen in specie of in natura door personen met uitzondering van deze bedoeld bij artikel 25, § 1, 2^o van genoemde samengeschaelde wetten alsmede alle winsten of baten gehaald uit toevallige of bijkomstige operatiën met nijverheids-, handels- of landbouwkarakter;

f) de winsten voortkomend van verrichtingen inzake spel, met uitzondering van de geautoriseerde loterijen, waaraan de belastingplichtige gedurende het belastbaar tijdperk heeft meegedaan.

§ 2. — De verschillende elementen, opgenoemd in § 1 als aan de extra-belasting onderhevig, worden onder de woorden « belastbare inkomsten » aangeduid in onderstaande bepalingen.

§ 3. — Met betrekking tot de natuurlijke of rechtspersonen die aan de extra-belasting onderhevig zijn, worden geacht voort te komen van belastbare inkomsten :

a) de activa in muntstukken en bankbiljetten, het tegoed op postrekening, de deposito's in banken, kredietinrichtingen en spaarkassen, alles op datum van 9 October 1944;

b) de activa in Belgische of vreemde effecten, de activa in goud en in buitenlandsche munt, de in het buitenland gelegen goederen en de waarden op het buitenland die, ter voldoening aan de besluitwetten van 6 October

la propriété du contribuable ou avoir été remis par lui au déclarant;

c) les sommes affectées directement ou indirectement à l'acquisition, à la constitution et à la transformation de biens mobiliers et immobiliers, les placements de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, les paiements de dettes dénotant un accroissement d'avoir, les dépôts ainsi que les versements quelconques et notamment les versements ayant pour objet des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine, même si le bénéficiaire du contrat n'est pas la personne qui a opéré le versement et pour autant que le total des contrats conclus en faveur d'une même personne dépasse 50,000 francs.

L'intéressé est admis à renverser cette présomption en apportant la preuve, soit que ces opérations ont été faites à titre de remploi ou au moyen de sommes empruntées, soit que ces opérations n'ont pas été faites ou que les avoirs n'ont pas été constitués au moyen de revenus indiqués à l'article 1^{er}, soit que des avoirs ont été réalisés pendant la période imposable pour faire face à des pertes professionnelles subies pendant cette période.

Si des éléments de preuve produits sont reconnus inexacts, les frais que l'Administration aurait exposés pour vérifier ces éléments à l'étranger, sont mis à la charge du redevable et ils sont recouvrés comme accessoires de l'impôt lui-même.

§ 4. — Lorsque des accroissements d'avoirs proviennent de succession, don ou legs, le montant en est envisagé, le cas échéant, pour fixer les revenus im-

1944, werden aangegeven als eigendom van den belastingschuldige of als zijnde door hem aan den aangever overhandigd;

c) de sommen rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend tot het aankopen, den aanleg en de transformatie van roerende en onroerende goederen, de beleggingen van om 't even welken aard en onder eender welken vorm, de betalingen van schulden die op een vermogensaccres wijzen, de deposito's alsmede om 't even welke stortingen en inzonderheid de stortingen in verband met verbintenissen waarvan de uitvoering van den duur van het menschenleven afhangt, zelfs indien de contractbegunstigde niet de persoon is die de storting heeft gedaan en voor zoover het totaal bedrag van de contracten gesloten ten bate van eenzelfde persoon 50,000 frank overschrijdt.

De betrokkene mag dit vermoeden te niet doen door er te laten van blijken, hetzij dat die verrichtingen bij wijze van wederbelegging of door middel van te leen genomen sommen werden gedaan, hetzij dat die verrichtingen niet werden gedaan of dat de activa niet werden aangelegd door middel van in artikel 1 aangeduide inkomsten, hetzij dat activa gedurende het belastbaar tijdperk te gelde gemaakt werden ter bestrijding van bedrijfsverliezen geleden gedurende dit tijdperk.

Worden de ingebrachte bewijskrachtige gegevens onjuist bevonden, dan worden de kosten, welke de Administratie zou hebben gedragen om deze gegevens in het buitenland te verifiëren, den belastingplichtige ten laste gelegd en worden zij als bijkomstigheden van de belasting zelf ingevorderd.

§ 4. — Wanneer accressen van vermogen voortkomen van successie, schenking of legaat, wordt het bedrag ervan desvoorkomend in beschouwing

posables du de cujus ou du donateur. Si, dans ce cas, l'impôt extraordinaire est dû, celui qui a bénéficié de la succession, du don ou du legs de même que ses héritiers ou ayants droit sont tenus, jusqu'à concurrence du montant recueilli, au paiement de la partie de l'impôt afférente proportionnellement au montant de leur part héréditaire, du don ou du legs et peuvent être poursuivis comme débiteurs directs de l'impôt.

§ 5. — Lorsque le donateur n'est pas connu au moment de l'établissement de l'impôt extraordinaire, celui-ci est établi au nom de la personne qui a bénéficié du don ou, en cas de décès, de la manière prescrite par l'article 11, § 2.

§ 6. — En cas d'existence d'un contrat d'assurance ou en cas de constitution de rente viagère, l'assureur ou le débiteur de la rente est tenu, à défaut de paiement de l'impôt extraordinaire, de remettre à l'Administration la valeur de rachat du contrat relatif à l'assurance ou à la constitution de la rente viagère; le cas échéant, l'assureur ou le débiteur de la rente peut être poursuivi comme débiteur direct de l'impôt.

ART. 3.

§ 1^{er}. — A défaut pour le redevable de l'impôt extraordinaire de prouver que les titres visés à l'article 2, § 3, litt. b), étaient sa propriété avant le 10 mai 1940 ou de fournir la preuve du prix payé pour leur acquisition postérieurement à cette date, ces titres sont réputés avoir été achetés pour un prix correspondant, pour les valeurs cotées au prix-courant publié mensuellement au *Moniteur*, à la moyenne des cours résultant des prix-courants publiés pendant la période de

genomen om de belastbare inkomsten van den de cujus of den schenker te bepalen. Indien, in dat geval, de extra-belasting verschuldigd is, zijn degene die de successie, de schenking of het legaat genoten heeft, alsmede zijn erfgenamen of rechthebbenden gehouden, naar rata van het verkregen bedrag, tot betaling van het belasting-gedeelte dat proportioneel verband houdt met het bedrag van hun erfdeel, van de schenking of van het legaat, en kunnen zij worden vervolgd als rechtstreeksche schuldenaars van de belasting.

§ 5. — Is de schenker niet gekend bij het vestigen van de extra-belasting, dan wordt deze gevestigd ten name van den persoon die de schenking genoten heeft, of, in geval van overlijden, op de bij artikel 11, § 2, voorgeschreven wijze.

§ 6. — Bestaat er een verzekeringscontract of werd er een lijfrente gevestigd, dan is de verzekeraar of de rentedebiteur ertoe gehouden, bij wanbetaling van de extra-belasting, de afkoopwaarde van het contract betreffende de verzekering of de lijfrentevestiging aan de Administratie af te dragen; in voorkomend geval kan de verzekeraar of de rentedebiteur vervolgd worden als rechtstreeksche schuldenaar van de belasting.

ART. 3.

§ 1. — Blijft degene die de extra-belasting verschuldigd is in gebreke te bewijzen dat de in artikel 2, § 3, litt. b) bedoelde effecten zijn eigendom waren vóór 10 Mei 1940 of blijft hij in gebreke het bewijs voor te leggen van den prijs betaald voor hun aankoop na dien datum, dan worden deze effecten geacht aangekocht te zijn geweest tegen een prijs overeenstemmend, voor de waarden genoteerd in de maandelijksche in het *Staatsblad* gepubliceerde prijscourant, met het

janvier à août 1944 inclusivement et, pour les valeurs non cotées au dit prix-courant, à la moyenne des cours pratiqués pendant cette même période.

§ 2. — La personne physique redevable de l'impôt extraordinaire est, sauf éléments justificatifs produits par elle, réputée avoir possédé au 10 mai 1940 :

1^o un avoir en billets de la Banque Nationale de Belgique et autres signes monétaires belges, correspondant pour l'un des exercices 1938 à 1940, à la moitié du revenu global net qui a servi de base ou qui, à défaut d'exonération légale, aurait servi de base à l'impôt complémentaire personnel. Cet avoir présumé est fixé au minimum de 25,000 francs et limité à un maximum de 100,000 francs.

Le dit revenu global net est augmenté :

a) de 15 p. c. du revenu professionnel imposable pour la partie n'excédant pas 100,000 francs;

b) des revenus des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges, des obligations de la Dette belge 4 p. c. unifiée, des obligations à lots 1932 et 1933 et des obligations de la Dette Coloniale 4 p. c. 1936 que l'assujetti démontre avoir recueillis au cours de l'une des années 1937, 1938 ou 1939;

2^o pour les entreprises agricoles, un fonds de roulement qui sera fixé par arrêté royal contresigné par les Ministres des Finances et de l'Agriculture avec minimum de 25,000 francs.

gemiddelde van de koersen blijkend uit de prijscouranten bekendgemaakt gedurende de periode van Januari tot Augustus 1944 inclus en wat de niet in bewuste prijscourant genoteerde waarden betreft, met het gemiddelde van de gedurende dezelfde periode geldende koersen.

§ 2. — De natuurlijke persoon die de extra-belasting verschuldigd is wordt, behoudens door hem voorgelegde rechtvaardigende elementen, geacht op 10 Mei 1940 te hebben bezeten :

1^o een activa in biljetten van de Nationale Bank van België en andere Belgische munttekenen overeenstemmend, voor één der dienstjaren 1938 tot 1940, met de helft van het netto globaal inkomen dat tot grondslag heeft gediend of dat, bij ontstentenis van wettelijke vrijstelling, tot grondslag zou hebben gediend van de aanvullende personeele belasting. Dit vermoed activa is vastgesteld op een minimum van 25,000 frank en beperkt tot een maximum van 100,000 frank.

Het gemeld netto globaal inkomen wordt vermeerderd met :

a) 15 t.h. van het belastbaar bedrijfsinkomen voor het gedeelte dat 100,000 frank niet te boven gaat;

b) de opbrengsten van de preferente aandelen der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, van de obligatiën der Geünifieerde Belgische 4 pct. Schuld, van de lotenobligatiën 1932 en 1933 en van de obligatiën van de Koloniale Schuld 4 pct 1936, welke het belastingsubject bewijst te hebben verkregen gedurende één der jaren 1937, 1938 of 1939;

2^o voor de landbouwbedrijven, een bedrijfskapitaal dat bij een door de Ministers van Financiën en van Landbouw mede te ondertekenen Koninklijk besluit zal worden bepaald, met een minimum van 25,000 frank.

3° Un avoir en actions et obligations au porteur émises par les sociétés, collectivités et organismes belges ou étrangers, égal à 50 fois le montant des revenus d'actions et d'obligations compris dans la déclaration aux impôts sur les revenus pour l'un des exercices 1938 à 1940, augmenté du montant des revenus visés au littera b) du 1° qui précède.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Est considérée comme bénéfice exceptionnel dans le sens de l'article 1^{er}, la partie de l'ensemble des revenus imposables obtenus pendant la période imposable, qui dépasse l'ensemble :

a) soit des revenus, bénéfices et profits de l'espèce qui, au cours des cinq années ou exercices qui précèdent immédiatement la période imposable, ont été déclarés ou imposés pendant un laps de temps égal à la période d'activité imposable;

b) soit des montants indiqués à l'article 5, §§ 3, 5 et 6, également calculés pour une période antérieure d'égale durée comme il est indiqué au littera a).

La dite période antérieure est dénommée « période de référence » dans les dispositions qui suivent.

§ 2. — Pour la détermination des bénéfices de la période de référence, les éléments d'une partie d'année ou d'exercice sont calculés par mois suivant la méthode proportionnelle.

§ 3. — Le mois commencé est compté pour un mois entier.

§ 4. — En ce qui concerne les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés de

3° een activa in actiën en obligatiën aan toonder door de Belgische of buitenlandsche vennootschappen, lichamen en organismen uitgegeven, gelijk aan 50 maal het bedrag van de inkomsten van de aandeelen en obligatiën begrepen in de aangifte in de inkomstenbelastingen over één der dienstjaren 1938 tot 1940, vermeerderd met het bedrag van de in littera b) van vorenstaand 1° bedoelde opbrengsten.

ART. 4.

§ 1. — Wordt als exceptioneele winst in den zin van artikel 1 beschouwd, het gedeelte van de gezamenlijke, gedurende het belastbaar tijdperk behaalde belastbare inkomsten, dat hooger gaat dan het totaalbedrag :

a) hetzij van de inkomsten, winsten en baten van dien aard die in den loop van de vlak vóór het belastbaar tijdperk vallende vijf jaren of boekjaren werden aangegeven of aangeslagen over een tijdsbestek gelijk aan het belastbaar activiteitstijdperk;

b) hetzij van de in artikel 5, §§ 3, 5 en 6 aangeduide bedragen, eveneens berekend over een vroeger tijdperk van gelijken duur zooals aangeduid in littera a).

Bewust vroeger tijdperk wordt referentietijdperk genoemd in onderstaande bepalingen.

§ 2. — Bij het bepalen van de winsten over het referentietijdperk worden de elementen van een jaargedeelte of dienstjaargedeelte per maand berekend naar de evenredigheidsmethode.

§ 3. — Een begonnen maand telt voor een geheele maand.

§ 4. — Met betrekking tot de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij

personnes à responsabilité limitée, les éléments à comparer sont, tant pour la période de référence que pour la période imposable, les bénéfices diminués des revenus attribués aux associés, gérants et autres personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, litt. a).

Toutefois il n'y a pas lieu à taxation lorsque pour la période imposable, le bénéfice de la société, y compris les revenus attribués aux associés, gérants et autres personnes mentionnées à l'alinéa précédent, ne dépasse pas le bénéfice déterminé de la même façon pour la période de référence.

§ 5. — Les éléments à comparer pour les sociétés autres que celles prévues au § 4 et qui possèdent la personnalité juridique, sont les bénéfices, dividendes compris, ainsi que les rémunérations allouées aux personnes énumérées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, litt. b) des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, même si ces personnes ont, pendant la période imposable, perdu cette qualité mais sont restées au service de la société.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Le redevable qui a exercé une activité professionnelle pendant la période de référence, mais n'a pas exercé son activité pendant la totalité de la période imposable, peut porter en déduction le montant des revenus, bénéfices et profits obtenus au cours d'années ou d'exercices sociaux différents, à déterminer à son choix pendant la période de référence. Le choix doit être fait lors de la déclaration.

§ 2. — Lorsque l'activité professionnelle au cours de la période de référence, a été exercée pendant moins

wijze van eenvoudige geldschieting en de personen vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, zijn de te vergelijken elementen, zoowel voor het referentietijdperk als voor het belastbaar tijdperk, de winsten verminderd met de inkomsten toegekend aan de vennoten, zaakvoerders en andere personen bedoeld in artikel 2, § 1, litt. a).

Er is, evenwel geen aanleiding tot aanslag, wanneer voor het belastbaar tijdperk, de winst van de vennootschap met inbegrip van de inkomsten toegekend aan de vennoten, zaakvoerders en andere personen, vermeld in de vorige alinea, de winst niet te boven gaat die op dezelfde wijze werd bepaald voor het referentietijdperk.

§ 5. — De elementen te vergelijken voor de vennootschappen met uitzondering van die voorzien in § 4 en die rechtspersoonlijkheid bezitten, zijn de winsten, inclusief de dividenden, alsmede de bezoldigingen toegekend aan de in artikel 25, § 1, 2^o, littera b) van de inkomstenbelastingwetten, opgenoemde personen, zelfs indien deze personen, gedurende het belastbaar tijdperk, deze hoedanigheid hebben verloren maar in dienst van de vennootschap zijn gebleven.

ART. 5.

§ 1. — De belastingplichtige die gedurende het referentietijdperk een bedrijfsactiviteit heeft uitgeoefend zonder zijn activiteit gedurende gansch het belastbaar tijdperk te hebben uitgeoefend, mag in mindering brengen het bedrag van de inkomsten, winsten en baten behaald in den loop van verschillende kalenderjaren of boekjaren, door hem naar keuze te bepalen over het referentietijdperk. De keuze dient gedaan bij de aangifte.

§ 2. — Wanneer de bedrijfsactiviteit in den loop van het referentietijdperk werd uitgeoefend gedurende minder

de cinq années ou exercices sociaux, le redevable peut déduire outre les éléments afférents à ces années ou exercices sociaux, autant de fois les éléments de l'année ou de l'exercice de son choix qu'il manque d'années ou d'exercices pour compléter la période à envisager.

§ 3. — Le redevable peut, s'il le préfère, demander une déduction égale, pour douze mois, à 6 p. c. du capital social réellement libéré restant à rembourser ainsi que des réserves telles qu'elles existent au 1^{er} janvier 1940 ou au début de l'exercice social clôturé en 1940; le capital *et les réserves* sont éventuellement multipliés par les coefficients mentionnés à l'article 15, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Sont à exclure du capital et des réserves les sommes correspondant à des plus-values de réévaluation visées à l'article 26, § 2, 4^o, dernier alinéa, à l'article 27, § 2^{bis} ou à l'article 86, § 1^{er}, des dites lois coordonnées.

Toutefois pour les sociétés dont le capital social a été réduit ou remboursé en tout ou en partie postérieurement au 31 décembre 1918, les coefficients de revalorisation sont appliqués au capital tel qu'il existait à cette date, mais la somme revalorisée ainsi obtenue est diminuée du montant de la réduction ou du remboursement de capital préalablement multiplié par le coefficient prévu pour l'année au cours de laquelle la réduction ou le remboursement a été opéré.

Cette déduction est augmentée pour les sociétés visées au § 5 de l'article 4, du montant des rémunérations fixes versées au cours de la période de référence aux personnes énumérées à l'art. 25, § 1^{er}, 2^o, littera b, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

dan vijf kalenderjaren of boekjaren, mag de belastingplichtige, benevens de elementen in verband met die kalenderjaren of boekjaren, zooveel maal de elementen van het kalenderjaar of van het boekjaar van zijn keuze aftrekken als er kalenderjaren of boekjaren ontbreken om het in beschouwing te nemen tijdperk aan te vullen.

§ 3. — De belastingplichtige mag, indien hij zulks verkiest, een aftrek vragen die gelijk is, voor twaalf maanden, aan 6 t. h. van het werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal dat nog terug te betalen blijft alsmede van de reserves zooals die bestaan op 1 Januari 1940 of bij het begin van het in 1940 afgesloten boekjaar; het kapitaal *en de reserves* worden eventueel vermenigvuldigd met de in artikel 15, § 2, der samengeschakelde inkomstenbelastingwetten vermelde coëfficiënten. Worden uit het kapitaal en de reserves uitgesloten, de sommen die overeenstemmen met waardevermeerderingen uiterschating bedoeld in artikel 26, § 2, 4^o, laatste alinea, in artikel 27, § 2^{bis} of in artikel 86, § 1, van bedoelde samengeschakelde wetten

Voor de vennootschappen, evenwel, waarvan het maatschappelijk kapitaal werd verminderd of geheel of ten deele terugbetaald na 31 December 1918, worden revalorisatie-coëfficiënten toegepast op het kapitaal zooals het op dien datum bestond, maar de aldus bekomen gerevalueerde som wordt verminderd met het bedrag van de vermindering of van het terugbetaald kapitaal, vooraf vermenigvuldigd met den coëfficiënt voorzien voor het jaar waarin de vermindering of de terugbetaling is geschied.

Deze aftrek wordt voor de in § 5 van artikel 4 bedoelde maatschappijen verhoogd met het bedrag van de vaste bezoldigingen in den loop van het referentietijdperk uitgekeerd aan de in artikel 25, § 1, 2^o, littera b, der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen opgenoemde personen.

Dans les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés de personnes à responsabilité limitée, le capital investi, tel qu'il est défini *aux deux premiers alinéas du présent § 3*, peut être invoqué par chaque associé à concurrence de ses apports; le solde éventuel du capital et les réserves sont comptés à la société.

§ 4. — En ce qui concerne les immeubles réalisés pendant la période imposable et dont la valeur au dernier inventaire avant le 10 mai 1940 était inférieure à la valeur réelle, l'impôt extraordinaire est dû sur l'excédent de la valeur de réalisation sur la valeur réelle au 10 mai 1940. La valeur réelle doit être justifiée par le redevable, les frais d'expertise et de contre-expertise éventuels étant à sa charge.

§ 5. — Le redevable qui n'a exercé aucune activité professionnelle pendant la période de référence peut opérer une déduction égale, pour douze mois, à 6 p. c. du capital qu'il a lui-même investi au moment où son activité a pris cours.

§ 6. — Sauf ce qui est prévu au § 7, le minimum déductible est de 5,000 fr. par mois d'activité pendant la période imposable.

Il est déduit, en outre, pour les personnes physiques une somme de 6,000 francs par année de la période imposable pour chaque enfant à charge au 1^{er} janvier de chaque année de cette période.

§ 7. — Aucune des déductions prévues aux articles 4 et 5 n'est accordée :

a) sur les revenus, bénéfices et profits visés à l'article 2, § 1^{er}, qui n'ont

In de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting en de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, mag het belegd kapitaal, zooals het in *de eerste twee alinéas van onderhavige § 3* bepaald werd, door ieder vennoot tot het beloop van zijn bijdragen worden ingeroepen; het eventueel saldo van het kapitaal en de reserves worden aan de vennootschap aangerekend.

§ 4. — Wat betreft de gedurende het belastbaar tijdperk te gelde gemaakte onroerende goederen, waarvan de waarde, in den laatsten inventaris vóór 10 Mei 1940 lager was dan de reële waarde, is de extra-belasting verschuldigd op het excédent van de verkoopwaarde op de reële waarde op 10 Mei 1940. De reële waarde moet worden verantwoord door den belastingplichtige, de eventuele kosten van onderzoek en tegenonderzoek zijnde te zijnen laste.

§ 5. — De belastingplichtige die gedurende het referentietijdperk geen bedrijfsactiviteit heeft uitgeoefend, mag een som aftrekken, welke voor twaalf maand gelijk is aan 6 t. h. van het kapitaal dat hij zelf heeft belegd op het oogenblik dat zijn bedrijvigheid is aangevangen.

§ 6. — Behoudens hetgeen voorzien wordt in § 7, is het aftrekbaar minimum 5,000 frank per maand activiteit gedurende het belastbaar tijdperk.

Daarenboven wordt, voor de natuurlijke personen een som van 6,000 frank afgetrokken per jaar van het belastbaar tijdperk en per kind ten laste op 1 Januari van elk jaar van dit tijdperk.

§ 7. — Geen van de bij artikelen 4 en 5 voorziene aftrekkingen wordt toegestaan :

a) op de inkomsten, winsten en baten bedoeld bij artikel 2, § 1, die

pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti;

b) sur les accroissements indiqués à l'article 2, § 5.

Toutefois, lorsque les revenus, bénéfices et profits dissimulés visés au littéra a) de l'alinéa qui précède sont déclarés au plus tard deux mois après la promulgation de la présente loi, toutes les déductions prévues peuvent être accordées aux intéressés mais, dans ce cas, l'ensemble de leurs bénéfices, revenus et profits de la période imposable est pris comme base de calcul pour l'application de l'impôt extraordinaire.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Afin de faciliter la reconstitution ultérieure des stocks qui existaient avant la guerre, le montant des bénéfices imposables est réduit à concurrence d'une somme égale à l'excédent du montant sub littéra b) sur celui indiqué au littéra a) ci-dessous :

a) Valeur des matières premières, produits et marchandises faisant l'objet des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles du redevable tels que ces éléments existent soit au dernier inventaire dressé avant le 10 mai 1940, soit au premier inventaire dressé par l'entreprise, s'il s'agit d'entreprises dont la première période d'imposition aux impôts sur les revenus, bien que commencée avant cette date, n'a pris fin que postérieurement au 10 mai 1940; à défaut de l'inventaire ci-dessus, le redevable pourra, à charge d'en apporter la preuve par toutes voies de droit, présomptions comprises, établir la consistance des matières premières, produits ou marchandises qu'il avait au 9 mai 1940.

niet werden aangegeven in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden belast vóór 1 Januari 1945, door de schuld van den belastingplichtige;

b) op de in artikel 2, § 5, aangeduide accressen.

Wanneer de in littéra a) van vorenstaande alinea bedoelde verzwegen inkomsten, winsten en baten nochtans worden aangegeven ten laatste twee maand na de afkondiging van de huidige wet, mogen alle aftrekkingen aan de betrokkenen worden toegestaan, maar in dit geval zullen hun gezamenlijke winsten, inkomsten en baten van het belastbaar tijdperk als berekeningsgrondslag worden genomen voor de toepassing van de extra-belasting.

ART. 6.

§ 1. — Ten einde een lateren wederaanleg van de vóór den oorlog bestaande stocks te vergemakkelijken, wordt het bedrag der belastbare winsten verminderd met een bedrag gelijk aan het excédent van het bedrag sub litt. b) op dit aangeduid onder litt. a) hiernavolgend :

a) Waarde der grondstoffen, producten en goederen die het voorwerp uitmaken van de industriele, handels- of landbouwbedrijven van den belastingplichtige, zooals deze elementen bestaan, hetzij in den laatsten inventaris opgemaakt vóór 10 Mei 1940, hetzij in den eersten door de onderneming opgemaakte inventaris, indien het gaat om ondernemingen waarvan het eerste tijdperk van aanslag in de inkomstenbelasting en alhoewel vóór dezen datum begonnen, slechts na 10 Mei 1940 eindigde; bij gebrek aan den hoogerbedoelden inventaris, kan de belastingplichtige, mits daarvan het bewijs te leveren door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van vermoedens, den omvang bepalen van de op 9 Mei 1940 in zijn bezit zijnde grondstoffen, producten en goederen.

Cette valeur est fixée au prix moyen d'achat ou de revient du mois de décembre 1939 à justifier par le redevable au moyen de ses documents comptables.

b) Valeur totale des éléments repris à l'inventaire visé au littéra a), corrigée par l'application du coefficient 1,60 à la partie des dits éléments réalisée à la fin de la période imposable.

§ 2. — L'excédent ainsi immunisé de l'impôt extraordinaire est porté dans les comptes sous la dénomination «provision pour maintien des stocks».

§ 3. — Lorsque la provision pour maintien des stocks n'a pas reçu son affectation, au plus tard le 31 décembre 1947, lorsque cette provision a fait l'objet d'autres prélèvements sous quelque forme que ce soit ou d'une distribution ainsi qu'en cas de cession de l'entreprise ou de décès du redevable, l'impôt extraordinaire est immédiatement établi sur le montant intégral de la provision et ce montant est, pour la cotisation du même redevable à la taxe professionnelle, à la contribution nationale de crise et à l'impôt complémentaire personnel, porté en déduction des revenus professionnels de l'année du prélèvement ou de la distribution, de la cession ou de la cessation de l'entreprise ou du décès du redevable.

Toutefois, lorsqu'après décès du redevable, cession ou cessation de l'entreprise, celle-ci est continuée ou reprise, dans les conditions précisées au § 2 de l'article 8, l'impôt extraordinaire n'est établi que si la provision n'a pas reçu son affectation dans le délai fixé ou lorsqu'il est procédé à un prélèvement sur la provision ou à

Deze waarde wordt vastgesteld tegen den gemiddelden koop- en kostprijs van de maand December 1939, door den belastingplichtige te verantwoorden met behulp van zijn bescheiden.

b) Totale waarde der elementen opgenomen in den bij litt. a) bedoelden inventaris, verbeterd door toepassing van coëfficiënt 1,60 op het gedeelte van bedoelde elementen dat op het einde van het belastbaar tijdperk werd gerealiseerd.

§ 2. — Het aldus van de extra-belasting vrijgesteld excédent wordt in de rekeningen gebracht onder de benaming : «provisie tot instandhouding van de stocks».

§ 3. — Wanneer de provisie tot instandhouding van de stocks haar bestemming niet heeft bekomen, ten laatste op 31 December 1947, wanneer deze provisie, onder welken vorm ook, het voorwerp is geweest van andere afnemingen of van een verdeeling, alsook bij cessie van de onderneming of overlijden van den belastingplichtige, wordt de extrabelasting onmiddellijk geheven op het integraal bedrag van de provisie en wordt dit bedrag voor den aanslag van denzelfden belastingplichtige in de bedrijfsbelasting, de nationale crisisbelasting en de aanvullende personeele belasting, in mindering gebracht van de bedrijfsinkomsten van het jaar van de afneming of van de verdeeling, van de cessie of de uitscheiding van bedrijf of van het overlijden van den belastingplichtige.

Wanneer de onderneming nochtans, na het overlijden van den belastingplichtige, de cessie of de uitscheiding van bedrijf wordt voortgezet of hervat onder de bij § 2 van artikel 8 aangegeven voorwaarden, wordt de extra-belasting slechts geheven indien de provisie niet binnen den vastgestelden termijn haar bestemming heeft beko-

une distribution de celle-ci et ce à charge de la personne qui continue l'entreprise.

ART. 7.

Lorsqu'un redevable de l'impôt extraordinaire n'a pas été cotisé au titre des impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise pour les exercices 1940 à 1945 en raison d'un montant égal à l'ensemble des revenus, bénéfices et profits obtenus pendant la période de référence qui sont déduits par application des articles 4 et 5, des impositions complémentaires pour lesdits exercices peuvent être établies nonobstant l'expiration des délais fixés à l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et ce aussi longtemps que l'impôt extraordinaire peut être valablement établi. Lorsque les impositions complémentaires sont établies après l'expiration des dits délais, il n'y a pas lieu à application d'accroissements, ni d'amendes.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Il ne peut être tenu compte, pour déterminer les revenus déductibles obtenus pendant la période de référence, des rectifications de revenus qui auraient été faites spontanément par l'intéressé après le 15 novembre 1939.

§ 2. — La personne qui, pendant la période de référence ou pendant la période imposable, continue une entreprise ou l'exerce, après reprise, est admise à porter en déduction le bénéfice de la période de référence comme si l'entreprise n'avait pas changé de titulaire, à la condition que les mêmes éléments d'activité soient mis en œuvre et de déduire du bénéfice de la période de référence l'équivalent des charges financières ou autres qui ne grevaient pas l'ancienne exploitation.

men of wanneer een afnemings of een verdeeling van dezelve wordt gedaan en dit ten laste van den persoon die de onderneming voortzet.

ART. 7.

Wanneer een voor extra-belasting in aanmerking komende belastingplichtige over de dienstjaren 1940 tot 1945 niet werd aangeslagen in de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting voor een bedrag gelijk aan de gezamenlijke gedurende het referentietijdperk behaalde inkomsten, winsten en baten, welke bij toepassing van artikelen 4 en 5 worden afgetrokken, mogen aanvullende aanslagen voor bewuste dienstjaren worden gevestigd niettegenstaande het verstrijken van de bij artikel 74 van de samengeschaalde inkomstenbelastingwetten vastgestelde termijnen, en zulks zolang de extra-belasting geldig kan worden gevestigd. Wanneer de aanvullende aanslagen na het verstrijken van bewuste termijnen worden gevestigd, dienen er noch verhoogingen, noch geldboeten toegepast.

ART. 8.

§ 1. — Om de tijdens het referentietijdperk bekomen aftrekbare inkomsten te bepalen, kan geen rekening worden gehouden met de inkomstenwijzigingen welke door den betrokkene na 15 November 1939 spontaan werden gedaan.

§ 2. — De persoon die, gedurende het referentietijdperk of het belastbaar tijdperk, een onderneming voortzet of deze, na overneming, drijft, mag de winst van het referentietijdperk in aftrek brengen alsof de onderneming niet van titularis veranderd ware, onder de voorwaarde dat dezelfde activiteitsbestanddeelen in werking worden gebracht en dat van de winst van het referentietijdperk de evenwaarde wordt afgetrokken van de financieele of andere lasten die de vroegere exploitatie niet bezwaarden.

ART. 9.

Des bénéfices à prendre pour base afin de déterminer l'excédent taxable ne peuvent être déduits :

a) ni les bénéfices réalisés à l'étranger, exemptés de la taxe professionnelle en vertu d'une convention internationale;

b) ni la moitié des bénéfices exemptés de la taxe professionnelle par application de l'article 27, § 2, 5^o, dernier alinéa, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et employés notamment à la construction d'habitations ouvrières;

c) ni les pertes professionnelles visées à l'article 32, § 1^{er}, 2^e alinéa, des mêmes lois coordonnées et dont il a été tenu compte pour fixer les bénéfices imposables de la période de référence;

d) ni les revenus déjà taxés, indiqués à l'article 52 des mêmes lois coordonnées.

Toutefois, pourront être déduites du bénéfice imposable les créances douteuses amorties en exemption d'impôts pendant la période de référence et qui furent payées pendant la période imposable.

ART. 10.

§ 1^{er} — L'impôt extraordinaire est appliqué sur la partie des revenus, bénéfices et profits qui dépasse, pour la période imposable, la quotité fixée à l'article 4. Toutefois, le bénéfice imposable est diminué des revenus soumis à l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et prestations à l'ennemi.

Le taux est de :

70 p. c. sur la partie du montant taxable inférieure à 100,000 francs;

80 p. c. sur la partie du montant taxable variant de 100,000 à 200,000 fr. exclusivement;

ART. 9.

Mogen niet worden afgetrokken van de winsten welke voor het bepalen van het belastbaar excédent als grondslag dienen genomen :

a) noch de in het buitenland behaalde winsten welke krachtens een internationale overeenkomst vrij van bedrijfsbelasting zijn;

b) noch de helft van de winsten vrijgesteld van bedrijfsbelasting bij toepassing van artikel 27, § 2, 5^o, laatste alinea van de samengeschakelde inkomstenbelastingwetten en aangevend namelijk tot het bouwen van arbeiderswoningen;

c) noch de bedrijfsverliezen bedoeld bij artikel 32, § 1, 2^e alinea van dezelfde samengeschakelde wetten en waarmede rekening werd gehouden om de belastbare winsten van het referentietijdperk te bepalen;

d) noch de reeds belaste inkomsten, vermeld in artikel 52 van dezelfde samengeschakelde wetten.

Mogen, evenwel, worden afgetrokken van de belastbare winst, de twijfelachtige schuldvorderingen afgelost, onder vrijstelling van belasting, gedurende het referentietijdperk en die werden betaald gedurende het belastbaar tijdperk.

ART. 10.

§ 1. — De extra-belasting wordt toegepast op het deel der inkomsten, winsten en baten dat, voor het belastbaar tijdperk, het bij artikel 4 bepaalde quotum overschrijdt. De belastbare winst wordt evenwel verminderd met de inkomsten vatbaar voor de speciale belasting op de winsten uit leveringen en prestaties aan den vijand.

De aanslagvoet bedraagt :

70 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag beneden 100,000 frank;

80 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 100,000 tot exclusief 200,000 frank;

90 p. c. sur la partie du montant taxable variant de 200,000 à 1 million exclusivement ;

95 p. c. sur la partie du montant taxable atteignant 1 million et plus.

§ 2. — Il est ajouté 20 p.c. aux taux prévus au § 1^{er} sur la partie du montant taxable qui dépasse le chiffre déclaré par le redevable, sans que cependant le taux applicable par tranche puisse dépasser 100 p. c.

§ 3. — *Les impôts totaux auxquels les personnes physiques et morales peuvent être assujetties en vertu de la présente loi, ne pourront du fait de sa rétroactivité, avoir pour effet de réduire l'actif propre à un montant inférieur à celui du capital et des réserves tels qu'ils étaient inscrits au dernier bilan avant le 1^{er} janvier 1940.*

§ 4. — Il n'est consenti sur l'impôt extraordinaire aucune réduction pour personne à charge.

ART. II.

§ 1^{er}. — Sauf ce qui est stipulé à l'article 2, § 5, *de la présente loi* et à l'article 35, § 2, des lois coordonnées, l'impôt extraordinaire est établi à charge de ceux qui ont réalisé ou obtenu les revenus, bénéfices et profits imposables.

§ 2. — En cas de décès, les cotisations sont établies conformément aux dispositions de l'article 38 de l'arrêté royal du 22 septembre 1937.

§ 3. — En ce qui concerne les redevables possédant la personnalité juridique, l'impôt extraordinaire est établi à charge de la personne juridique elle-même sur la base du total des revenus

90 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 200,000 tot exclusief 1,000,000 frank.;

95 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 1,000,000 fr. en meer.

§ 2. — Er wordt 20 t.h. gevoegd bij de in § 1 voorziene aanslagvoeten op het deel van het belastbaar bedrag boven het door den belastingplichtige aangegeven cijfer, zonder dat nochtans de per schijf toepasselijke aanslagvoet 100 t. h. mag te boven gaan.

§ 3. — *De globale belastingen waaraan de natuurlijke en rechtspersonen kunnen onderworpen worden krachtens deze wet, kunnen uit hoofde van haar terugwerkende kracht niet voor uitwerking hebben het zuiver actief te verminderen tot een lager bedrag dan dat van het kapitaal en de reserves, zooals zij in de laatste balans vóór 1 Januari 1940 ingeschreven waren.*

§ 4. — Op de extra-belasting wordt geen vermindering uit hoofde van personen ten laste toegestaan.

ART. II.

§ 1. — Behoudens hetgeen bij artikel 2, § 5, *van onderhavige wet* en bij artikel 35, § 2, der samengeschatelde wetten wordt bepaald, wordt de extra-belasting gevestigd ten laste van diegenen die de belastbare inkomsten, winsten of baten hebben behaald of verkregen.

§ 2. — Bij overlijden worden de aanslagen gevestigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 38 van het Koninklijk besluit van 22 September 1937.

§ 3. — Voor de belastingplichtigen die rechtspersoonlijkheid bezitten wordt de extra-belasting gevestigd ten laste van den rechtspersoon zelf op grondslag van het totaal der inkomsten

déterminés conformément aux dispositions de l'article 4, §§ 4 et 5, de la présente loi.

Lorsque des personnes morales ont été dissoutes pendant la période imposable, mais avant l'établissement de l'impôt extraordinaire, les bénéfices qu'elles ont réalisés pendant cette période sont imposés dans le chef de ceux à qui ils ont été attribués.

ART. 12.

L'impôt extraordinaire ne peut être porté en déduction comme charge professionnelle.

ART. 13.

§ 1^{er}. — L'impôt extraordinaire est perçu au profit exclusif de l'Etat. Les provinces et les communes ne peuvent établir ni centimes additionnels à cet impôt, ni aucune taxe similaire.

L'impôt extraordinaire doit être acquitté au plus tard le 1^{er} janvier 1946, même si à cette date la cotisation n'est pas encore comprise au rôle ou n'a pas encore été notifiée au contribuable. A défaut de paiement au 1^{er} janvier 1946, le montant dû est productif au profit du Trésor, de l'intérêt de 5 p. c. l'an pour la durée du retard, sans qu'il puisse y avoir lieu à attribution d'intérêts moratoires, dans le sens de l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

§ 2. — Les impôts cédulaires, la contribution nationale de crise, l'impôt complémentaire personnel ainsi que l'impôt spécial perçu en vertu de la loi du 10 janvier 1940 qui sont payés et définitivement acquis au Trésor, sont éventuellement remboursés ou déduits de l'impôt extraordinaire établi en vertu de la présente loi, dans une mesure proportionnelle aux bénéfices qui sont frappés à la fois par ce dernier impôt et par les autres impôts déjà payés.

omschreven in de bepalingen van artikel 4, §§ 4 en 5 van deze wet.

Wanneer rechtspersonen werden ontbonden gedurende het belastbaar tijdperk, doch vóór de vestiging van de extra-belasting, worden de gedurende dit tijdperk door deze personen behaalde winsten belast in hoofde van degenen aan wie ze werden toegekend.

ART. 12.

De extra-belasting mag niet als bedrijfslast in mindering worden gebracht.

ART. 13.

§ 1. — De extra-belasting wordt uitsluitend ten behoeve van den Staat geheven. De provinciën en de gemeenten mogen op deze belasting noch opcentimes, noch eenige andere gelijk-aardige belasting vestigen.

De extra-belasting dient betaald ten laatste op 1 Januari 1946, zelfs indien op dezen datum het bedrag nog niet op de rol is gebracht of nog niet aan den belastingplichtige werd beteekend. Bij gemis van betaling op 1 Januari 1946, is het verschuldigd bedrag vatbaar voor een interest van 5 t. h. per jaar ten bate van de Schatkist, voor den duur van het verwijl, zonder dat er aanleiding kan zijn tot oplegging van verwijslin. eresten in den zin van artikel 74 der samen-geordende wetten op de inkomstenbelastingen.

§ 2. — De cedulaire belastingen, de nationale crisisbelasting, de aanvullende personeele belasting, alsmede de krachtens de wet van 10 Januari 1940 geheven bijzondere belasting, die betaald zijn en definitief aan de Schatkist vervallen zijn, worden eventueel terugbetaald of afgetrokken van de krachtens deze wet gevestigde extra-belasting, in een mate in verhouding tot de inkomsten die tevens door laatstbedoelde belasting en door de andere reeds betaalde belastingen getroffen zijn.

Les impôts à déduire comprennent tous additionnels mais non les accroissements, amendes et intérêts de retard. Ces impôts sont augmentés à concurrence du montant total des déductions accordées pour charges de famille.

§ 3. — Un arrêté royal fixera les modalités suivant lesquelles sera déterminé le montant des impôts qui, en vertu du § 2, seront à rembourser ou à déduire sur l'impôt extraordinaire pour cause de double imposition des mêmes revenus à charge d'un même redevable.

§ 4. — L'impôt extraordinaire afférent aux revenus imposables réalisés et imposés à l'étranger est réduit de la somme que le redevable justifie avoir payée de façon définitive à l'étranger sur les mêmes revenus du chef d'un impôt analogue à celui établi par la présente loi.

La somme à déduire ne peut comporter que l'impôt proprement dit, à l'exclusion de tout accroissement, amendes, intérêts de retard et autres accessoires analogues.

§ 5. — Le produit de l'impôt extraordinaire sera affecté à la résorption de l'Emprunt de l'assainissement monétaire, de la manière prévue à l'article 5 de la loi relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.

ART. 14.

S'il y a des raisons de craindre que les droits du Trésor soient en péril, l'Administration peut exiger le paiement immédiat de l'impôt extraordinaire ou le dépôt d'une garantie réelle égale au montant de l'impôt dû ou présumé; cet impôt fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

De af te trekken belastingen omvatten alle opcentimes, doch niet de verhoogingen, geldboeten en verwijlinteressen. Deze belastingen worden opgevoerd naar rata van het totaal bedrag van de wegens gezinslasten toegestane verminderingen.

§ 3. — Een Koninklijk besluit zal de modaliteiten bepalen volgens welke het bedrag zal worden vastgesteld van de belastingen die krachtens § 2 zullen dienen terugbetaald of van de extra-belasting zullen dienen afgetrokken wegens dubbelen aanslag van dezelfde inkomsten ten laste van een en denzelfden belastingplichtige.

§ 4. — De extra-belasting verbonden aan de in het buitenland behaalde en aangeslagen belastbare inkomsten, wordt verminderd met de som welke de belastingplichtige bewijst definitief op dezelfde inkomsten te hebben betaald uit hoofde van een belasting analoog met die gevestigd bij deze wet.

De af te trekken som mag slechts de eigenlijke belasting omvatten, met uitsluiting van alle verhoogingen, geldboeten, verwijlinteressen en andere gelijkaardige bijkomstigheden.

§ 5. — De opbrengst van de buitenlandse belasting zal dienen tot resorptie van de Muntsaneeringsleening, op de wijze voorzien bij artikel 5 der wet betreffende de geblokkeerde of tijdelijk onbeschikbare monetaire activa.

ART. 14.

Mochten er redenen bestaan om te vreezen dat de rechten van de Schatkist in gevaar worden gebracht, dan mag de Administratie de onmiddellijke betaling van de extra-belasting of het stellen van een zakelijke zekerheid gelijk aan het bedrag van de verschuldigde of vermoedelijke belasting vorderen; deze belasting maakt onmiddellijk het voorwerp uit van een conservatoiren aanslag.

Cette taxation est notifiée au redevable par pli recommandé à la poste; elle peut l'être même avant l'expiration du délai prévu à l'article 17; elle est exécutoire par provision.

Dans le délai de dix jours à compter du jour du dépôt à la poste du pli recommandé visé à l'alinéa précédent, le redevable peut faire opposition devant le président du tribunal de première instance siégeant en référé et statuant sans appel, aux fins d'obtenir qu'il soit sursis aux mesures d'exécution pour le recouvrement de tout ou partie de la taxation. Le président compétent est celui du domicile du redevable et si celui-ci n'a pas de domicile en Belgique, le président du tribunal de première instance de Bruxelles.

ART. 15.

L'impôt extraordinaire peut être établi en une ou plusieurs fois pendant *six* ans à partir du 1^{er} janvier 1945 et être recouvré pendant trente ans à partir de la date de l'exécutoire du rôle.

En ce qui concerne toutefois les accroissements d'avoirs acquis ou constitués en Belgique, la présomption prévue à l'article 2, § 3, n'est applicable que si l'Administration fait état de ces accroissements vis-à-vis du redevable avant le 1^{er} janvier 1950.

ART. 16.

Pour établir le montant des bénéfices imposables, l'Administration peut avoir recours, quel que soit le montant du litige, à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

L'Administration peut, en ce qui concerne un contribuable déterminé, entendre des tiers, procéder à des

Deze aanslag wordt den schatplichtige bij ter post aangeteekend schrijven beteekend; hij mag geschieden zelfs vóór het verstrijken van den bij artikel 17 voorzienen termijn; hij is executoir bij provisie.

Binnen den termijn van tien dagen met ingang van den dag waarop het in de vorige alinea bedoeld aangeteekend schrijven ter post werd afgegeven, mag de belastingplichtige verzet doen bij den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg zetelend in kort geding en uitspraak doende zonder beroep, ten einde te bekomen dat de uitvoeringsmaatregelen ter invordering van geheel of een deel van de taxatie zouden worden uitgesteld. De bevoegde voorzitter is die van de woonplaats van den belastingplichtige en, zoo deze geen woonplaats in België heeft, de voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg te Brussel.

ART. 15.

De extra-belasting mag in éénmaal of in verschillende malen worden gevestigd gedurende *zes* jaar met ingang van 1 Januari 1945 en worden ingevorderd gedurende dertig jaren met ingang van den dag waarop zij ten kohiere werd gebracht.

Met betrekking echter tot de in België verkregen of aangelegde vermogensaccressen, is het bij artikel 2, § 3, voorzien vermoeden slechts van toepassing, als de Administratie deze accressen tegen den belastingplichtige aanvoert vóór 1 Januari 1950.

ART. 16.

Tot bepaling van het bedrag der belastbare inkomsten, mag de Administratie, welk ook het bedrag van het geschil zij, alle bewijsmiddelen door het gemeen recht toegelaten aanwenden, behalve den eed.

De Administratie mag, wat een bepaalden belastingplichtige betreft, derden in verhoor nemen, onderzoeken

enquêtes et requérir la production, dans le délai qu'elle fixe de tous renseignements de la part des personnes physiques ou morales, des administrations publiques et des établissements publics ou d'utilité publique, qui sont intervenus à un titre quelconque dans les opérations auxquelles ce contribuable a directement ou indirectement été mêlé.

L'Administration peut également requérir les personnes, administrations ou établissements quels qu'ils soient, de fournir, dans le délai qu'elle fixe, pour tout ou partie de leurs opérations ou activités, des renseignements portant sur tout ensemble de personnes, même non nominativement désignées, avec qui ils ont été directement ou indirectement en relations en raison de ces opérations ou activités.

Les renseignements visés aux deux alinéas qui précèdent peuvent également être demandés aux organismes indiqués à l'article 1^{er}, 3^e alinéa, de la loi du 28 juillet 1938.

ART. 17.

§ 1^{er}. — Tout assujetti à l'impôt extraordinaire est tenu de faire à l'Administration des Contributions directes une déclaration qui contient, outre tous les renseignements nécessaires à l'établissement de sa cotisation, les noms et adresses des personnes physiques ou morales avec lesquelles ou à l'intervention desquelles les opérations indiquées à l'article 2, §§ 3 à 6, ont été effectuées, même si ces opérations ont été accomplies, traitées ou appliquées hors du pays.

§ 2. — Cette déclaration est faite au moyen d'un formulaire adressé par la dite administration aux redevables intéressés; ceux-ci sont tenus de renvoyer ce formulaire dans un délai de deux mois, dûment rempli et signé.

instellen, het inbrengen binnen een door haar bepaalden termijn vorderen van alle inlichtingen vanwege de natuurlijke of rechtspersonen, de openbare besturen en de openbare inrichtingen of de inrichtingen tot nut van 't algemeen, die uit om 't even welken hoofde opgetreden zijn bij de verrichtingen waarmede deze belastingplichtige rechtstreeks of onrechtstreeks gemoeid is geweest.

De Administratie mag eveneens van de personen, de besturen of de inrichtingen van welken aard ook, vorderen dat zij, binnen den door haar bepaalden termijn, voor al of deel van hun verrichtingen of activiteiten, inlichtingen verstrekken omtrent elk complex van personen, zelfs niet met name aangeduid, met wie zij rechtstreeks of onrechtstreeks in betrekking zijn geweest uit hoofde van die verrichtingen of activiteiten.

De in de vorenstaande twee alinea's bedoelde inlichtingen mogen eveneens worden gevraagd aan de in artikel 1, 3^e alinea, der wet van 28 Juli 1938 aangeduide organismen.

ART. 17.

§ 1. — Elk belastingsubject in de extra-belasting is ertoe gehouden bij de Administratie der directe belastingen een aangifte in te dienen bevattend benevens al de inlichtingen noodig om zijn aanslag te vestigen, de namen en adressen van de natuurlijke of rechtspersonen met wie of door wier bemiddeling de in artikel 2, §§ 3 tot 6 aangeduide verrichtingen werden gedaan, bijaldien ook deze verrichtingen buitenslands werden volbracht, afgehandeld of toegepast.

§ 2. — Deze aangifte wordt gesteld op een door bewuste administratie aan de betrokken belastingplichtigen gestuurd formulier; deze belastingplichtigen moeten dit formulier binnen een termijn van twee maanden behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen.

§ 3. — La déclaration est appuyée d'une copie certifiée exacte des comptes, bilans et autres pièces justificatives.

§ 4. — Le redevable qui n'aurait pas reçu semblable formulaire de déclaration ne peut se prévaloir de cette omission pour se soustraire à l'obligation de la déclaration; il est tenu, en ce cas, de demander un formulaire à l'Administration et de le renvoyer dûment rempli et signé, au plus tard six mois après la promulgation de la présente loi, sous peine de l'amende prévue à l'article 18, § 3, littéra a).

ART. 18.

§ 1^{er}. — Le faux et l'usage de faux commis dans l'intention d'éluder l'établissement ou le paiement de l'impôt extraordinaire ou d'y faire échapper un tiers sont punis des peines portées au chapitre IV, livre II, titre III du Code pénal, suivant les distinctions y établies.

Toutefois la peine d'amende appliquée à une personne autre que le redevable sera celle prévue par le § 3 ci-après.

§ 2. — A moins de justifier de son appauvrissement réel et de prouver que celui-ci provient de circonstances indépendantes de sa volonté, est puni d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans le redevable qui reste en défaut :

a) soit de payer dans le délai de deux mois de l'avertissement-extrait de rôle, la partie de l'impôt extraordinaire qui correspond aux bénéfices déclarés ou acceptés par le contribuable;

§ 3. — De aangifte is gestaafd met een gewaarmerkt en waarachtig verklaard afschrift van de rekeningen, balansen en andere verantwoordingsstukken.

§ 4. — De belastingplichtige die geen dergelijk aangifte-formulier zou ontvangen hebben mag zich op dit verzuim niet beroepen om zich aan den aangifteplicht te onttrekken; in dit geval is hij ertoe gehouden een formulier bij de Administratie aan te vragen en het, naar behooren ingevuld en ondertekend, uiterlijk zes maanden na de bekendmaking van deze wet terug te sturen, op straffe van de bij artikel 18, § 3, littera a), voorziene geldboete.

ART. 18.

§ 1. — Valschheid en gebruik van valsche stukken bedreven met het inzicht de vestiging of de betaling van de extra-belasting te ontduiken of een derde er aan te doen ontsnappen, worden gestraft met de straffen voorzien in hoofdstuk IV, boek II, titel III van het Wetboek van Strafrecht, naar het daarin bepaald onderscheid.

De geldboetestraf toegepast op een ander persoon dan den belastingplichtige zal echter die zijn welke bij onderstaande § 3 wordt voorzien.

§ 2. — Tenzij hij laat blijken van werkelijke verarming en bewijst dat deze verarming te wijten is aan omstandigheden buiten zijn wil, wordt met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar gestraft, de belastingplichtige die in gebreke blijft :

a) hetzij het met de aangegeven of door den belastingplichtige aangenomen belastbare inkomsten overeenstemmend gedeelte van de extra-belasting te betalen binnen den termijn van twee maanden van het aanslagbiljet af;

b) soit de payer dans le délai d'un mois après que la cotisation est devenue définitive, le montant intégral de celle-ci, accroissement, frais et intérêts de retard compris;

c) soit de payer dans le cas de l'article 14, le montant de la taxation dans les dix jours de la notification de celle-ci ou de l'expiration du sursis accordé par le président du tribunal de première instance.

Les pertes au jeu ne peuvent en aucun cas être admises comme mode de justification d'un appauvrissement.

§ 3. — Est puni d'une amende de 10,000 à 100,000 francs, sans que l'amende puisse dépasser le montant de l'impôt extraordinaire éludé ou non payé, et d'un emprisonnement subsidiaire d'un mois à un an :

a) celui qui ne souscrit pas sa déclaration dans les délais indiqués aux §§ 2 et 4 de l'article 17;

b) celui qui prête aide ou assistance, même par voie de conseil, à un redevable de l'impôt extraordinaire, pour dissimuler tout ou partie de ses avoirs ou de ses revenus imposables, ou pour se rendre insolvable.

§ 4. — Est puni des peines prévues au § 3, le tiers :

a) qui entrave ou empêche ou tente d'entraver ou d'empêcher les recherches et enquêtes auxquelles l'Administration procède en vertu de l'article 16;

b) qui reste en défaut de fournir dans le délai imparti, les renseignements requis par l'Administration en vertu de l'article 16;

c) qui sciemment fournit de façon incomplète ou inexacte lesdits renseignements.

b) hetzij het volle bedrag van den aanslag, inclusief de verhooging, de kosten en de nalatigheidsinteressen, te betalen binnen dan termijn van één maand, nadat de aanslag definitief geworden is;

c) hetzij, in het geval bedoeld in artikel 14, het bedrag van den aanslag binnen tien dagen na de beteekening van den aanslag of na het verstrijken van het door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg verleend uitstel, te betalen.

Verliezen bij het spel kunnen in geen geval worden aangenomen als een middel om verarming te bewijzen.

§ 3. — Wordt gestraft met geldboete van 10,000 tot 100,000 frank, zonder dat de geldboete het bedrag van de ontdoken of niet betaalde extra-belasting mag te boven gaan, en met vervangende gevangenisstraf van één maand tot één jaar :

a) degene die zijn aangifte niet indient binnen de bij de §§ 2 en 4 van artikel 17 aangeduide termijnen ;

b) degene die, zelfs onder vorm van raadgeving, aan een belastingplichtige in de extra-belasting hulp of bijstand verleent om al of deel van zijn vermogen of van zijn belastbare inkomsten te bewimpelen of om zich insolvent te maken.

§ 4. — Wordt gestraft met de in § 3 voorziene straffen, de derde :

a) die belemmert of verhindert of poogt te belemmeren of te verhinderen de opsporingen en onderzoeken waartoe de Administratie overgaat op grond van artikel 16;

b) die in gebreke blijft de inlichtingen, door de Administratie gevorderd krachtens artikel 16, binnen den gestelden termijn te verstrekken;

c) die willens en wetens bedoelde inlichtingen onvolledig of onnauwkeurig verstrekt.

§ 5. — Les amendes prévues aux §§ 3 et 4 ne sont pas majorées de décimes additionnels.

§ 6. — Lorsque les infractions indiquées aux §§ 1, 2, 3 et 4 ainsi que celles prévues à l'article 78bis des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus sont commises par une société ou un organisme qui possède la personnalité juridique, les peines sont appliquées aux administrateurs, gérants ou employés qui sont les auteurs ou les complices des faits punissables.

La société ou l'organisme est civilement responsable de l'amende et des frais.

§ 7. — Le tribunal peut ordonner l'insertion par extraits dans les journaux qu'il désigne et l'affichage du dit jugement à un tel nombre d'exemplaires, en tels lieux qu'il détermine, le tout aux frais du condamné.

§ 8. — L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est applicable ni à la peine d'amende, ni à l'insertion dans les journaux, ni à l'affichage.

L'article 85 du Code pénal est applicable à toutes les infractions.

§ 9. — Les poursuites en raison d'infractions prévues aux §§ 2, 3 et 4 du présent article, ne sont exercées que sur la dénonciation de l'Administration des contributions directes.

ART. 19.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par la présente loi, les dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus qui concernent la taxe professionnelle sont applicables à l'impôt extraordinaire.

§ 5. — De in §§ 3 en 4 voorziene geldboeten worden niet vermeerderd met opdecimes.

§ 6. — Wanneer de in §§ 1, 2, 3 en 4 aangeduide overtredingen, alsmede die voorzien in artikel 78bis der samengeschatelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, begaan zijn door een vennootschap of een organisme met rechtspersoonlijkheid, worden de straffen toegepast op de beheerders, zaakvoerders of bedienden die de daders of de mededaders van de strafbare handelingen zijn.

De vennootschap of het organisme is burgerlijk aansprakelijk voor de geldboete en de kosten.

§ 7. — De rechtbank kan de inlassing bij uittreksels bevelen in de door haar aangewezen kranten en het aanplakken van vermeld vonnis in een bepaald aantal exemplaren, op er in bepaalde plaatsen, dit alles op de kosten van den veroordeelde.

§ 8. — Artikel 9 van de wet van 31 Mei 1888 is van toepassing noch op de geldboete, noch op de kranteninlassing, noch op de aanplakking.

Artikel 85 van het Wetboek van Strafrecht is van toepassing op al de overtredingen.

§ 9. — De vervolgingen op grond van in de §§ 2, 3 en 4 van onderhavig artikel voorziene overtredingen worden slechts uitgeoefend op aanbrenging van de Administratie der directe belastingen.

ART. 19.

Voor zoover er door deze wet niet wordt van afgeweken, zijn de bepalingen van de samengeschatelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen die betrekking hebben op de bedrijfsbelasting, van toepassing op de extra-belasting.

ART. 20.

A partir de la promulgation de la présente loi, il n'est plus établi de cotisations nouvelles par application de la loi du 10 janvier 1940 modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les complétant par l'établissement d'un impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels.

ART. 20..

Te rekenen van de afkondiging van deze wet, worden geen nieuwe aanslagen meer gevestigd bij toepassing van de wet van 10 Januari 1940 tot wijziging van de samengeschaelde wetten op de inkomstenbelastingen en tot aanvulling ervan door het vestigen van een bijzondere en tijdelijke belasting op de uitzonderlijke winsten.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1945.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptioneele inkomsten, winsten en baten.

(Zie de n^{rs} 119, 140, 165, 171, 173, 177, 182, 184 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 16, 17, 22, 23, 24 en 28 Augustus 1945; n^o 80 van den Senaat.)

Aanwezig : de hh. VAN OVERBERGH, voorzitter; BOUILLY, CARTON DE TOURNAI, ridder DAVID, DE CLERCQ (Joz.), baron DE DORLODOT, DIERCKX, DISIÈRE, DOUTREPONT, HARMEGNIES, LABOULLE, LOGEN, baron MOYERSOEN, MULLIE, PETIT, RONVAUX, RONSE, VERMEYLEN en BARNICH, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNHEEREN,

Met 135 stemmen tegen één stem en één onthouding heeft de Kamer pas het wetsontwerp goedgekeurd tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptioneele inkomsten, winsten en baten.

Zij heeft aldus doen blijken van haar eensgezinden wil de Regeering zonder verdere vertraging in staat te stellen de saneering van onze financiën, waarborg van de handhaving der waarde van onzen frank, voor te bereiden.

Door vooral diegenen te belasten die, boven de ontberingen en het lijden tijdens de bezetting verduurd door de groote meerderheid van onze medeburgers, ongewettigde winsten hadden behaald of winsten die als buitensporig werden beschouwd, heeft zij werk van rechtvaardigheid willen verrichten.

Het ontwerp zooals het ons door de Kamer wordt voorgelegd is breedvoerig besproken in den schoot harer speciale Commissie, zooals ook in de Kamer zelf, waar veelvuldige critiek en opmerkingen werden naar voren gebracht die doen blijken van het belang dat de openbare mandatarissen hechten aan het ontwerp dat hun door de Regeering wordt voorgelegd.

Amendementen hebben het oorspronkelijk ontwerp gewijzigd.

De Commissie van Financiën van den Senaat heeft er zich van haar kant op toegelegd dit ontwerp te onderzoeken met de voortdurende bezorgdheid het te verbeteren in voorwaarden die geenszins zijn rendeering kunnen schaden.

Zij heeft het gedaan gedurende verschillende vergaderingen in den loop derwelke de Minister van Financiën, bijgestaan door hooge ambtenaren, al de door de leden der Commissie gewenschte ophelderingen heeft verstrekt.

Er heerschte volledige overeenstemming die onze taak heeft vergemakkelijkt en die tot uiting kwam door de goedkeuring, met 17 tegen 2 stemmen en één onthouding, van het op sommige punten geamendeerd ontwerp.

De Commissie is overtuigd dat dezelfde geest de beraadslagingen zal leiden die voor den Senaat gaan beginnen en dat aldus de Regeering, gesterkt door den steun van de beide Kamers, onverwijld het financieel herstel dat aan den heropbloei van het land ten grondslag ligt, met volle gezag zal aanvatten.

* * *

Groot is de beteekenis van het U voorgelegde wetsontwerp. Daar het gepaard gaat met een ontwerp van heffing op het kapitaal, is daarbij een dusdanige mobilisatie van kapitalen ten titel van belasting gemoeid dat zij zonder voorgaande is in de geschiedenis van ons land.

De inning zooals ook de aanwending van deze belastingen zullen een aanzienlijken weerslag hebben op onze economie. Beide maatregelen samengenomen en die trouwens gebiedend worden vereischt door den huidige toestand van onze financiën, zoo zij den stand van onze munt verstevigen en ertoe bijdragen de economie van het land te doen heropleven, zullen niettemin een groote storing, die trouwens van voorbijgaanden aard is, teweeg brengen in de private economie.

Aldus is het geboden de openbare meening voor te lichten en den Senaat zelf in te lichten omtrent de beteekenis van het ontwerp, den weerslag die het zal hebben op de verschillende sectoren van onze economische organisatie, op de nijverheid, den handel en den landbouw, het gelde vennootschappen of particulieren; vervolgens, in sommige gevallen, voor de vrije beroepen, verschillende ambten en diensten.

Het is, onder meer, van belang te doen kennen wie aan de wet onderhevig is en wie niet. Welke zijn de vermogens-accessen die belastbaar zijn en in welke mate. Hoe het bestuur van financiën, belast met de uitvoering van de wet, deze zal moeten interpreteren met een voortdurende bezorgdheid om billijkheid en derwijze, dat de beste rendeeing wordt verkregen.

Deze aanduidingen zijn des te onontbeerlijker daar er dienaangaande groote verwarring heerscht in de geesten.

Want, op gebied van uitzonderlijke oorlogswinsten, leven wij steeds onder de toepassing der wet van 10 Januari 1940, en de openbare meening heeft met de levendigste belangstelling de driftige besprekingen gevolgd, die destijds waren gerezen in verband met het ontwerp van den heer Gutt over de belasting van het vermogens-accres.

Ten slotte, heeft er een nieuw wetsontwerp het licht gezien, nl. datgene dat wij thans bespreken en dat op belangrijke en verschillende punten verschilt van het voorgaande.

* * *

Welke inkomsten, winsten en baten geven aanleiding tot belasting en van welken aard moeten zij zijn om daaraan onderhevig te zijn?

En, in de eerste plaats, welk is het toepassingsgebied van de wet?

In het algemeen, kan men het zich voorstellen als volgt :

Daar het ontwerp toepasselijk is op de winsten aangeduid bij artikel 25, § 1, 1^o der samengeschakelde wetten op de belastingen (art. 2a), omvat het in zijn toepassingsgebied de winsten behaald door :

- 1^o de nijverheids-, handels- en landbouwondernemingen;
- 2^o de personen bezoldigd door een derde;
- 3^o de beheerders-commissarissen of vereffenaars bij de vennootschappen op aandeelen;
- 4^o de personen die vrije beroepen, ambten of diensten waarnemen of alle winstgevende activiteiten andere dan deze die slaan op de belastingplichtigen begrepen in 1^o en 2^o.

* * *

1^o Wat betreft de nijverheids- en handelsondernemingen, raamt de telling van 1937 het aantal instellingen die bezoldigd personeel tewerk stellen op 108,000.

Te oordeelen naar een studie gedaan door het studiecentrum der vennootschappen, zouden 35,000 dezer zijn opgericht als vennootschappen waarvan de eigen fondsen in nominale waarde meer dan 62 milliarden frank zouden vertegenwoordigen.

Deze 35,000 vennootschappen zouden vertegenwoordigd zijn door :

- 1^o 6,986 commanditaire-vennootschappen op aandeelen;
- 2^o 6,278 personen-vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid;
- 3^o 24,800 andere vennootschappen, cooperatieven, kredietverenigingen, vennootschappen bij eenvoudige geldschieting of op collectieven naam, waarvan er ongeveer 22,000 zouden bestaan.

Te oordeelen naar dezelfde studie, zouden de 73,000 andere instellingen die meestal slechts één tot vijf arbeiders tewerkstellen maar de helft of wat meer van hooger vermeld kapitaal vertegenwoordigen aan beleggingen dus, 30 tot 35 milliarden frank.

Het is te vermoeden dat deze wet haar uitwerking vooral zal doen gevoelen op de opbrengst van de bedrijvigheid van de ongeveer 35,000 ondernemingen opgericht als vennootschap.

Dit beteekent niet dat zij alle onder de toepassing van de wet zullen vallen. Een groot aantal hebben geenerlei winst verwezenlijkt of in elk geval geen winstoverschot tijdens den oorlog; er zijn er die werkloos zijn gebleven bij gebrek aan grondstoffen, steenkool, werkkrachten, het verdwijnen van hun gewone afzetgebieden; er zijn er die alle bedrijvigheid hebben gestaakt wegens werkweigering en waarvan het materieel werd weggenomen door den vijand; er zijn er tenslotte die leveringen aan den vijand hebben gedaan en vallen onder de toepassing der bijzondere wet waarbij hun baten worden verbeurd verklaard.

Maar zoo er een vermoeden bestaat dat ondanks alles de wet zal slaan op de rendearing der ondernemingen opgericht als vennootschappen, komt zulks er niet op neer te zeggen dat zij ook niet een zeker aantal kleine instellingen zal treffen, die dank zij de bezetting er in geslaagd zijn uitbreiding te nemen, hun uitrusting te verhoogen en derhalve ook hun voortbrengst.

2° Wat den landbouw betreft, kan het aantal belastingplichtigen geraamd worden op grondslag der gegevens van de fiskale statistiek in zake de landbouwers die werkelijk als dusdanig aan de inkomstenbelasting onderworpen zijn :

Aantal landbouwbedrijven van

1° minder dan 3 ha.	119.126
2° 3 tot minder dan 10 ha.	102.473
3° 10 ha. en meer	39.633

Totaal 261.232

Rekening houdend met de aanzienlijke aftrekken voorzien door het wetsontwerp, schijnt het dat een groot aantal landbouwers niet voor de extra-belasting vatbaar zullen zijn.

3° Een derde reeks van degenen die onder toepassing der wet vallen, zijn de personen of groepen van personen die, dank zij de moeilijke economische omstandigheden uit de bezetting ontstaan, meer bepaald door het tekort aan ravitaillering in eetwaren en verschillende producten, winstgevende verrichtingen hebben gedaan van handel, nijverheid of landbouw, ook van vervoer, zonder eenige onderneming te exploiteeren, meestal zonder handelsregister. Het betreft voor een groot aantal de leveranciers voor de zwarte markt.

4° Het wetsontwerp slaat ook op de winsten en inkomsten verkregen in de vrije beroepen, ambten of diensten, en die niet vermeld werden in de jaarlijksche aangifte van de belastingen op de inkomsten, of die niet belast zijn geworden vóór 1 Januari 1945, *door de schuld van den belastingplichtige*. Deze laatste woorden werden door de Bijzondere Commissie der Kamer toegevoegd aan den tekst der Regeering. Zij beteekenen dat de winsten of baten, die vóór 1 Januari 1945 niet zouden aangegeven zijn en zouden tot uiting komen door een abnormale vermeerdering van het bezit van den betrokkene tijdens het belastbaar tijdperk, met of zonder zijn akkoord zullen belast worden. Zulks in zoover zij niet zouden vervallen zijn door een wet die fiscale amnestie verleent.

Worden eveneens als belastbaar beschouwd de bezoldigingen, commissie-loonen of tegemoetkomingen of alle voordeelen in baar of in natura bedoeld bij artikel 25, § 1, 2° der samengeordende wetten, niet aangegeven vóór 1 Januari 1945, door de personen betaald door een derde zonder gebonden te zijn door een bedrijfscontract, d.w.z. de beheerders, commissarissen of vereffenaars van maatschappijen op aandeelen.

De loontrekkenden vallen niet binnen het toepassingsgebied der wet, zelfs indien zij in sommige gevallen hun inkomsten tijdens den oorlog hebben verhoogd. In het geval, bij voorbeeld, van een bediende die directeur geworden is en uit dien hoofde zijn inkomen verdubbeld heeft (geval in de Kamer aan-

gehaald, blz. 12 van het verslag van den heer Liebaert), werd uitdrukkelijk bepaald dat hij niet krachtens deze wet zou belast worden, in zoverre de belanghebbende deze verhooging van bezoldiging aangegeven heeft voor de belastingen op de inkomsten.

Doch wanneer een loontrekkende zich overgeleverd heeft aan verrichtingen beschouwd als toevallig, op handels-, nijverheids- of landbouwgebied, dan valt hij onder toepassing der wet.

Deze categorie van verrichtingen is bovendien gevestigd in het wezen van andere personen dan de hierboven vermelde, het gelde voordeelen verkregen in natura of in baar.

Ten slotte, om te vermijden dat sommigen de ongewone winsten die door het Bestuur van den fiscus worden ontdekt aan het spel zouden toekennen, vallen de spelverrichtingen, met uitzondering van de gemachtigde loterijen, onder toepassing van de wet.

* * *

Het toepassingsveld van het ontwerp aldus afgebakend zijnde, wat zal volgens de bewoordingen van het wetsontwerp als uitzonderlijke winst beschouwd worden en dienvolgens voor taxatie vatbaar.

De belasting zal niet slaan op de winsten en baten verwezenlijkt buiten sommige minima die den grondslag van vrijstelling uitmaken. Het zijn deze die verwezenlijkt werden van 1 Januari 1940 tot 31 December 1944, « belastbaar tijdperk » genoemd.

Om ze te beoordeelen voert het ontwerp een zoogenaamd referentietijdperk in dat gaat van 1 Januari 1935 tot 31 December 1939 en waarvan de winsten, inkomsten en baten als normaal worden beschouwd. Het verschil verwezenlijkt tusschen deze periode en gene is de belastbare grondslag.

Indien hij geen beroepsbedrijvigheid in den loop dezer periode heeft uitgeoefend, kan de belastingplichtige andere referentiegrondslagen kiezen welke in het ontwerp bepaald worden.

Welke is het vermoede rendement van de wet en in welke voorwaarden zullen de belastingen geïnd worden?

Terwijl de wet van 10 Januari 1940 het bedrag der afhoudingen op de uitzonderlijke winsten op 70 t. h. bepaalde, voorziet het huidig ontwerp schijven :

- 70 t. h. op het gedeelte van het belastbaar bedrag lager dan 100,000 frank;
- 80 t. h. op dit gaande van 100,000 tot 200,000 frank;
- 90 t. h. op dat gaande van 200,000 tot 1 miljoen frank;
- 95 t. h. op dat welk 1 miljoen en meer bereikt.

Volgens dezen grondslag verwachtte de h. Eyskens, toen hij Minister van Financiën was, samen met de toepassing der belastingen op het kapitaal en de leveringen aan den vijand, een opbrengst van 50 milliarden.

Geen enkel eenigszins juist gegeven kan dit getal staven en alleen de belasting op het kapitaal maakt sommige veronderstellingen mogelijk. Dit is ook de meening van den h. De Voghel, de huidige Minister van Financiën, daar hij het in de Commissie heeft verklaard en zij kan dus alleen aangehouden worden in zoverre zij de hoop van het Bestuur uitdrukt dat doel te bereiken.

De h. Eyskens is verder gegaan en wij kunnen er ons over verwonderen. Op de vergadering van de Kamer van 17 Augustus jl. heeft hij verklaard door den Minister van Financiën veroorloofd te zijn mede te deelen dat de verhoopde inkomsten ten titel van buitengewone belastingen zouden bedragen :

9 milliarden voor 1945;
20 milliarden voor 1946;
7 milliarden voor 1947;
3 milliarden voor 1948;
10 à 11 milliarden voor de overblijvende betwiste gevallen.

Het is moeilijk aangaande deze cijfers een andere meening te uiten dan die welke hierboven over de vermoede opbrengst van 50 milliarden gegeven werd. Indien de eenigszins stellige gegevens van raming voor deze laatste ontbreken, dan is dit des te meer het geval om gene te ramen. Laten wij aannemen dat zij ook een zeker bedrag en een hoop vertegenwoordigen.

Van dan af rijst de vraag : hoe de mobilisatie van zoo hooge kapitaalmassa's opvatten. Hoe zullen de belastingplichtigen ze zich kunnen aanschaffen en er zich als belasting van kwijten ?

Het ons voorgelegde wetsontwerp zegt dat deze stortingen vooral zullen verstrekt worden door de effecten der geblokkeerde leening van de 60 t. h.

De ideale oplossing ware dat iedere belastingplichtige juist zou beschikken over een voldoende aantal dezer effecten om zijn aandeel in de belastingen te betalen. Maar dit is voorzeker niet het geval en de fiscus zal ze zich toeëigenen als volgt : voor dengene die zou gehouden zijn de drie belastingen te betalen zal hij de titels besteden : 1^o aan de likwidatie van hetgeen verschuldigd is als belasting wegens leveringen aan den vijand ; 2^o aan hetgeen wordt gevorderd als exceptioneele winsten ; 3^o aan de betaling van de belasting op het kapitaal. In bijkomende orde zal de fiscus het tijdelijk onbeschikbaar bezit weerhouden.

Telkens een schatplichtige zal belast worden voor bedragen die hooger zijn dan de waarde zijner geblokkeerde leeningseffecten en van zijn tijdelijk onbeschikbaar bezit, zal hij ofwel effecten van leening van geblokkeerd bezit die niet worden benuttigd door derden moeten vinden, ofwel zal hij zich voldoende beschikbare fondsen moeten verzekeren om te betalen.

Voor de betaling der leening op het kapitaal voorziet het desbetreffende wetsontwerp dat de Minister van Financiën het recht heeft uiteraard onroerende goederen gelegen in België te aanvaarden, ofwel vreemde deviezen en waarden, hetgeen in het ontwerp dat ons thans bezighoudt niet wordt in overweging genomen.

Het ware in elk geval wenschelijk dat er een dienst worde opgericht, die een zoo volmaakt mogelijke compensatie inricht voor hoogerbedoelde titels van leening. Bij gemis van deze effecten van bankbiljetten of ander bezit, zullen vele lastenbetalers vooral diegenen die sterk zullen belast worden afnemingen moeten doen op hun kapitaal of op hun reserves, ofwel hun toevlucht nemen tot leeningen bij de bank, ofwel overgaan tot den verkoop van hun roerende- en onroerende goederen.

Er valt te vreezen dat massale verkooppingen van deze goederen aanleiding geven tot een ernstige crisis in zake roerende en onroerende goederen, alsmede een loodrechte daling van de prijzen. En dit ware des te erger voor den fiscus.

Deze crisis dient te allen prijze vermeden. Reeds zullen er ontzaglijke kapitalen noodig zijn om aan de nijverheid toe te laten haar voorraden te vernieuwen, haar uitrusting te vervangen of te moderniseeren en zich een bedrijfskapitaal te verzekeren; aan den landbouw om een verarmden grond opnieuw vruchtbaar te maken en om te beschikken over een gemoderniseerd landbouwmateriaal en om den veestapel die met $1/4$ is verminderd opnieuw te herstellen.

Naar het voorbeeld van het geen nu reeds gebeurt in de Vereenigde Staten, in Groot-Brittannië en in Canada, waar vooral een vraagstuk van heraanpassing der bedrijven aan vredesdoeleinden rijst, moet de Regeering ingrijpen om het in gang steken van de fabrieken en andere ondernemingen te vergemakkelijken. Er zouden gewis kredieten kunnen worden voorzien die aan de personen, vallende onder de toepassing der speciale belastingen toelaten zich spoedig en in redelijke voorwaarden van hun schuld te kwijten waardoor zij er van zouden worden ontslagen hun toevlucht te nemen tot de massale verkoopingën waarbij noch de fiscus noch zij zelf belang hebben.

Is dit niet het geval dan zou het Bestuur der Domeinen dienen gemachtigd om de goederen in ontvangst te nemen, te beheeren en te likwideeren die aan den fiscus zouden kunnen worden aangeboden of door hem mochten worden in beslag genomen, ter betaling van de belasting op de exceptioneele winsten. Artikel 18 van het wetsontwerp tot invoering van een belasting op het kapitaal verleent aan hetzelfde reeds deze rechten.

Het zou zich moeten inrichten, nieuwe diensten in het leven roepen naast deze waarover het reeds beschikt, het zou vooral een technisch en administratief personeel moeten aanwerven dat volstaat om het hoofd te bieden aan deze reusachtige taak, want het zou moeten bezit nemen van de ontzaglijke massa effecten en goederen, huizen, kasteelen, appartementen, tot zelfs bars, werkhuizen, fabrieken, weiden, gronden, bosschen, enz. om ze te beheeren uit naam van den Staat en ze omzichtig te likwideeren volgens de mogelijkheden van de markt. Dit stelsel fungeert in Frankrijk. Men weet op dit oogenblik niet welke uitslagen het heeft bereikt.

Wordt deze oplossing niet aangehouden, hoe dan tewerk gegaan zooniet aan het Bestuur voorschrijven te trachten door minnelijke schikkingen van iederen belastingplichtige de betaling van de verschuldigde belasting of belastingen te verkrijgen?

Er kunnen termijnen en uitstellen worden verleend mits interest van 5 t. h. 's jaars wegens verwijl en mits werkelijke waarborgen .

Artikel 16 van het wetsontwerp voorziet strenge sancties, die gaan tot gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar, tegen diegenen die binnen de voorgeschreven termijnen de door hun verschuldigde belasting niet zouden betalen. Indien zij kunnen doen blijken van hun werkelijke verarming, te wijten aan omstandigheden onafhankelijk van hun wil, dan worden de straffen niet toegepast.

In de meeste gevallen, zoo er belangrijke sommen op het spel staan, zal de fiscus er belang bij hebben te trachten overeenkomsten te bereiken die hem toelaten de aan den Staat verschuldigde sommen in te vorderen, hetgeen er op neerkomt te zeggen dat hij aan de belanghebbenden de zorg zal overlaten hun goederen en bezittingen ten beste te gelde te maken of te likwideeren, binnen de voorgeschreven termijnen.

Het wetsontwerp voorziet trouwens dat de extra-belasting zou kunnen gevestigd worden in eenmaal of in verschillende malen gedurende tien jaar, te

rekenen van 1 Januari 1945, en zal kunnen worden ingevorderd gedurende dertig jaar met ingang van den datum der uitvoerbaar-verklaring van de rol.

* * *

Welke ook de vermoedelijke rendeeing der drie extra-belastingwetten weze, met de modaliteiten van hun betaling zal deze vooral afhangen van de verwezenlijking van de twee volgende voorwaarden :

- 1^o dat het Bestuur, belast met de toepassing van de wet, voorzien weze van voldoende machten om zich volledig van zijn taak te kwijten ;
- 2^o dat het beschikke over toereikend en goed bezoldigd personeel om deze taak vlug en volledig ten uitvoer te brengen.

Wat betreft de eerste voorwaarde, voorziet het ontwerp het wettelijk vermoeden dat een zekere hoeveelheid van het actief van diegenen die onder de toepassing van de wet vallen, voortkomt van de belastbare winsten. En de besluiten van 6 October 1944 zullen aan het Bestuur toelaten, dank zij dit vermoeden, de beste rendeeing te halen uit de inlichtingen die te zijner beschikking worden gesteld dank zij deze besluiten.

Voortaan is het bestuur ingelicht aangaande het bezit der belanghebbenden, in munt en bankbiljetten, de deposito's van geldsommen bij de banken, krediet-instellingen en spaarkassen, het bezit op postcheckrekeningen. Vervolgens over de sommen rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend voor den verkoop, den aanleg of de omvorming van effecten of van onroerende goederen, de stortingen gedaan voor levensverzekeringen te hunnen bate of ten bate van derden, beleggingen in hypothecken, enz.

Er wordt trouwens bepaald dat de belastingplichtige kan gemachtigd worden het vermoeden te niet te doen dat dit bezit werd verworven door middel van belastbare winsten, hetzij dat zij zijn eigendom zijn geweest vóór 10 Mei 1940, hetzij dat zij werden verworven door wederbelegging of krediet-verrichtingen.

De Regeering verklaart dat zij niet een juridisch bewijs, doch enkel een zedelijk bewijs zal eischen. Het zal volstaan, opdat het vermoeden worde te niet gedaan, dat de belastingplichtige er in slage de overtuiging van de geloofwaardigheid zijner beweringen te verwekken. Dit blijkt duidelijk uit de verklaring die op 10 Mei jl. in de Kamer werd afgelegd door den H. Eyskens, bij gelegenheid van het indienen zijner ontwerpen.

Aan den anderen kant, zoo de belastingplichtige er niet in slaagt het bestuur van den fiscus te overtuigen, kan hij, indien hij niet gehouden is de bij het wetboek van koophandel voorgeschreven boekhouding te voeren, zich beroepen op het vermoeden van het bezit op 10 Mei 1940 van sommige bezittingen in de wet bepaald, volgens dezen die de belastingen verschuldigd zijn.

Maar het bestuur zal bovendien beschikken over bewijsmiddelen om de toepassing van de wet te verzekeren en namelijk :

Over zeer uitgebreide machten ruimer dan diegene die zij bezit krachtens artikel 62 der samengeschatelde wetten en krachtens de wet van 28 Juli 1938, die ten doel heeft de juiste inning van de belastingen te verzekeren.

Om het bedrag van de winsten vast te stellen, kan het Bestuur beroep doen op al de bewijsmiddelen toegelaten door het gemeenrecht, buiten den eed.

Artikel 16 laat aan het Bestuur toe over te gaan tot onderzoekingen, nuttige inlichtingen te vorderen van lichamelijke of zedelijke personen, van de openbare besturen en van de openbare instellingen of instellingen van openbaar nut, welke zij ook wezen, van het postcheckambt, alsmede van alle andere instellingen en organismen waarin de opsporingen aan het Bestuur waren verboden door de wet van 28 Juli 1938 ertoe strekkende de juiste inning van de belastingen te verzekeren.

Onnauwkeurige inlichtingen, vertraging en weigering worden streng gestraft.

Bijzondere formulieren zullen door het Bestuur overgemaakt worden aan al de belastingplichtigen waarop de wet vermoedelijk zal moeten worden toegepast. Deze formulieren moeten worden ingevuld en teruggestuurd binnen de twee maanden. Zij die ofschoon de belasting verschuldigd geen formulier mochten hebben ontvangen, moeten ze aanvragen op straffe van strenge sancties. Het Bestuur zal trouwens beschikken over de inlichtingen die aan hetzelfde zullen verstrekt worden door zijn gewestelijke en plaatselijke agenten. Reeds trouwens zullen de telling van de biljetten en de aangifte van de effecten, ingericht door de besluitwetten van 6 October 1944, de acten van aankopen van roerende goederen, de acten van successie, alle nuttige inlichtingen verstrekken.

Het ontwerp voorziet ten slotte een speciale en vlugge procedure tegen de belastingplichtigen die met kwade inzichten bezielde zijn en die onder meer zouden trachten nuttige waarborgen te doen verdwijnen. Voor diegenen die er desondanks mochten in slagen zich aan de wet te onttrekken, bepaalt deze dat de belasting mag worden gevestigd in één maal of in verschillende malen gedurende tien jaar, met ingang van 1 Januari 1945 en kan worden ingevorderd gedurende dertig jaar te rekenen van den datum van uitvoerbaarverklaring van de rol.

Ziedaar, beknopt, de economie van het aan den Senaat voorgelegde ontwerp.

* * *

De tweede voorwaarde te vervullen opdat de wet in de ruimste mate de verwachte rendeeing zou bereiken, is dat het Bestuur, terzake het Bestuur der directe belastingen dat met de toepassing van de wet zal belast worden, beschikke over een voldoende personeel dat op de hoogte is van zijn taak.

Is dit thans het geval?

Het is een algemeen bekend feit dat de diensten van dit Bestuur overlast zijn. Daarop werd in den Senaat herhaaldelijk gewezen. Hun taak is aanzienlijk. Beschikken zij over voldoende personeel? Uit de ingewonnen inlichtingen schijnt te blijken dat alleen bij het Bestuur der directe belastingen het aantal agenten van het lager kader thans enkele honderdtallen minder bedraagt dan de getalsterkte van 1944. Sedert de bevrijding, is er schier geen aanwerving meer, omdat in den handel de fiduciaire vennootschappen, in de parastatale instellingen, bij de krijgssauditoraten, bij de ravitailleering en elders beter, en veel beter, wordt betaald dan in het Ministerie van Financiën.

Wat het technisch personeel betreft, hebben tientallen ervaren agenten sedert 1940 het Bestuur verlaten. Men mag zich verwachten aan een nieuw massaal vertrek naar het schijnt, zoodra de burgerlijke mobilisatie een einde zal hebben genomen.

Waarom deze vlucht van technische agenten en de onmogelijkheid aan te werven aan de basis? Onvoldoende bezoldiging, zegt men.

Acht de Regeering het niet noodig maatregelen te treffen om dezen toestand te verhelpen, die het welslagen van de financiëele saneering in gevaar kan brengen? Er bestaat een vraagstuk van het Bestuur. Het is gesteld.

* *

Zooals bovenstaande uiteenzetting heeft aangetoond, is het toepassingsgebied van de wet ruim en heeft het grenzen die niet steeds gemakkelijk kunnen vastgesteld worden.

Het stelt op het spel de activiteit van nijverheid, handel en landbouw en deze van nog andere sectoren van 's lands economie gedurende een tijdperk van vijf jaar. Een activiteit die heeft plaats gevonden onder een bezetting die even hebzuchtig als onverbiddelijk is gebleken, een activiteit die het normaal spel en het evenwicht van ons economisch en financieel leven heeft in de war gebracht en ontwricht.

Het ontwerp heeft zich tot taak gesteld na te gaan welke ondernemingen en welke personen, onder begunstiging van deze wanorde, winsten hebben kunnen verwezenlijken die ongewoon worden geacht voor het oorlogstijdperk, en ze te belasten met een exceptioneele belasting. Dit is een uiterst lastige taak en van stonden aan kan reeds worden bevestigd dat een groot aantal gevallen zich bij de toepassing van de wet zullen voordoen, waarvan de oplossing het Bestuur meermaals in verlegenheid en in moeilijkheden zou kunnen brengen.

Deze moeilijkheden zijn gebleken naar aanleiding der bespreking van het wetsontwerp in den schoot der Bijzondere Commissie van de Kamer, alsmede van deze van den Senaat. Zoo alle daarin gemaakte opmerkingen en kritiek door den Minister van Financiën niet werden aangehouden of aanvaard, heeft deze ophelderingen gebracht in de interpretatie van sommige artikelen van het ontwerp, die van groot nut zullen zijn wanneer het zal gaan om de toepassing. En er werden amendementen goedgekeurd die het oorspronkelijk ontwerp van de Regeering hebben gewijzigd, zooniet verbeterd.

Maar welke ook de verbeteringen zijn die er aan werden toegebracht, blijft het niettemin waar dat men het niet mag beschouwen als een volmaakt werk waar alle mogelijkheid van vergissing of onrechtvaardigheid zou zijn van uitgesloten. Een dergelijke volmaaktheid bestaat trouwens in geen enkele wet. Maar deze vaststelling legt aan het Bestuur den plicht op indien het de wet krachtdadig moet toepassen, het ook te doen met omzichtigheid en in dezen geest van begrijpen dien de Minister zelf wenschelijk heeft geacht, indien men nuttig en billijk werk wil verrichten.

Het is hoogst wenschelijk nu dat is gebleken dat het niet mogelijk is geweest in een tekst, hij weze ook nog zoo duidelijk en nauwkeurig, al de bepalingen vast te leggen die toelaten met volkomen billijkheid al de gevallen op te lossen, dat de Minister bij de besprekingen die in den Senaat een aanvang gaan nemen sommige verklaringen gelieve af te leggen naar aanleiding van artikelen die ondanks alles zouden kunnen aanleiding geven tot verkeerde interpretatie, een zeker onbegrip kunnen in het leven houden en het Bestuur er toe kunnen leiden onrechtvaardigheden te begaan. Hij heeft het trouwens beloofd.

Dit is noodig voor de degelijke toepassing van de wet. Dit is des te meer noodig daar het door zekere ophelderingen naar aanleiding der bespreking

van het ontwerp zal mogelijk zijn te voorkomen dat al te veel conflicten en al te veel gedingen zouden rijzen, die enkel de normale uitvoering van de wet kunnen vertragen.

Er werd reeds al te veel tijd verloren en er zal nog tijd verlopen, vooraleer de ontvangsten binnen komen welke de Schatkist zoo dringend noodig heeft.

* * *

In den loop van een grondig onderzoek van het ontwerp heeft de Senaatscommissie getracht het zooveel mogelijk te verbeteren. Zooals wij reeds hebben gezegd was haar taak vergemakkelijkt door de aanwezigheid op haar vergaderingen van den Minister van Financiën bijgestaan door twee hoge ambtenaren van het Departement. Zoo hij zich genoodzaakt zag, ten einde het volmaakt evenwicht van het ontwerp alsmede zijn rendeering te vrijwaren, alle voorstellen en alle amendementen af te wijzen die deze konden aan het wankelen brengen, heeft hij niettemin sommige wel eens belangrijke amendementen aanvaard en heeft hij oneindig nuttige ophelderingen verstrekt aangaande de interpretatie van talrijke artikelen.

De tekst gesproken uit deze beraadslagingen is gewis niet volmaakt. De Commissie onderwerpt hem aan de beoordeeling van den Senaat met het gevoelen haar plicht te hebben gedaan, d. w. z. met de gestadige bezorgdheid de hoogere belangen van het land te dienen.

* * *

ONDERZOEK VAN ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel geeft de bepaling van het belastbaar tijdperk en bepaalt de lichamelijke en zedelijke personen die aan de exceptioneele belasting onderhevig zijn.

Een lid vraagt of de waardevermeerdering van een titel of van een vast goed, verworven vóór 1 Januari 1940 en verkocht tegen hoogere prijzen gedurende het belastbaar tijdperk, aanleiding geeft tot belasting.

Het antwoord van den Minister luidt ontkennend in zoover de verrichting geen verband houdt met een door de wet beoogde activiteit.

Hetzelfde lid vraagt of toevallige verrichtingen, van industrieel, commercieel of landbouwkarakter van één dag, aanleiding geven tot belasting.

Het antwoord luidt bevestigend.

Vraag : Welke is de toestand van hem die, aan de wet onderworpen zijnde, zijn borderellen van aankoop van effecten niet meer terugvindt?

Antwoord van den Minister : Hij mag zijn toevlucht nemen tot alle andere bewijsmiddelen. Dit bewijs moet niet noodzakelijk juridisch zijn. De belanghebbende moet er in slagen het Bestuur te overtuigen van de geloofwaardigheid der bewijzen die hij voorlegt.

Het eerste artikel werd goedgekeurd met 16 stemmen en 1 onthouding.

ART. 2.

Dit artikel bepaalt in zijn eerste alinea wie, personen of ondernemingen, onder toepassing der wet vallen.

§ 1, a) Geen opmerking.

b) Geen opmerking.

c) Deze bepaling betreft de titularissen van vrije beroepen, ambten of diensten, wier winsten of inkomsten niet of onvolledig werden aangegeven uit hoofde van de belastingwetten op de inkomsten of die vóór 1 Januari 1945 niet belast zijn geworden door de handeling van den belastingplichtige.

Dit geval werd in de Commissie opgeworpen : een geneesheer heeft vergeten de opbrengst van een behandeling die 50,000 frank heeft gekost aan te geven. Hij bewijst dat deze bezoldiging niets te maken heeft met den oorlog.

Antwoord van den Minister : Deze 50,000 frank worden belast tenzij zij onder toepassing vallen van de wet op de amnestie.

Ander geval : Iemand heeft, naar aanleiding van een vergissing de in 1942 geïnde koepons niet aangegeven.

Antwoord : Dit inkomen wordt belast uit hoofde van de belasting op roerende goederen.

d) Geen opmerking.

e) Geen opmerking.

f) Geen opmerking.

§ 2. Geen opmerking.

§ 3. Deze paragraaf (a, b, c) somt de accressen van het vermoede bezit op ontstaan uit belastbare inkomsten (briefjes, titels, vaste goederen, enz.).

Dit vermoeden brengt verschillende leden er toe aan den Minister vragen te stellen over bijzondere gevallen.

Een vraag : Een handelaar heeft 600,000 frank bankbriefjes opgehoopt sedert dertig jaar. Gedurende den oorlog heeft hij niet gewerkt. Wordt hij belast uit hoofde van exceptioneele winsten?

Antwoord van den Minister : Indien de belanghebbende een aangifte van biljetten heeft gedaan is er vermoeden van belastbare winsten. Hij kan het bewijs te niet doen. Het Bestuur zal een ruime toepassing geven aan de gegevens die daartoe zullen voorgelegd worden.

Naar aanleiding van § b, vraagt een lid of de waardevermeerdering der titels, na een muntverrichting moet beschouwd worden als een verhooging van het bezit vatbaar voor taxatie. Het antwoord van den Minister luidt dat indien deze titels eigendom zijn van een belastingplichtige, het bewijs moet geleverd worden dat zij vóór 1 Januari 1940 in het bezit van den belanghebbende waren.

Sommige leden stellen zich de vraag welke houding de fiscus zal aannemen bij de toepassing van de buitengewone belasting ten overstaan van de geteisterden en meer bepaald op gebied van oorlogsschade.

Het antwoord op die vragen werd reeds in de Kamer gegeven. Het is als volgt samen te vatten : de Administratie neemt genoeg met onmiddellijke afschrijving van de schade in aftrek van de betaalde winsten. In dit geval, zal latere verkrijging van oorlogsschade, ten laste hetzij van een verzekeringsmaatschappij, hetzij van den Staat, beschouwd worden als een inkomen van het jaar van uitbetaling en aangeslagen worden volgens het ten tijde van de regeling vigeerende belastingstelsel.

Sommige ondernemingen, daarentegen, werden bij wijze van conservatoiren maatregel belast op de, zonder voorafgaande afschrijving van de geleden schade, behaalde winsten. In dergelijk geval vordert de Administratie niet het bedrag van den aanslag, daar deze eventueel geïnd wordt na vereffening van de oorlogsschade, doch volgens het op het tijdstip van de schade toepasselijke belastingstelsel. Wat betreft de vergoedingen voor wederbelegging of vervanging welke zullen toegestaan worden, zal de wet op het herstel van oorlogsschade het belastingstelsel ervan moeten vastleggen.

Twee amendementen ingediend betreffende de quaestie van de oorlogsschade worden ingetrokken.

§§ 4, 5 en 6. Geen opmerkingen.

Artikel 2 wordt met 12 stemmen, 3 onthoudingen, aangenomen.

ART. 3.

Dit artikel staat gelijk met artikel 5 van het ontwerp van wet op de winsten ingevolge leveringen en verstrekkingen aan den vijand.

Geen enkele opmerking werd erover uitgebracht. Op de vraag door een lid gesteld om te weten hoe « globaal inkomen », in § 2 opgenomen, moest worden opgevat, antwoordde de Minister dat dit moest worden verstaan « na alle aftrekkingen ».

Het artikel werd met 15 stemmen, 1 onthouding, aangenomen.

ART. 4.

Dit artikel omschrijft de strekking van de gezamenlijke inkomsten die als belastbare moeten worden beschouwd.

§ 1. Een lid laat opmerken dat het tegenwoordig ontwerp, waar het de maatschappijen spaart die tot 100 t. h. gaande winsten vóór 1940 hebben behaald, onrechtvaardig blijkt.

Een ander lid wijst erop dat, op grond van die paragraaf, een maatschappij waarvan het boekjaar op 31 Januari sluit, zal belast worden op de uitzonderlijke inkomsten die zoogezegd in oorlogstijd behaald worden, in werkelijkheid op de vanaf 1 Februari 1939, dus elf maand vóór het normaal belastbaar tijdperk, behaalde baten. Daarentegen zal zij niet belast worden op de vanaf 1 Februari 1944, dus vóór de bevrijding van het land, behaalde winsten.

Dienomtrent laat een lid opmerken dat men zich voor den aanslag zou kunnen houden aan den staat van oorlog, die in werkelijkheid sedert 27 Augustus 1939 bestond. Die woorden « staat van oorlog » aldus omschreven, zouden in den tekst moeten gebruikt worden. Zoodoende zouden de uitzonderlijke winsten met ingang van 27 Augustus 1939 belast worden.

De Minister is van oordeel dat die opmerking gegrond is, maar het is noodig buitenoorlogsche boektijdperken tot grondslag te nemen en te vermijden nieuwe moeilijkheden van toepassing van de wet in het leven te roepen.

Talrijke artikelen zijn vatbaar voor critiek en detailopmerkingen. Moest hiermede rekening gehouden worden, dan zou het heele ontwerp moeten gewijzigd worden.

Wat de vaststelling van de referentie jaren betreft, is een lid van oordeel dat men de belastingplichtige vennootschappen zou moeten toelaten deze te kiezen, in de plaats van vijf jaren voor te schrijven. Onder de als referentie jaren aangenomen jaren, zullen slechte jaren voorkomen.

Er zijn vennootschappen die reeds in 1939, met 1938 als referentiejaar, werden getroffen. En de wet laat toe 95 t. h. op de uitzonderlijke winsten af te nemen, onverminderd 15 t. h. op de coupons, zegge 110 t. h. Het ware wensche-lijk de aanslagen met omzichtigheid te zien berekenen.

Over ditzelfde punt, laat een lid opmerken dat de ondernemingen in het algemeen, tijdens het referentietijdperk, geen winsten konden behalen, wegens de munt-devalvatie in 1935.

De Minister is van meening dat de wensch om de belastingschuldigen toe te laten het referentietijdperk te kiezen, tot vermindering van haar opbrengst zou leiden en, bijgevolg, het nagestreefde fiscaal oogmerk zou schaden.

Ten andere, om op de tweede opmerking van antwoord te dienen, betwist de Minister dat het tijdperk dat op de devalvatie volgde, bijgevolg dat tot referentie werd aangenomen, voor de ondernemingen ongunstig zou geweest zijn.

§ 2. Geen opmerkingen.

§ 3. Geen opmerkingen.

§ 4. Geen opmerkingen.

§ 5. Een lid wijst op het geval van een vennootschap die zou beschikt hebben over de 30 t. h. uitzonderlijke winsten die voor 1939 door de wet van 10 Januari 1940 worden vrijgelaten. Want die wet belastte slechts ten beloope van 70 t. h. van de behaalde winsten.

Die 30 t. h. winsten werden uitgekeerd onder vorm van dividenden en, bijgevolg, beschikt de maatschappij daar niet meer over. Er bestaat bij haar geenerlei bedoeling van bedrog. Indien de wet die 30 t. h. belast, zal de vennootschap ze op haar toekomstige winsten moeten afnemen, d.w.z. op leening moeten beroep doen.

Een geval van denzelfden aard wordt door een ander lid aangehaald : een vennootschap, met een kapitaal van 2,200,000 frank, werd in 1939 belast. De 70 t. h. uitzonderlijke winsten werden niet geïnd. Zij zijn geblokkeerd gebleven. Indien de oorlogswinsten van die maatschappij ten beloope van

95 t. h. worden aangeslagen — en die zullen eveneens op de niet afgenomen en uitgekeerde 30 t. h. worden belast — zou zij in haar kapitaal moeten gaan putten. Dit kapitaal zou tot 615,000 frank verminderd worden.

Antwoord van den Minister : Er wordt rekening gehouden met de voor het referentietijdperk in bepaalde gevallen uitgekeerde dividenden. De maatschappijen hebben winsten kunnen beleggen, die niet belastbaar zouden zijn. De Administratie zal termijnen en uitstel toestaan, met nalatigheidsinteressen. Feitelijk, zijn er weinig maatschappijen die tijdens den oorlog dividenden hebben uitgekeerd.

Een amendement wordt voorgesteld als gevolg op vorenstaande opmerking, waarbij het slot van artikel 4 zou luiden :

« De door vennootschappen uitgekeerde dividenden en tantièmes worden van de winsten afgetrokken. »

Het amendement wordt met 9 stemmen tegen 9 verworpen.

Artikel 4 wordt met 11 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

ART. 5.

Dit artikel omschrijft welke de inkomsten, winsten en baten zijn die de belastingplichtige van hun winsten mogen in mindering brengen, gedurende het belastbaar tijdperk, om door het verschil hun uitzonderlijke winst te berekenen.

Het geeft aanleiding tot breedvoerige bespreking, inzonderheid bij §§ 3 en 6.

§ 1. Geen opmerkingen.

§ 2. Geen opmerkingen.

§ 3. Een lid wijst op het geval van de vennootschappen die geen winsten gedurende het referentie-tijdperk behaald hebben, vooral van de nieuwe vennootschappen; ziehier twee gevallen :

de eene, bestuurd door directeurs en ingenieurs, gekozen buiten de aandeelhouders, die geen deel uitmaken van den Raad van beheer;

de andere, familievennootschap, heeft leiders met den titel van gedelegeerd bestuurder of beheerder-bestuurder.

Beide vennootschappen hebben een kapitaal van 5 miljoen frank. Haar leiders bekleeden dezelfde functies en hebben, sedert tien jaar, een gelijkwaardige bezoldiging getrokken, zegge een jaarlijksch bedrag van 250,000 frank. De jaarlijksche referentiewinst is dezelfde voor beide maatschappijen, zegge 50,000 frank en die van het belastbaar tijdperk bedraagt 300,000 frank.

Volgens het ontwerp is de eerste vennootschap niet belastbaar, want haar jaarlijksche winst 300,000 frank gedurende den oorlog is gelijk aan 6 t. h. van haar kapitaal; daar, ten andere, de bezoldigingen aan niet-beheerders worden betaald, worden zij als onkosten beschouwd en niet bij de winst aangerekend.

De tweede vennootschap zou in de buitengewone belasting worden aangeslagen ten beloope van 250,000 frank, zegge 1,250,000 frank voor de vijf jaren. Want aan de winst van 300,000 frank, telken jare van het belastbaar tijdperk betaald, zouden de aan de beheerende leiders, toegewezen 250,000 frank bezoldigingen worden toegevoegd, vermits het ontwerp deze beschouwt als door de vennootschap behaalde winst.

Voor een totaal van 300,000 + 250,000 frank, d. i. 550,000 frank, zou deze vennootschap in elk geval slechts 300,000 frank als referentiewinst kunnen aanvoeren. Het belastbaar verschil zou 250,000 frank bedragen, zegge 1,250,000 frank voor vijf jaar.

De bestraffing die slechts één van beide maatschappijen treft, is onaanvaardbaar, om de enkele reden dat zij een benaming voor haar leiders heeft aangenomen die van de andere verschilt.

Een amendement wordt op artikel 5, § 3, neergelegd, dat ertoe strekt een alinea ter verbetering van de vorenbesproken onregelmatigheid bij te voegen.

De Minister oordeelt dat het in deze alinea vervatte voorstel principieel billijk is.

Dienvolgens legt hij de Commissie navolgend amendement voor :

« Tusschen de 2^e en 3^e alinea's navolgenden tekst invoegen :

» Deze aftrek wordt voor de in § 5 van artikel 4 bedoelde maatschappijen verhoogd met het bedrag van de vaste bezoldigingen in den loop van het referentietijdperk uitgekeerd aan de in artikel 25, § 1, 2^o, littera b, der samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen opgenoemde personen. »

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

Betreffende het percentage van het gestort maatschappelijk kapitaal dat in mindering van de oorlogswinsten wordt toegelaten, zegge 6 t. h., laten twee leden opmerken dat dit percentage onvoldoende is en op 8 t. h. zou moeten gebracht worden.

Tot staving van die opmerking wordt aangevoerd dat er talrijke gevallen zijn waarin het kapitaal van een vennootschap in goudfrank bestaat of in zeer gewaardeerde frank.

Door daarmede rekening te houden had men, in 1940, een vrijstelling van 8 t. h. aanvaard die, in vele gevallen, met 2 t. h. of 3 t. h. overeenstemde. Maar wat moet men vandaag niet zeggen, nu de frank mag beschouwd worden als met $\frac{2}{3}$ van zijn waarde verminderd, hoe men het ook voorstelt! Om dezelfde maat als in 1940 in acht te nemen, zouden die 8 t. h. op 24 t. h. moeten opgevoerd worden. Men zou zodoende niet méér toekennen. Het valt bijgevolg wel tegen de 8 t. h. op 6 t. h. te zien verlagen.

Een amendement in dien zin wordt op § 3 voorgesteld, luidend als volgt :

« De belastingplichtige kan, naar eigen keuze, ofwel het bij deze wet voorziene referentietijdperk aannemen ofwel dit zelve door 8 t. h. interest van het kapitaal vervangen. »

Dit amendement wordt met 10 stemmen tegen 9 verworpen, nadat de Minister zijn tegenstand tegen de goedkeuring had laten gelden, in zoover de verhooging nadeelige gevolgen voor de opbrengst van de belasting zou kunnen hebben. Een gelijkkluidend amendement werd reeds door de Speciale Commissie van de Kamer verworpen.

Nopens deze zelfde § 3, laat een lid opmerken dat de in artikel 15, § 2 van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen voorkomende herwaardeeringscoëfficiënten, niet meer met de werkelijkheid overeenstemmen. Het ware billijk dat het kapitaal niet alleen aan herwaardeering onderhevig zij, doch eveneens de reserves.

Het lid stelt een amendement op § 3 voor : aan de woorden : « het kapitaal wordt eventueel vermenigvuldigd... » de woorden « de reserves » toevoegen.

Het amendement wordt met 10 stemmen tegen 9 aangenomen.

§ 4. Geen opmerkingen.

§ 5. Geen opmerkingen.

§ 6. Een lid oordeelt dat het aftrekbaar minimum vastgesteld op 5,000 fr. per maand bedrijvigheid gedurende het belastbaar tijdperk onvoldoende is. Naar rato van 5,000 frank per maand komt dit minimum op 60,000 frank 's jaars neer, d. i. 300,000 frank voor het referentietijdperk. Met 6,000 frank per maand, belooft het 72,000 frank 's jaars, d. i. 360,000 frank.

Antwoord van den Minister : Met het cijfer 5,000 frank, is reeds een groot deel van de bevolking vrijgesteld. Door het op te voeren, zou de opbrengst van de belasting aanzienlijk worden verminderd.

De heer Eyskens heeft er in de Kamer op gewezen dat op de voorgestelde basis, een vader van vijf kinderen een vrijstelling van 475,000 frank geniet.

Een in dien zin voorgesteld amendement, d.w.z. dat er toe strekt het cijfer 5,000 frank door 6,000 frank te vervangen, wordt met 10 stemmen tegen 4 verworpen.

Een tweede amendement wordt door hetzelfde lid voorgesteld, nl. in alinea 2 « een som van 6,000 frank per jaar » te vervangen door « een som van 10,000 frank per jaar ».

Het wordt met 10 stemmen tegen 6 verworpen.

Een derde amendement wordt voorgesteld om de derde alinea van dezelfde § 6 te worden. Het luidt als volgt :

« Voor de niet ten laste komende kinderen die onbezoldigd in de onderneming werken, wordt een som van 10,000 frank afgetrokken per jaar van het belastbaar tijdperk. »

Leden die het amendement voorstaan laten gelden dat het niet billijk is de kinderen, die in den schoot van hun gezin werken, niet op denzelfden voet als loonarbeiders te beschouwen. Dit geval doet zich voor in tal van landbouw-bedrijven en in werkplaatsen van kleine ambachten. Het gezinsvermogen wordt hierin gevormd door den arbeid van de kinderen en zij dragen bij tot het levensonderhoud van het gezin zelf. Ontvangt het kind geen salaris, dan neemt het dit niettemin mede wanneer het, in geval van huwelijk o.m., een huwelijks gift toegewezen krijgt. In de meeste gevallen, betaalt het de belastingen die de loonarbeiders verschuldigd zijn, hetgeen door een ander lid van de Commissie wordt betwist.

Het standpunt van den heer Minister van Financiën is het volgende :

Deze quaestie van de loontrekkende kinderen in de gezinsbedrijven, ongeacht of het om den landbouw, den handel of de ambachten gaat, is bij de Administratie wel bekend. De bij bepaalde belastingen betrokkenen, laten de loonen gelden die zij aan hun kinderen zouden uitkeeren, ongeacht of zij weinig of niet aan hun bedrijf deelnemen. Over het algemeen overdrijven zij. Om die overdrijvingen te verijdelen, neemt de Administratie aan als loonarbeiders te beschouwen,

een zeker aantal leden van het gezin, met het normaal loon van de streek en met inachtneming van de hoegroothed van het bedrijf of de onderneming. Het loontrekkend kind betaalt over het algemeen de belastingen. Een gedeelte van de vrijgestelde 300,000 frank behelst onbetaalde loonen, welke de betrokkenen in de erfenissen terugvinden.

Hetzelfde vraagstuk werd in de Kamer opgeworpen en heeft er eveneens aanleiding gegeven tot een amendement dat trouwens werd ingetrokken na den uitleg van den heer Minister. Deze heeft er den nadruk op gelegd, dat het reeds zijn oplossing kreeg in artikel 19 van het besproken ontwerp. Een opvoering van den aftrek van 6,000 frank, reeds voorzien per kind en per jaar van het belastbaar tijdperk, ware een herhaling van artikel 27, § 3, der samengeschaelde wetten.

Een lid stelt voor dat de heer Minister een verklaring aflegge naar luid waarvan, voor het belastbaar tijdperk, het onbetaald salaris afgetrokken en met terugwerkende kracht belast zou kunnen worden.

De h. Minister onderstreept nogmaals dat gebleken is dat al de betrokkenen met voordeel gebruik maken van de bepalingen van § 3 van artikel 27 der samengeschaelde wetten en, in de gevallen waarin zulks niet het geval is, is de administratie het zich zelf verplicht er rekening mede te houden.

De h. Minister zal een verklaring over de quaestie afleggen.

Het ter stemming gebrachte amendement wordt verworpen met 11 stemmen tegen 5.

§ 7. Geen opmerking.

Het artikel wordt in zijn geheel met 14 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen goedgekeurd.

ART. 6.

Dit artikel voorziet een zeker aantal bepalingen die er kunnen toe bijdragen het later wederaanleggen van de stocks, die vóór den oorlog hebben bestaan, te vergemakkelijken. Te dien einde voorziet het dat het verschil zal worden uitgemaakt tusschen de waarde van de grondstoffen, producten en waren, die deel uitmaakten van de nijverheids-, handels- of landbouwondernemingen, in den laatsten vóór 10 Mei 1940 opgemaakte inventaris en de waarde na correctie door toepassing van den coëfficiënt 1.60 op het deel van de bij het einde van het belastbaar tijdperk tegelde gemaakte bestanddeelen.

Dit van de buitengewone belasting vrijgesteld verschil zal in de rekeningen worden geboekt onder de benaming « provisie tot instandhouding van de stocks ».

Dit artikel geeft eveneens aanleiding tot breedvoerige besprekingen.

§ 1, a. Een lid stelt voor *in fine* van § 1, a) de woorden toe te voegen :

« *Onroerend gemaakt, doode en levende have, vruchtbaarheid van den grond* ».

Dit amendement zou tot doel hebben, voor de bedrijven waar geen comptabiliteit gevoerd wordt, een aftrek toe te voegen als voorzien in alinea a) van § 1, door het feit van de eventueele waardeering van het onroerend gemaakte, de doode of levende have en de vruchtbaarheid van den bodem.

Dit amendement is in hoofdzaak van toepassing op de landbouwbedrijven.

De steller van het amendement laat gelden dat ingevolge de oorlogsgebeurtenissen, de verscheidene hierboven opgenoemde bestanddeelen van het actief der landbouwbedrijven een mindere waarde vertegenwoordigen, waarvan de tegenwaarde in zich in de liquide middelen bij den bedrijfshouder bevindt. Het rundvee, b. v., is sterk verminderd ingevolge de verplichte vleeschlevering.

Over het geheel kan men, waarde 10 Mei 1940, de vermindering van het kapitaal der landbouwbedrijven op 5 milliard frank schatten.

Om deze in haar toestand van 10 Mei 1940 terug te brengen, zal 10 tot 15 milliard frank noodig zijn.

Die aanduidingen rechtvaardigen dat de verschillende door het amendement bedoelde elementen zouden moeten in aanmerking komen voor de in het besproken artikel voorziene herwaardeering.

Mocht dit standpunt aangenomen worden, dan ware er geen reden, wordt door den h. Minister tegen dit voorstel opgeworpen, dit begrip van de stocks uit te breiden tot andere voorwerpen die de kleinnijverheid aanbelangen. Men mag beschouwen dat de betrokkenen die men wil begunstigen eenvoudigweg hun actief kapitaal hebben veronachtzaamd en eenmaal dien weg ingeslagen zou men er niet meer uitgeraken.

Een ander lid stelt voor in de plaats van de uitdrukking « vruchtbaarheid van den bodem » dat een onduidelijk, moeilijk te schatten begrip weergeeft, de woorden te stellen : « meststoffen, ongeacht of zij in opslag liggen of in den bodem ingewerkt zijn. »

Het amendement, voorgesteld om aan alinea a), § 1, te worden toegevoegd wordt met 12 stemmen tegen 6 verworpen.

Een lid onderstreept dat indien de Regeering, in haar ontwerp, van meening is de toepassing van een coëfficiënt van herschatting der stocks aan te nemen, zij niet onwetend is van de hoge prijzen waartegen die stocks weder zullen worden aangelegd. De coëfficiënt 1.60 is een kleine voldoening die men den betrokkenen gunt. Want niet alleen de hernieuwing van de stocks zal tegen hoge prijzen moeten gedaan worden, doet ook de herstelling en de moderniseering van de werktuigen.

De Regeering heeft tot plicht alles in het werk te stellen om de nijverheid tot moderniseering te helpen. Haar politiek strekt ertoe ze te ontmoedigen.

Dit leidt er het lid toe het navolgend amendement in te dienen, een § 4 aan artikel 6 toe te voegen, luidend als volgt :

« Ten einde de hernieuwing van 's lands uitrusting te begunstigen, wordt het bedrag van de belastbare winsten, buitendien, verminderd ten beloope van een som gelijk aan 60 t. h. van het bedrag der door den fiscus aangenomen normale afschrijvingen, op de werktuigen en de bedrijfsgebouwen en panden, voor het belastbaar tijdperk. »

De aldus vrijgestelde som zal in de rekeningen worden gebracht onder de benaming « Provisie voor wederaanleg van het materieel en de werktuigen ».

De H. Minister wil bij de termen van artikel 6 blijven, waarin de grondstoffen, producten en goederen zijn bedoeld.

Die beperking sluit de werktuigen, het materieel in het algemeen, in de nijverheid gebruikt, en de meststoffen en het veevoeder in den landbouw uit. Door

uitbreiding van het begrip stocks, geraakt men ertoe de wet onvruchtbaar te maken.

De laatste aan het artikel toegevoegde alinea is zeer voordelig en werd billijkheidshalve toegevoegd. Alles samengenomen verleent het ontwerp vrijstelling voor al wat redelijk vrijgested kan worden.

Een lid geeft den wenk aan het slot van artikel 6, § 1, a), toe te voegen, de woorden : « of waarvan het bewijs zal geleverd geworden zijn overeenkomstig alinea a) ».

Dit slaat op al degenen die geen comptabiliteit voeren en geen inventaris kunnen overleggen.

De Minister laat gelden dat die quaestie in de Kamer werd opgelost, ten gevolge van het indienen aan een amendement dat in de Commissie werd aangenomen en waarvan het verslag van den h. Liebaert gewag maakt (bl. 15 van het verslag).

§ 2. Een bespreking wordt ingezet naar aanleiding van den op de stocks toegepasten coëfficiënt 1.60. Een lid vindt hem zeer onvoldoende. Voorbeeld : de Belgische zending in Amerika koopt producten tegen merkelyk hogere prijzen dan vóór den oorlog. Zij worden aan de industrieelen afgestaan op grondslag van een coëfficiënt 2.30. Hetgeen 30 frank kost zou, mits een coëfficiënt 1.60, 48 frank moeten betaald worden. De prijs is in werkelijkheid 88 fr. De vervanging van de stocks, waarvoor het tegenwoordig ontwerp rekening houdt met een coëfficiënt 1.60 is dus niet billijk, vermits, tegen de thans aangenomen prijzen, de vervanging van de stocks slechts tegen een merkelyk hooger prijs zal kunnen geschieden. De coëfficiënt 1.60 is niet te verdedigen naar economische logica.

Sommige nijverheidstakken worden reeds benadeeld door het feit dat, om allerlei redenen, de stocks van grondstoffen in de inventarissen reeds onderschat worden, wegens herhaaldelijke schommelingen in de prijzen. Dit wordt door den fiscus erkend. Op fiscaal gebied moet dus niets gedaan worden dat van dien aard zij dat het aan gang geraken van de ondernemingen erdoor belemmerd of moeilijker wordt gemaakt.

De Minister herinnerde eraan dat die quaestie reeds aanleiding was geweest tot een langdurige bespreking in de Kamer en dat, zoo hij het afdoend belang van de in de Commissie van den Senaat evenals in die van de Kamer naar voren gebrachte opmerkingen kon aannemen, hij die slechts kon in acht nemen binnen de perken van het door de Regeering ingediend amendement dat de tweede alinea, littera a, § 1, van artikel 6 vormt.

Naar aanleiding van de quaestie der booten en schepen, naar aanleiding van de verzekering van de werktuigen, heeft de Minister de volgende verklaring afgelegd :

De buitengewone belasting treft de winsten inzonderheid gevormd door de *verwezenlijkte* waardevermeerderingen. Welnu, wanneer schepen of booten vernietigd of beschadigd zijn, zijn de vergoedingen aan den eigenaar verleend door de verzekerings- of andere organismen, met het oog op vervanging van die schepen of booten, geen belastbare waardevermeerderingen.

De eigenaar heeft die schepen of booten niet te gelde gemaakt; hij heeft, integendeel, aldus, door ongeval, een voor zijn bedrijf hoofdzakelyk onmisbaar werktuig verloren, en de sommen die hij aan het herstellen van het werktuig heeft besteed of zal besteden, worden niet genomen op de resultaten van zijn eigen bedrijvigheid, maar zij worden hem door een vreemd lichaam verstrekt.

De aldus verkregen en voor het heropbouwen van de beschadigde of gezonken schepen of booten gebruikte vervangingsvergoedingen, zijn bijgevolg, als dusdanig, niet voor de toepassing van de buitengewone belasting in beschouwing te nemen.

§ 2 wordt aangenomen.

§ 3. Geen opmerkingen.

Artikel 6 wordt met 15 stemmen tegen 2 en 1 onthouding aangenomen.

ART. 7.

Geen opmerkingen.

Aangenomen met 12 stemmen, 1 onthouding.

ART. 8.

§ 1. Geen opmerkingen.

§ 2. De vraag werd gesteld of de belastingplichtigen, die sedert 15 November 1939 een onjuiste aangifte hebben gedaan, ze zullen kunnen rectificeren en het voordeel van de amnestie zullen genieten inzake inkomstenbelastingen.

Het antwoord luidt ja.

Het artikel wordt met 15 stemmen en 2 onthoudingen goedgekeurd.

ART. 9.

Geen opmerkingen. — Aangenomen.

ART. 10.

Dit artikel houdt vaststelling van de verschillende belastingtarieven. Het geeft aanleiding tot bespreking.

Een lid stelt vast dat zij veel hoger zijn dan die welke op de uitzonderlijke winsten van 1939 werden toegepast. Zij zijn denkbaar voor particulieren die over hoge inkomsten beschikken.

Voor de vennootschappen worden zij toegepast in dezelfde verhouding, het gelde winsten verwezenlijkt door een vennootschap met een kapitaal van 5 miljoen of van 100 miljoen. In de veronderstelling dat beide een gelijke winst van een miljoen hebben gemaakt, lijkt de afhouding hoog voor de eene en weinig hoog voor de andere. En welke is de afhouding? Rekening houdend met de mobiliënbelasting, bereikt zij tot 99.5 t. h. zegge 995,500 frank voor een miljoen. De bedragen zouden moeten dienen vastgesteld volgens de belangrijkheid van het belegd kapitaal.

Een amendement ingediend als besluit op deze opmerkingen, dat tevens de door de Regeering vastgestelde bedragen handhaaft en voorstelt ze toe te passen in verhouding tot een zeker percentage der winsten, wordt verworpen met 9 tegen 8 stemmen.

De Minister werpt op dat, zoo de belasting der exceptioneele winsten (Wet van 10 Januari 1940) minder hoog was dan deze voorzien bij het huidig ontwerp, de eerste betrekking had op een vooroorlogsch tijdperk, dit van 1939, terwijl deze laatste slaat op een oorlogstijdperk. Het voorgestelde amendement zou vooral voor gevolg hebben de groote vennootschappen te bevoordeligen en de kleine en gemiddelde bedrijven meer te doen belasten. Trouwens de belangrijke vennootschappen mogen hun referentiewinsten aftrekken die in verhouding zijn met hun kapitalen.

Indien men deze exceptioneele winsten niet belastte, zouden de ondernemingen dienen belast die tijdens den oorlog geen winsten hebben verwezenlijkt; men gelieve trouwens te overwegen dat de meeste andere landen, die in den oorlog verwickeld waren, de afhoudingen hebben opgevoerd tot 100 t.h.

Een ander lid begrijpt niet waarom de winsten worden belast tegen een hooger bedrag dan 70 t. h. Dit is volkomen te begrijpen voor de winsten verwezenlijkt naar aanleiding van leveringen aan den vijand. Voor de gemiddelde bedrijven, die volkomen gewettigde verrichtingen hebben gedaan, is een aanslag van 90 t. h. voor winsten gaande van 200,000 frank tot 1 miljoen, buitensporig. Hij mist een zedelijken grondslag.

Het ontwerp steunt, zegt een ander lid, op het begrip verrijking tijdens den oorlog. In werkelijkheid, heeft deze 's lands economie verarmd. Er zijn medeburgers die een deel of het geheel van hun bezit hebben verloren, anderen zagen het hunne vermeederen. In werkelijkheid, is er slechts een verplaatsing van rijkdommen geweest. Men is doorgaans akkoord om diegenen te belasten die er bij gewonnen hebben, maar men zal vennootschappen belasten wegens verrijking, terwijl zij zijn verarmd wegens de waardevermindering van de munt.

De door het ontwerp voorziene bedragen zullen meer nog de bedrijven verarmen op het oogenblik dat zij zich nieuw moeten uitrusten in bewerktuiging en stocks, en moeten strijden tegen de vreemde mededinging.

Als besluit, werd er een amendement ingediend door hoogervermeld lid, dat vraagt dat van de belastbare winsten worden afgetrokken de louter fictieve winsten, voortvloeiende uit de muntdevaluatie.

De Minister kan met dit amendement niet instemmen omdat het, zoo het in de wet werd ingelascht, den weg zou openen tot talrijke misbruiken. In administratief opzicht, is het niet toepasselijk.

Dit amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Een lid dient een amendement in volgens hetwelk een vergoeding ontvangen als geteisterde niet als een winst wordt beschouwd zelfs indien in zuiver rekenplichtig opzicht er meerwaarde is, tenzij het stocks en koopwaren betreft.

Dit amendement werd in de Kamer besproken en de Minister heeft er een antwoord op gegeven dat den indiener heeft voldaan. Hij zal in den Senaat een verklaring afleggen die dezelfde voldoening zal geven aan den auteur van het nieuwe voorstel. Dienvolgens wordt het amendement ingetrokken.

Artikel 10 wordt goedgekeurd door 11 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

ART. II.

§ 1. Geen opmerkingen.

§ 2. Geen opmerkingen.

§ 3. Een lid stelt voor artikel II aan te vullen door een toevoeging naar luid waarvan de buitengewone belasting zal geheven worden ten laste van de werkende vennoten in de maatschappijen van personen slaande op hun beroeps- of andere inkomsten in hun geheel, en niet ten laste van den rechtspersoon.

De Minister is van oordeel dat deze toevoeging geen reden van bestaan heeft, want de tekst van het wetsontwerp gaat verder dan hetgeen gevraagd wordt. In de maatschappijen van personen inderdaad, wordt de rechtspersoon slechts getroffen in verband met de gereserveerde winsten; wat de vennoten betreft, zal de buitengewone belasting op eenieder toepasselijk zijn volgens het bedrag der winsten dat hun wordt toegekend en zulks na alle forfaitaire afhoudingen voorzien voor het referentietijdperk en voor de gezinslasten. (Zie artikel 2, § 1, littera a; artikel 5, § 3, van hetzelfde ontwerp; zie ook Memorie van Toelichting, blz. 7).

Het amendement wordt eenparig verworpen.

Artikel II wordt aangenomen.

ART. 12.

Dit artikel geeft tot geen opmerking aanleiding.

Aangenomen met 11 stemmen tegen 1, en 2 onthoudingen.

ART. 13.

De § 1 dient aangevuld door een tweede alinea, ingediend door de Regeering en luidende :

« De extra-belasting dient betaald ten laatste op 1 Januari 1946, zelfs indien op dezen datum het bedrag nog niet op de rol is gebracht of nog niet aan den belastingplichtige werd beteekend. Bij gemis van betaling op 1 Januari 1946, is het verschuldigd bedrag vatbaar van een interest van 5 t. h. per jaar ten bate van de Schatkist voor den duur van het verwijl, zonder dat er aanleiding kan zijn tot oplegging van verwijlinteressen in den zin van artikel 74 der samengeordende wetten op de inkomstenbelastingen. »

Geen opmerkingen.

§ 3. Een lid doet opmerken dat het onbillijk is door de maatschappijen een belasting te doen betalen op door haar gedane uitgaven uit hoofde van dividenden.

Een maatschappij heeft, na taxatie, 30 t. h. van niet belastbare winsten kunnen behouden. Een gedeelte daarvan is als dividenden aan de aandeelhouders en als tantièmes aan de beheerders uitgekeerd geworden. Volgens het wetsontwerp zou de maatschappij nogmaals kunnen belast worden op het afgestaan gedeelte voor belasting vatbaar. Indien de maatschappij getroffen

wordt voor meer dan zij in kas heeft, dan verplicht men haar haar kapitaal aan te spreken of te ontleenen.

De Minister is van meening dat degenen die dividenden hebben getrokken zich kunnen beroepen op artikel 13 om de cedulaire belastingen niet te betalen. Men kan niet twee maal de vermindering toestaan : eens aan de maatschappij, eens aan de aandeelhouders. Hier is het de maatschappij die belast wordt. Wanneer de fiskus zich tot de belastingplichtigen zou wenden, zullen zij zich kunnen beroepen op hetgeen reeds betaald is geworden.

Het amendement wordt verworpen met 9 tegen 9 stemmen.

Een amendement wordt ingediend om aan § 2 toegevoegd te worden, luidende :

« De globale belastingen waaraan de fysieke en rechtspersonen kunnen onderworpen worden krachtens deze wet, kunnen uit hoofde van haar terugwerkende kracht niet voor uitwerking hebben het zuiver actief te verminderen tot een lager bedrag dan dat van het kapitaal en de reserves, zooals zij in de laatste balans vóór 1 Januari 1940 ingeschreven worden. »

De Minister kan zich bij dat amendement niet aansluiten. Dit zou er toe strekken de sommen die aan dividenden en tantièmes uitgekeerd zijn van de belasting vrij te stellen. Zulks is geen reden om ze er van te ontslaan. De maatschappijen die zich in dit geval bevinden moeten trachten deze sommen terug te vorderen en zij zouden in de toekomst goed handelen de sommen die voor de betaling der belastingen kunnen noodig zijn, te reserveeren.

Het amendement wordt aangenomen met 10 tegen 9 stemmen.

Artikel 13 wordt aangenomen met 17 stemmen en 1 onthouding.

ART. 14.

De artikelen 14, 15, 16, 17, 18 en 19 zijn de weergave van de artikelen 10, 11, 12, en 13 van het wetsontwerp op de winsten voortvloeiend uit leveringen en prestaties aan den vijand.

Artikel 14 bepaalt de rechten van de Administratie in geval zij mocht oordeelen dat de belangen van de Schatkist gevaar loopen; dadelijke betaling eischen of borgstorting vergen. In dit geval zal er voorloopige taxatie zijn.

Artikel 14 wordt eenparig aangenomen.

ART. 15.

Dit artikel voorziet de termijnen binnen welke de Administratie de belasting moet heffen en innen.

§ 1. Een amendement wordt ingediend met het doel het tijdperk tijdens hetwelk de extra-belasting kan gevestigd worden tot zes jaar te herleiden.

De indiener van het amendement wettigt het door te doen gelden dat het hoogst noodzakelijk is voor de nijveraars te weten hoever zij staan met hun fiscale verplichtingen. De onzekerheid waarin men hen plaatst verlamt alle initiatief. Het komt er in dit geval slechts op neer binnen den kortst moge-

lijken termijn te bepalen waartoe zij gehouden zijn als extra-belasting en niet een invordering waarvoor een termijn van dertig jaar wordt voorzien.

De Minister kan zich niet aansluiten bij die zienswijze. Het einde van het jaar 1945 is nakend, er zouden slechts vier jaar voor de administratie overblijven voor het opmaken der rollen; dat is te weinig. Indien tijdens de komende jaren ontduiking wordt ontdekt, moet zij immer mogelijke nieuwe ontduikingen kunnen vervolgen. Het vermoeden bedraagt doorgaans drie jaar voor de gewone belastingen. In een zoo ingewikkelde stof als de door het wersonwerp behandelde, zijn tien jaar niets te veel om de ontduiking te bestrijden en het grootste deel der verschuldigde belastingen te vorderen.

Het amendement wordt aangenomen met 11 tegen 8 stemmen.

Artikel 15 wordt aangenomen.

ART. 16.

Dit artikel bepaalt dat de Administratie, tot bepaling van het bedrag der belastbare inkomsten, alle bewijsmiddelen door het gemeen recht toegelaten, kan aanwenden.

Aangenomen zonder opmerking.

ART. 17.

Elke belastingplichtige voor de extra-belasting moet een aangifte indienen, gesteld op het hem gestuurd formulier, dat hem al de noodige inlichtingen geeft voor het opmaken zijner belasting.

Indien hij dit formulier niet heeft ontvangen, dan dient hij het aan de Administratie te vragen en haar terug te zenden binnen de zes maanden, op straffe van boete.

Aangenomen zonder opmerking.

ART. 18.

Dit artikel bepaalt de straffen voorzien door het Wetboek van Strafrecht voor valsheid en gebruik van valsche stukken, bedreven met het inzicht de vestiging of de betaling van de belasting te ontduiken of een derde geholpen te hebben er aan te ontsnappen.

Deze straffen worden insgelijks voorzien voor verwijl bij de betaling van de verschuldigde belasting.

Aangenomen zonder opmerking.

ART. 19.

Voor zoover er door dit wetsontwerp niet wordt van afgeweken, zijn de bepalingen van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen die betrekking hebben op de bedrijfsbelasting, van toepassing op de extra-belasting.

Een lid werpt het geval op van sommige menschlievende werken, die reeds belast zijn uit hoofde van de verschillende belastingwetten. Men begrijpt niet dat zij het andermaal zouden zijn krachtens de nieuwe wet.

De Minister erkent de gegrondheid van deze opmerking, wanneer het werken geldt die doeleinden van openbaar belang nastreven. Doch, hij is van oordeel dat het niet mogelijk is afwijkingen op de wet aan te nemen, daar zij door soortgelijke vragen zouden gevolgd worden.

De extra-winsten moeten naar den Staat terugkeeren, welke ook hun gebruik weze.

Een lid doet opmerken dat de secretarissen-generaal, tijdens den oorlog, de stortingen aan sommige werken van betaling der nationale crisisbelasting hebben vrijgesteld. En wanneer een maatschappij aan het Roode Kruis een gift zal doen, zal de fiskus 95 t. h. op deze zelfde gift afhouden. Dat is niet aan te nemen. Aldus ontmoedigt men het mildste initiatief.

De Minister houdt zich bij hetgeen hooger werd gezegd.

Aangaande hetzelfde punt, wijst een lid er op dat indien men moest aannemen dat giften aan sommige werken, zooals het Roode Kruis of Winterhulp, aanvaard zouden worden in mindering op de beroepsinkomsten die voor extra-belasting vatbaar zijn, men feitelijk twee categorieën getaxeerden zou maken : dezen die buitengewone winsten hebben verwezenlijkt en dezen die er geen hebben gemaakt, en die toch giften aan bedoelde werken doen, en er zou geen reden toe zijn om een gunstregime in zake belasting uit te breiden tot andere giften en andere werken dan de voorgaande

Een amendement, waarbij voorgesteld wordt verminderingen te voorzien op de beroepsinkomsten vatbaar voor extra-belasting, voor giften aan Winterhulp, wordt verworpen met 10 tegen 9 stemmen.

Artikel 19 wordt eenparig aangenomen.

ART 20.

Dit artikel maakt een einde aan de toepassing der wet van 10 Januari 1940, te rekenen van de afkondiging van deze wet.

Aangenomen zonder opmerking.

* * *

Het ontwerp wordt aangenomen met 17 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.

Het verslag wordt eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
G. BARNICH.

De Voorzitter,
CYR. VAN OVERBERGH.

Projet de Loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Wetsontwerp tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptioneele inkomsten, winsten en baten.

**Texte
amendé par la Commission.**

**Tekst
geamendeerd door de Commissie.**

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1^{er}. — Il est établi un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels précisés aux articles suivants et obtenus soit pendant la période du 1^{er} janvier 1940 au 31 décembre 1944, soit lorsqu'il s'agit d'un redevable qui tient une comptabilité régulière autrement que par année civile, pendant les exercices sociaux clôturés du 1^{er} janvier 1940 au 30 décembre 1944. Cette période est dénommée « période imposable » dans les dispositions qui suivent.

§ 1. — Een extra-belasting wordt gevestigd op de exceptioneele inkomsten, winsten en baten, gepreciseerd in onderstaande artikelen en behaald hetzij gedurende het tijdperk van 1 Januari 1940 tot 31 December 1944, hetzij, wanneer het gaat om een belastingplichtige die een regelmatige comptabiliteit anders dan per kalenderjaar voert, gedurende de van 1 Januari 1940 tot 30 December 1944 afgesloten boekjaren. Deze periode wordt « belastbaar tijdperk » genoemd in onderstaande bepalingen.

§ 2. — Sont soumis à l'impôt extraordinaire :

§ 2. — Zijn aan de extra-belasting onderhevig :

a) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui ont eu, pendant tout ou partie de la période imposable, leur domicile, leur résidence ou leur principal établissement administratif dans le pays, les revenus, bénéfices et profits obtenus en Belgique ou à l'étranger. Les personnes physiques ou morales qui se sont trouvées dans les conditions précitées à une date quelconque entre le 1^{er} septembre 1939 et le 10 mai 1940 ne sont pas affranchies de l'impôt extraordinaire par le fait d'avoir séjourné ou d'avoir transféré leur siège social à l'étranger ou dans la Colonie;

a) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen die gedurende geheel of een deel van het belastbaar tijdperk hun woonplaats, hun verblijfplaats of hun voornaamste administratieve inrichting binnenslands hebben gehad, de in België of in het buitenland behaalde inkomsten, winsten en baten. De natuurlijke of rechtspersonen die zich op om het even welken datum tussen 1 September 1939 en 10 Mei 1940 in boven bedoelde voorwaarden bevonden, zijn niet van de extra-belasting vrijgesteld op grond van het feit dat zij verblijf gehouden hebben of hun maatschappelijken zetel overgebracht hebben in het buitenland of in de kolonie;

b) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui, sans avoir dans le pays leur domicile, leur résidence, ou leur

b) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen die, zonder binnenslands hun woonplaats, hun verblijf-

principal établissement administratif, y ont eu un établissement pendant tout ou partie de la période imposable, les revenus, bénéfices et profits obtenus en Belgique ou à l'étranger, par ou l'intermédiaire de cet établissement;

c) s'il s'agit de personnes physiques ou morales qui n'ont eu pendant la période imposable ni domicile, ni résidence, ni établissement dans le pays, les revenus, bénéfices et profits visés au § 1^{er}, obtenus en Belgique.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les revenus, bénéfices et profits tombant sous l'application de l'impôt extraordinaire sont :

a) les bénéfices indiqués à l'article 25, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus ainsi que les revenus attribués, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, même en vertu d'un contrat d'emploi, dans les sociétés en nom collectif, dans les sociétés en commandite simple, dans les sociétés coopératives et dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, aux associés et aux gérants associés, même s'ils ont, pendant la période imposable, perdu cette qualité mais sont restés au service de la société;

b) les profits de toutes occupations lucratives de nature industrielle, commerciale ou agricole;

c) les autres profits visés à l'art. 25, § 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées, qui n'ont pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti, dans la mesure où ils ne tombent pas sous l'application d'une loi accordant une amnistie fiscale;

plaats of hun voornaamste administratieve inrichting te hebben, er gedurende geheel of een deel van het belastbaar tijdperk een inrichting hebben gehad, de winsten, inkomsten en baten in België of in het buitenland behaald door die inrichting of door bemiddeling van die inrichting;

c) als het gaat om natuurlijke of rechtspersonen, die gedurende het belastbaar tijdperk noch woonplaats noch verblijfplaats, noch inrichting in het land hebben gehad, de in België behaalde winsten, inkomsten en baten bedoeld in § 1.

ART. 2.

§ 1 — De onder de toepassing van de extra-belasting vallende inkomsten, winsten en baten zijn :

a) de winsten aangeduid in artikel 25, § 1, 1^o, van de samengeschaalde wetten betreffende de inkomstenbelastingen alsmede de inkomsten onder welken vorm en uit welken hoofde ook zelfs krachtens een bedienendencontract toegekend in de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting, de coöperatieve vennootschappen en de vennootschappen van personen met beperkte aansprakelijkheid, aan de vennoten en aan de vennoten-zaakvoerders, zelfs als zij gedurende het belastbaar tijdperk deze hoedanigheid verloren hebben, doch in dienst van de vennootschap gebleven zijn;

b) de baten van alle winstgevende bezigheden met nijverheids-, handels- of landbouwkarakter;

c) de andere in artikel 25, § 1, 3^o, van de samengeschaalde wetten bedoelde baten, die niet werden opgenomen in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden aangeslagen vóór 1 Januari 1945 door de schuld van den belastingplichtige, voor zoover zij niet vallen onder de toepassing van de wet betreffende de fiskale amnestie;

d) toutes rémunérations, commissions ou gratifications, tous avantages en espèces ou en nature visés à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées et qui n'ont pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti;

e) toutes rémunérations, commissions ou gratifications, tous avantages en espèces ou en nature obtenus à un titre quelconque par des personnes autres que celles visées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, des dites lois coordonnées ainsi que tous gains ou profits retirés d'opérations accidentelles ou accessoires de nature industrielle, commerciale ou agricole;

f) les gains provenant d'opérations de jeu, à l'exception des loteries autorisées, auxquelles le redevable s'est livré pendant la période imposable.

§ 2. — Les différents éléments énumérés au § 1^{er} comme passibles de l'impôt extraordinaire sont désignés sous les mots « revenus imposables » dans les dispositions qui suivent.

§ 3. — En ce qui concerne les personnes physiques ou morales qui sont redevables de l'impôt extraordinaire, sont présumés provenir de revenus imposables :

a) les avoirs en numéraire et billets de banque, les avoirs en compte de chèques postaux, les dépôts dans les banques, établissements de crédit et caisses d'épargne, le tout à la date du 9 octobre 1944;

b) les avoirs en titres belges ou étrangers, les avoirs en or et en monnaies étrangères, les biens situés à l'étranger et les valeurs sur l'étranger qui, en exécution des arrêtés-lois du 6 octobre 1944, ont été déclarés être

d) alle bezoldigingen, commissie-loonen of gratificatiën, alle uit eender welken hoofde getrokken voordeelen in specie of in natura bedoeld bij artikel 25, § 1, 2^o van de samengeschatte wetten en die niet werden opgenomen in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden aangeslagen vóór 1 Januari 1945 door de schuld van den belastingplichtige;

e) alle bezoldigingen, commissie-loonen of gratificatiën, alle uit eender welken hoofde getrokken voordeelen in specie of in natura door personen met uitzondering van deze bedoeld bij artikel 25, § 1, 2^o van genoemde samengeschatte wetten alsmede alle winsten of baten gehaald uit toevallige of bijkomstige operatiën met nijverheids-, handels- of landbouwkarakter;

f) de winsten voortkomend van verrichtingen inzake spel, met uitzondering van de geautoriseerde loterijen, waaraan de belastingplichtige gedurende het belastbaar tijdperk heeft meegedaan.

§ 2. — De verschillende elementen, opgenoemd in § 1 als aan de extra-belasting onderhevig, worden onder de woorden « belastbare inkomsten » aangeduid in onderstaande bepalingen.

§ 3. — Met betrekking tot de natuurlijke of rechtspersonen die aan de extra-belasting onderhevig zijn, worden geacht voort te komen van belastbare inkomsten :

a) de activa in muntstukken en bankbiljetten, het tegoed op postrekening, de deposito's in banken, kredietinrichtingen en spaarkassen, alles op datum van 9 October 1944;

b) de activa in Belgische of vreemde effecten, de activa in goud en in buitenlandsche munt, de in het buitenland gelegen goederen en de waarden op het buitenland die, ter voldoening aan de besluitwetten van 6 October

la propriété du contribuable ou avoir été remis par lui au déclarant;

c) les sommes affectées directement ou indirectement à l'acquisition, à la constitution et à la transformation de biens mobiliers et immobiliers, les placements de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, les paiements de dettes dénotant un accroissement d'avoir, les dépôts ainsi que les versements quelconques et notamment les versements ayant pour objet des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine, même si le bénéficiaire du contrat n'est pas la personne qui a opéré le versement et pour autant que le total des contrats conclus en faveur d'une même personne dépasse 50,000 francs.

L'intéressé est admis à renverser cette présomption en apportant la preuve, soit que ces opérations ont été faites à titre de emploi ou au moyen de sommes empruntées, soit que ces opérations n'ont pas été faites ou que les avoirs n'ont pas été constitués au moyen de revenus indiqués à l'article 1^{er}, soit que des avoirs ont été réalisés pendant la période impossible pour faire face à des pertes professionnelles subies pendant cette période.

Si des éléments de preuve produits sont reconnus inexacts, les frais que l'Administration aurait exposés pour vérifier ces éléments à l'étranger, sont mis à la charge du redevable et ils sont recouvrés comme accessoires de l'impôt lui-même.

§ 4. — Lorsque des accroissements d'avoirs proviennent de succession, don ou legs, le montant en est envisagé, le cas échéant, pour fixer les revenus im-

1944, werden aangegeven als eigendom van den belastingschuldige of als zijnde door hem aan den aangever overhandigd;

c) de sommen rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend tot het aankopen, den aanleg en de transformatie van roerende en onroerende goederen, de beleggingen van om 't even welken aard en onder eender welken vorm, de betalingen van schulden die op een vermogensaccres wijzen, de deposito's alsmede om 't even welke stortingen en inzonderheid de stortingen in verband met verbintenissen waarvan de uitvoering van den duur van het menschenleven afhangt, zelfs indien de contractbegunstigde niet de persoon is die de storting heeft gedaan en voor zoover het totaal bedrag van de contracten gesloten ten bate van eenzelfde persoon 50,000 frank overschrijdt.

De betrokkene mag dit vermoeden te niet doen door er te laten van blijken, hetzij dat die verrichtingen bij wijze van wederbelegging of door middel van te leen genomen sommen werden gedaan, hetzij dat die verrichtingen niet werden gedaan of dat de activa niet werden aangelegd door middel van in artikel 1 aangeduide inkomsten, hetzij dat activa gedurende het belastbaar tijdperk te gelde gemaakt werden ter bestrijding van bedrijfsverliezen geleden gedurende dit tijdperk.

Worden de ingebrachte bewijskrachtige gegevens onjuist bevonden, dan worden de kosten, welke de Administratie zou hebben gedragen om deze gegevens in het buitenland te verifiëren, den belastingplichtige ten laste gelegd en worden zij als bijkomstigheden van de belasting zelf ingevorderd.

§ 4. — Wanneer accressen van vermogen voortkomen van successie, schenking of legaat, wordt het bedrag ervan desvoorkomend in beschouwing

posables du de cujus ou du donateur. Si, dans ce cas, l'impôt extraordinaire est dû, celui qui a bénéficié de la succession, du don ou du legs de même que ses héritiers ou ayants droit sont tenus, jusqu'à concurrence du montant recueilli, au paiement de la partie de l'impôt afférente proportionnellement au montant de leur part héréditaire, du don ou du legs et peuvent être poursuivis comme débiteurs directs de l'impôt.

§ 5. — Lorsque le donateur n'est pas connu au moment de l'établissement de l'impôt extraordinaire, celui-ci est établi au nom de la personne qui a bénéficié du don ou, en cas de décès, de la manière prescrite par l'article 11, § 2.

§ 6. — En cas d'existence d'un contrat d'assurance ou en cas de constitution de rente viagère, l'assureur ou le débiteur de la rente est tenu, à défaut de paiement de l'impôt extraordinaire, de remettre à l'Administration la valeur de rachat du contrat relatif à l'assurance ou à la constitution de la rente viagère; le cas échéant, l'assureur ou le débiteur de la rente peut être poursuivi comme débiteur direct de l'impôt.

ART. 3.

§ 1^{er}. — A défaut pour le redevable de l'impôt extraordinaire de prouver que les titres visés à l'article 2, § 3, litt. b), étaient sa propriété avant le 10 mai 1940 ou de fournir la preuve du prix payé pour leur acquisition postérieurement à cette date, ces titres sont réputés avoir été achetés pour un prix correspondant, pour les valeurs cotées au prix-courant publié mensuellement au *Moniteur*, à la moyenne des cours résultant des prix-courants publiés pendant la période de

genomen om de belastbare inkomsten van den de cujus of den schenker te bepalen. Indien, in dat geval, de extra-belasting verschuldigd is, zijn degene die de successie, de schenking of het legaat genoten heeft, alsmede zijn erfgenamen of rechthebbenden gehouden, naar rata van het verkregen bedrag, tot betaling van het belasting-gedeelte dat proportioneel verband houdt met het bedrag van hun erfdeel, van de schenking of van het legaat, en kunnen zij worden vervolgd als rechtstreeksche schuldenaars van de belasting.

§ 5. — Is de schenker niet gekend bij het vestigen van de extra-belasting, dan wordt deze gevestigd ten name van den persoon die de schenking genoten heeft, of, in geval van overlijden, op de bij artikel 11, § 2, voorgeschreven wijze.

§ 6. — Bestaat er een verzekeringscontract of werd er een lijfrente gevestigd, dan is de verzekeraar of de rentedebiteur ertoe gehouden, bij wanbetaling van de extra-belasting, de afkoopwaarde van het contract betreffende de verzekering of de lijfrenteverstiging aan de Administratie af te dragen; in voorkomend geval kan de verzekeraar of de rentedebiteur vervolgd worden als rechtstreeksche schuldenaar van de belasting.

ART. 3.

§ 1. — Blijft degene die de extra-belasting verschuldigd is in gebreke te bewijzen dat de in artikel 2, § 3, litt. b) bedoelde effecten zijn eigendom waren vóór 10 Mei 1940 of blijft hij in gebreke het bewijs voor te leggen van den prijs betaald voor hun aankoop na dien datum, dan worden deze effecten geacht aangekocht te zijn geweest tegen een prijs overeenstemmend, voor de waarden genoteerd in de maandelijksche in het *Staatsblad* gepubliceerde prijscourant, met het

janvier à août 1944 inclusivement et, pour les valeurs non cotées au dit prix-courant, à la moyenne des cours pratiqués pendant cette même période.

§ 2. — La personne physique redevable de l'impôt extraordinaire est, sauf éléments justificatifs produits par elle, réputée avoir possédé au 10 mai 1940 :

1^o un avoir en billets de la Banque Nationale de Belgique et autres signes monétaires belges, correspondant pour l'un des exercices 1938 à 1940, à la moitié du revenu global net qui a servi de base ou qui, à défaut d'exonération légale, aurait servi de base à l'impôt complémentaire personnel. Cet avoir présumé est fixé au minimum de 25,000 francs et limité à un maximum de 100,000 francs.

Le dit revenu global net est augmenté :

a) de 15 p. c. du revenu professionnel imposable pour la partie n'excédant pas 100,000 francs;

b) des revenus des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges, des obligations de la Dette belge 4 p. c. unifiée, des obligations à lots 1932 et 1933 et des obligations de la Dette Coloniale 4 p. c. 1936 que l'assujetti démontre avoir recueillis au cours de l'une des années 1937, 1938 ou 1939;

2^o pour les entreprises agricoles, un fonds de roulement qui sera fixé par arrêté royal contresigné par les Ministres des Finances et de l'Agriculture avec minimum de 25,000 francs.

gemiddelde van de koersen blijkend uit de prijscouranten bekendgemaakt gedurende de periode van Januari tot Augustus 1944 inclus en wat de niet in bewuste prijscourant genoteerde waarden betreft, met het gemiddelde van de gedurende dezelfde periode geldende koersen.

§ 2. — De natuurlijke persoon die de extra-belasting verschuldigd is wordt, behoudens door hem voorgelegde rechtvaardigende elementen, geacht op 10 Mei 1940 te hebben bezeten :

1^o een activa in biljetten van de Nationale Bank van België en andere Belgische muntteekenen overeenstemmend, voor één der dienstjaren 1938 tot 1940, met de helft van het netto globaal inkomen dat tot grondslag heeft gediend of dat, bij ontstentenis van wettelijke vrijstelling, tot grondslag zou hebben gediend van de aanvullende personeele belasting. Dit vermoed activa is vastgesteld op een minimum van 25,000 frank en beperkt tot een maximum van 100,000 frank.

Het gemeld netto globaal inkomen wordt vermeerderd met :

a) 15 t.h. van het belastbaar bedrijfsinkomen voor het gedeelte dat 100,000 frank niet te boven gaat;

b) de opbrengsten van de preferente aandelen der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, van de obligatiën der Geünifieerde Belgische 4 pct. Schuld, van de lotenobligatiën 1932 en 1933 en van de obligatiën van de Koloniale Schuld 4 pct 1936, welke het belastingsubject bewijst te hebben verkregen gedurende één der jaren 1937, 1938 of 1939;

2^o voor de landbouwbedrijven, een bedrijfskapitaal dat bij een door de Ministers van Financiën en van Landbouw mede te ondertekenen Koninklijk besluit zal worden bepaald, met een minimum van 25,000 frank.

3° Un avoir en actions et obligations au porteur émises par les sociétés, collectivités et organismes belges ou étrangers, égal à 50 fois le montant des revenus d'actions et d'obligations compris dans la déclaration aux impôts sur les revenus pour l'un des exercices 1938 à 1940, augmenté du montant des revenus visés au littera b) du 1° qui précède.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Est considérée comme bénéfice exceptionnel dans le sens de l'article 1^{er}, la partie de l'ensemble des revenus imposables obtenus pendant la période imposable, qui dépasse l'ensemble :

a) soit des revenus, bénéfices et profits de l'espèce qui, au cours des cinq années ou exercices qui précèdent immédiatement la période imposable, ont été déclarés ou imposés pendant un laps de temps égal à la période d'activité imposable;

b) soit des montants indiqués à l'article 5, §§ 3, 5 et 6, également calculés pour une période antérieure d'égale durée comme il est indiqué au littera a).

La dite période antérieure est dénommée « période de référence » dans les dispositions qui suivent.

§ 2. — Pour la détermination des bénéfices de la période de référence, les éléments d'une partie d'année ou d'exercice sont calculés par mois suivant la méthode proportionnelle.

§ 3. — Le mois commencé est compté pour un mois entier.

§ 4. — En ce qui concerne les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés de

3° een activa in actiën en obligatiën aan toonder door de Belgische of buitenlandse vennootschappen, lichamen en organismen uitgegeven, gelijk aan 50 maal het bedrag van de inkomsten van de aandeelen en obligatiën begrepen in de aangifte in de inkomstenbelastingen over één der dienstjaren 1938 tot 1940, vermeerderd met het bedrag van de in littera b) van vorenstaand 1° bedoelde opbrengsten.

ART. 4.

§ 1. — Wordt als exceptioneele winst in den zin van artikel 1 beschouwd, het gedeelte van de gezamenlijke, gedurende het belastbaar tijdperk behaalde belastbare inkomsten, dat hooger gaat dan het totaalbedrag :

a) hetzij van de inkomsten, winsten en baten van dien aard die in den loop van de vlak vóór het belastbaar tijdperk vallende vijf jaren of boekjaren werden aangegeven of aangeslagen over een tijdsbestek gelijk aan het belastbaar activiteitstijdperk;

b) hetzij van de in artikel 5, §§ 3, 5 en 6 aangeduide bedragen, eveneens berekend over een vroeger tijdperk van gelijken duur zooals aangeduid in littera a).

Bewust vroeger tijdperk wordt referentietijdperk genoemd in onderstaande bepalingen.

§ 2. — Bij het bepalen van de winsten over het referentietijdperk worden de elementen van een jaargedeelte of dienstjaargedeelte per maand berekend naar de evenredigheidsmethode.

§ 3. — Een begonnen maand telt voor een geheele maand.

§ 4. — Met betrekking tot de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam, de vennootschappen bij

personnes à responsabilité limitée, les éléments à comparer sont, tant pour la période de référence que pour la période imposable, les bénéfices diminués des revenus attribués aux associés, gérants et autres personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, litt. a).

Toutefois il n'y a pas lieu à taxation lorsque pour la période imposable, le bénéfice de la société, y compris les revenus attribués aux associés, gérants et autres personnes mentionnées à l'alinéa précédent, ne dépasse pas le bénéfice déterminé de la même façon pour la période de référence.

§ 5. — Les éléments à comparer pour les sociétés autres que celles prévues au § 4 et qui possèdent la personnalité juridique, sont les bénéfices, dividendes compris, ainsi que les rémunérations allouées aux personnes énumérées à l'article 25, § 1^{er}, 2^o, litt. b) des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, même si ces personnes ont, pendant la période imposable, perdu cette qualité mais sont restées au service de la société.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Le redevable qui a exercé une activité professionnelle pendant la période de référence, mais n'a pas exercé son activité pendant la totalité de la période imposable, peut porter en déduction le montant des revenus, bénéfices et profits obtenus au cours d'années ou d'exercices sociaux différents, à déterminer à son choix pendant la période de référence. Le choix doit être fait lors de la déclaration.

§ 2. — Lorsque l'activité professionnelle au cours de la période de référence, a été exercée pendant moins

wijze van eenvoudige geldschieting en de personen vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, zijn de te vergelijken elementen, zoowel voor het referentietijdperk als voor het belastbaar tijdperk, de winsten verminderd met de inkomsten toegekend aan de vennoten, zaakvoerders en andere personen bedoeld in artikel 2, § 1, litt. a).

Er is, evenwel geen aanleiding tot aanslag, wanneer voor het belastbaar tijdperk, de winst van de vennootschap met inbegrip van de inkomsten toegekend aan de vennoten, zaakvoerders en andere personen, vermeld in de vorige alinea, de winst niet te boven gaat die op dezelfde wijze werd bepaald voor het referentietijdperk.

§ 5. — De elementen te vergelijken voor de vennootschappen met uitzondering van die voorzien in § 4 en die rechtspersoonlijkheid bezitten, zijn de winsten, inclusief de dividenden, alsmede de bezoldigingen toegekend aan de in artikel 25, § 1, 2^o, littera b) van de inkomstenbelastingwetten, opgenoemde personen, zelfs indien deze personen, gedurende het belastbaar tijdperk, deze hoedanigheid hebben verloren maar in dienst van de vennootschap zijn gebleven.

ART. 5.

§ 1. — De belastingplichtige die gedurende het referentietijdperk een bedrijfsactiviteit heeft uitgeoefend zonder zijn activiteit gedurende gansch het belastbaar tijdperk te hebben uitgeoefend, mag in mindering brengen het bedrag van de inkomsten, winsten en baten behaald in den loop van verschillende kalenderjaren of boekjaren, door hem naar keuze te bepalen over het referentietijdperk. De keuze dient gedaan bij de aangifte.

§ 2. — Wanneer de bedrijfsactiviteit in den loop van het referentietijdperk werd uitgeoefend gedurende minder

de cinq années ou exercices sociaux, le redevable peut déduire outre les éléments afférents à ces années ou exercices sociaux, autant de fois les éléments de l'année ou de l'exercice de son choix qu'il manque d'années ou d'exercices pour compléter la période à envisager.

§ 3. — Le redevable peut, s'il le préfère, demander une déduction égale, pour douze mois, à 6 p. c. du capital social réellement libéré restant à rembourser ainsi que des réserves telles qu'elles existent au 1^{er} janvier 1940 ou au début de l'exercice social clôturé en 1940; le capital *et les réserves* sont éventuellement multipliés par les coefficients mentionnés à l'article 15, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Sont à exclure du capital et des réserves les sommes correspondant à des plus-values de réévaluation visées à l'article 26, § 2, 4^o, dernier alinéa, à l'article 27, § 2^{bis} ou à l'article 86, § 1^{er}, des dites lois coordonnées.

Toutefois pour les sociétés dont le capital social a été réduit ou remboursé en tout ou en partie postérieurement au 31 décembre 1918, les coefficients de revalorisation sont appliqués au capital tel qu'il existait à cette date, mais la somme revalorisée ainsi obtenue est diminuée du montant de la réduction ou du remboursement de capital préalablement multiplié par le coefficient prévu pour l'année au cours de laquelle la réduction ou le remboursement a été opéré.

Cette déduction est augmentée pour les sociétés visées au § 5 de l'article 4, du montant des rémunérations fixes versées au cours de la période de référence aux personnes énumérées à l'art. 25, § 1^{er}, 2^o, littera b, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

dan vijf kalenderjaren of boekjaren, mag de belastingplichtige, benevens de elementen in verband met die kalenderjaren of boekjaren, zooveel maal de elementen van het kalenderjaar of van het boekjaar van zijn keuze aftrekken als er kalenderjaren of boekjaren ontbreken om het in beschouwing te nemen tijdperk aan te vullen.

§ 3. — De belastingplichtige mag, indien hij zulks verkiest, een aftrek vragen die gelijk is, voor twaalf maanden, aan 6 t. h. van het werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal dat nog terug te betalen blijft alsmede van de reserves zooals die bestaan op 1 Januari 1940 of bij het begin van het in 1940 afgesloten boekjaar; het kapitaal *en de reserves* worden eventueel vermenigvuldigd met de in artikel 15, § 2, der samengeschatte inkomstenbelastingwetten vermelde coëfficiënten. Worden uit het kapitaal en de reserves uitgesloten, de sommen die overeenstemmen met waardevermeerderingen uit herschatting bedoeld in artikel 26, § 2, 4^o, laatste alinea, in artikel 27, § 2^{bis} of in artikel 86, § 1, van bedoelde samengeschatte wetten

Voor de vennootschappen, evenwel, waarvan het maatschappelijk kapitaal werd verminderd of geheel of ten deele terugbetaald na 31 December 1918, worden revalorisatie-coëfficiënten toegepast op het kapitaal zooals het op dien datum bestond, maar de aldus bekomen gerevaloriseerde som wordt verminderd met het bedrag van de vermindering of van het terugbetaald kapitaal, vooraf vermenigvuldigd met den coëfficiënt voorzien voor het jaar waarin de vermindering of de terugbetaling is geschied.

Deze aftrek wordt voor de in § 5 van artikel 4 bedoelde maatschappijen verhoogd met het bedrag van de vaste bezoldigingen in den loop van het referentietijdperk uitgekeerd aan de in artikel 25, § 1, 2^o, littera b, der samengeschatte wetten op de inkomstenbelastingen opgenoemde personen.

Dans les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés de personnes à responsabilité limitée, le capital investi, tel qu'il est défini *aux deux premiers alinéas du présent § 3*, peut être invoqué par chaque associé à concurrence de ses apports; le solde éventuel du capital et les réserves sont comptés à la société.

§ 4. — En ce qui concerne les immeubles réalisés pendant la période imposable et dont la valeur au dernier inventaire avant le 10 mai 1940 était inférieure à la valeur réelle, l'impôt extraordinaire est dû sur l'excédent de la valeur de réalisation sur la valeur réelle au 10 mai 1940. La valeur réelle doit être justifiée par le redevable, les frais d'expertise et de contre-expertise éventuels étant à sa charge.

§ 5. — Le redevable qui n'a exercé aucune activité professionnelle pendant la période de référence peut opérer une déduction égale, pour douze mois, à 6 p. c. du capital qu'il a lui-même investi au moment où son activité a pris cours.

§ 6. — Sauf ce qui est prévu au § 7, le minimum déductible est de 5,000 fr. par mois d'activité pendant la période imposable.

Il est déduit, en outre, pour les personnes physiques une somme de 6,000 francs par année de la période imposable pour chaque enfant à charge au 1^{er} janvier de chaque année de cette période.

§ 7. — Aucune des déductions prévues aux articles 4 et 5 n'est accordée :

a) sur les revenus, bénéfices et profits visés à l'article 2, § 1^{er}, qui n'ont

In de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam, de vennootschappen bij wijze van eenvoudige geldschieting en de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, mag het belegd kapitaal, zooals het in *de eerste twee alinea's van onderhavige § 3* bepaald werd, door ieder vennoot tot het beloop van zijn bijdragen worden ingeroepen; het eventueel saldo van het kapitaal en de reserves worden aan de vennootschap aangerekend.

§ 4. — Wat betreft de gedurende het belastbaar tijdperk te gelde gemaakte onroerende goederen, waarvan de waarde, in den laatsten inventaris vóór 10 Mei 1940 lager was dan de reële waarde, is de extra-belasting verschuldigd op het excédent van de verkoopwaarde op de reële waarde op 10 Mei 1940. De reële waarde moet worden verantwoord door den belastingplichtige, de eventuele kosten van onderzoek en tegenonderzoek zijnde te zijnen laste.

§ 5. — De belastingplichtige die gedurende het referentietijdperk geen bedrijfsactiviteit heeft uitgeoefend, mag een som aftrekken, welke voor twaalf maand gelijk is aan 6 t. h. van het kapitaal dat hij zelf heeft belegd op het oogenblik dat zijn bedrijvigheid is aangevangen.

§ 6. — Behoudens hetgeen voorzien wordt in § 7, is het aftrekbaar minimum 5,000 frank per maand activiteit gedurende het belastbaar tijdperk.

Daarenboven wordt, voor de natuurlijke personen een som van 6,000 frank afgetrokken per jaar van het belastbaar tijdperk en per kind ten laste op 1 Januari van elk jaar van dit tijdperk.

§ 7. — Geen van de bij artikelen 4 en 5 voorziene aftrekkingen wordt toegestaan :

a) op de inkomsten, winsten en baten bedoeld bij artikel 2, § 1, die

pas été portés dans la déclaration annuelle aux impôts sur les revenus ou qui n'ont pas été imposés avant le 1^{er} janvier 1945 par le fait de l'assujetti;

b) sur les accroissements indiqués à l'article 2, § 5.

Toutefois, lorsque les revenus, bénéfices et profits dissimulés visés au littéra a) de l'alinéa qui précède sont déclarés au plus tard deux mois après la promulgation de la présente loi, toutes les déductions prévues peuvent être accordées aux intéressés mais, dans ce cas, l'ensemble de leurs bénéfices, revenus et profits de la période imposable est pris comme base de calcul pour l'application de l'impôt extraordinaire.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Afin de faciliter la reconstitution ultérieure des stocks qui existaient avant la guerre, le montant des bénéfices imposables est réduit à concurrence d'une somme égale à l'excédent du montant sub littéra b) sur celui indiqué au littéra a) ci-dessous :

a) Valeur des matières premières, produits et marchandises faisant l'objet des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles du redevable tels que ces éléments existent soit au dernier inventaire dressé avant le 10 mai 1940, soit au premier inventaire dressé par l'entreprise, s'il s'agit d'entreprises dont la première période d'imposition aux impôts sur les revenus, bien que commencée avant cette date, n'a pris fin que postérieurement au 10 mai 1940; à défaut de l'inventaire ci-dessus, le redevable pourra, à charge d'en apporter la preuve par toutes voies de droit, présomptions comprises, établir la consistance des matières premières, produits ou marchandises qu'il avait au 9 mai 1940.

niet werden aangegeven in de jaarlijksche aangifte in de inkomstenbelastingen of die niet werden belast vóór 1 Januari 1945, door de schuld van den belastingplichtige;

b) op de in artikel 2, § 5, aangeduide accressen.

Wanneer de in littera a) van vorenstaande alinea bedoelde verzwegen inkomsten, winsten en baten nochtans worden aangegeven ten laatste twee maand na de afkondiging van de huidige wet, mogen alle aftrekkingen aan de betrokkenen worden toegestaan, maar in dit geval zullen hun gezamenlijke winsten, inkomsten en baten van het belastbaar tijdperk als berekeningsgrondslag worden genomen voor de toepassing van de extra-belasting.

ART. 6.

§ 1. — Ten einde een lateren wederaanleg van de vóór den oorlog bestaande stocks te vergemakkelijken, wordt het bedrag der belastbare winsten verminderd met een bedrag gelijk aan het excédent van het bedrag sub litt. b) op dit aangeduid onder litt. a) hiernavolgend :

a) Waarde der grondstoffen, producten en goederen die het voorwerp uitmaken van de industriele, handels- of landbouwbedrijven van den belastingplichtige, zooals deze elementen bestaan, hetzij in den laatsten inventaris opgemaakt vóór 10 Mei 1940, hetzij in den eersten door de onderneming opgemaakte inventaris, indien het gaat om ondernemingen waarvan het eerste tijdperk van aanslag in de inkomstenbelasting en alhoewel vóór dezen datum begonnen, slechts na 10 Mei 1940 eindigde; bij gebrek aan den hoogerbedoelden inventaris, kan de belastingplichtige, mits daarvan het bewijs te leveren door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van vermoedens, den omvang bepalen van de op 9 Mei 1940 in zijn bezit zijnde grondstoffen, producten en goederen.

Cette valeur est fixée au prix moyen d'achat ou de revient du mois de décembre 1939 à justifier par le redevable au moyen de ses documents comptables.

b) Valeur totale des éléments repris à l'inventaire visé au littéra a), corrigée par l'application du coefficient 1,60 à la partie des dits éléments réalisée à la fin de la période imposable.

§ 2. — L'excédent ainsi immunisé de l'impôt extraordinaire est porté dans les comptes sous la dénomination «provision pour maintien des stocks».

§ 3. — Lorsque la provision pour maintien des stocks n'a pas reçu son affectation, au plus tard le 31 décembre 1947, lorsque cette provision a fait l'objet d'autres prélèvements sous quelque forme que ce soit ou d'une distribution ainsi qu'en cas de cession de l'entreprise ou de décès du redevable, l'impôt extraordinaire est immédiatement établi sur le montant intégral de la provision et ce montant est, pour la cotisation du même redevable à la taxe professionnelle, à la contribution nationale de crise et à l'impôt complémentaire personnel, porté en déduction des revenus professionnels de l'année du prélèvement ou de la distribution, de la cession ou de la cessation de l'entreprise ou du décès du redevable.

Toutefois, lorsqu'après décès du redevable, cession ou cessation de l'entreprise, celle-ci est continuée ou reprise, dans les conditions précisées au § 2 de l'article 8, l'impôt extraordinaire n'est établi que si la provision n'a pas reçu son affectation dans le délai fixé ou lorsqu'il est procédé à un prélèvement sur la provision ou à

Deze waarde wordt vastgesteld tegen den gemiddelden koop- en kostprijs van de maand December 1939, door den belastingplichtige te verantwoorden met behulp van zijn bescheiden.

b) Totale waarde der elementen opgenomen in den bij litt. a) bedoelden inventaris, verbeterd door toepassing van coëfficiënt 1,60 op het gedeelte van bedoelde elementen dat op het einde van het belastbaar tijdperk werd gerealiseerd.

§ 2. — Het aldus van de extra-belasting vrijgesteld excédent wordt in de rekeningen gebracht onder de benaming : «provisie tot instandhouding van de stocks».

§ 3. — Wanneer de provisie tot instandhouding van de stocks haar bestemming niet heeft bekomen, ten laatste op 31 December 1947, wanneer deze provisie, onder welken vorm ook, het voorwerp is geweest van andere afnemingen of van een verdeeling, alsook bij cessie van de onderneming of overlijden van den belastingplichtige, wordt de extrabelasting onmiddellijk geheven op het integraal bedrag van de provisie en wordt dit bedrag voor den aanslag van denzelfden belastingplichtige in de bedrijfsbelasting, de nationale crisisbelasting en de aanvullende personeele belasting, in mindering gebracht van de bedrijfsinkomsten van het jaar van de afneming of van de verdeeling, van de cessie of de uitscheiding van bedrijf of van het overlijden van den belastingplichtige.

Wanneer de onderneming nochtans, na het overlijden van den belastingplichtige, de cessie of de uitscheiding van bedrijf wordt voortgezet of hervat onder de bij § 2 van artikel 8 aangegeven voorwaarden, wordt de extra-belasting slechts geheven indien de provisie niet binnen den vastgestelden termijn haar bestemming heeft beko-

une distribution de celle-ci et ce à charge de la personne qui continue l'entreprise.

ART. 7.

Lorsqu'un redevable de l'impôt extraordinaire n'a pas été cotisé au titre des impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise pour les exercices 1940 à 1945 en raison d'un montant égal à l'ensemble des revenus, bénéfices et profits obtenus pendant la période de référence qui sont déduits par application des articles 4 et 5, des impositions complémentaires pour lesdits exercices peuvent être établies nonobstant l'expiration des délais fixés à l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et ce aussi longtemps que l'impôt extraordinaire peut être valablement établi. Lorsque les impositions complémentaires sont établies après l'expiration des dits délais, il n'y a pas lieu à application d'accroissements, ni d'amendes.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Il ne peut être tenu compte, pour déterminer les revenus déductibles obtenus pendant la période de référence, des rectifications de revenus qui auraient été faites spontanément par l'intéressé après le 15 novembre 1939.

§ 2. — La personne qui, pendant la période de référence ou pendant la période imposable, continue une entreprise ou l'exerce, après reprise, est admise à porter en déduction le bénéfice de la période de référence comme si l'entreprise n'avait pas changé de titulaire, à la condition que les mêmes éléments d'activité soient mis en œuvre et de déduire du bénéfice de la période de référence l'équivalent des charges financières ou autres qui ne grevaient pas l'ancienne exploitation.

men of wanneer een afneming of een verdeling van dezelve wordt gedaan en dit ten laste van den persoon die de onderneming voortzet.

ART. 7.

Wanneer een voor extra-belasting in aanmerking komende belastingplichtige over de dienstjaren 1940 tot 1945 niet werd aangeslagen in de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting voor een bedrag gelijk aan de gezamenlijke gedurende het referentietijdperk behaalde inkomsten, winsten en baten, welke bij toepassing van artikelen 4 en 5 worden afgetrokken, mogen aanvullende aanslagen voor bewuste dienstjaren worden gevestigd niettegenstaande het verstrijken van de bij artikel 74 van de samengeschatte inkomstenbelastingwetten vastgestelde termijnen, en zulks zolang de extra-belasting geldig kan worden gevestigd. Wanneer de aanvullende aanslagen na het verstrijken van bewuste termijnen worden gevestigd, dienen er noch verhoogingen, noch geldboeten toegepast.

ART. 8.

§ 1. — Om de tijdens het referentietijdperk bekomen aftrekbare inkomsten te bepalen, kan geen rekening worden gehouden met de inkomstenwijzigingen welke door den betrokkene na 15 November 1939 spontaan werden gedaan.

§ 2. — De persoon die, gedurende het referentietijdperk of het belastbaar tijdperk, een onderneming voortzet of deze, na overneming, drijft, mag de winst van het referentietijdperk in aftrek brengen alsof de onderneming niet van titularis veranderd ware, onder de voorwaarde dat dezelfde activiteitsbestanddeelen in werking worden gebracht en dat van de winst van het referentietijdperk de evenwaarde wordt afgetrokken van de financieele of andere lasten die de vroegere exploitatie niet bezwaarden.

ART. 9.

Des bénéfices à prendre pour base afin de déterminer l'excédent taxable ne peuvent être déduits :

a) ni les bénéfices réalisés à l'étranger, exemptés de la taxe professionnelle en vertu d'une convention internationale;

b) ni la moitié des bénéfices exemptés de la taxe professionnelle par application de l'article 27, § 2, 5^o, dernier alinéa, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et employés notamment à la construction d'habitations ouvrières;

c) ni les pertes professionnelles visées à l'article 32, § 1^{er}, 2^e alinéa, des mêmes lois coordonnées et dont il a été tenu compte pour fixer les bénéfices imposables de la période de référence;

d) ni les revenus déjà taxés, indiqués à l'article 52 des mêmes lois coordonnées.

Toutefois, pourront être déduites du bénéfice imposable les créances douteuses amorties en exemption d'impôts pendant la période de référence et qui furent payées pendant la période imposable.

ART. 10

§ 1^{er} — L'impôt extraordinaire est appliqué sur la partie des revenus, bénéfices et profits qui dépasse, pour la période imposable, la quotité fixée à l'article 4. Toutefois, le bénéfice imposable est diminué des revenus soumis à l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et prestations à l'ennemi.

Le taux est de :

70 p. c. sur la partie du montant taxable inférieure à 100,000 francs;

80 p. c. sur la partie du montant taxable variant de 100,000 à 200,000 fr. exclusivement;

ART. 9.

Mogen niet worden afgetrokken van de winsten welke voor het bepalen van het belastbaar excédent als grondslag dienen genomen :

a) noch de in het buitenland behaalde winsten welke krachtens een internationale overeenkomst vrij van bedrijfsbelasting zijn;

b) noch de helft van de winsten vrijgesteld van bedrijfsbelasting bij toepassing van artikel 27, § 2, 5^o, laatste alinea van de samengeschakelde inkomstenbelastingwetten en aangevend namelijk tot het bouwen van arbeiderswoningen;

c) noch de bedrijfsverliezen bedoeld bij artikel 32, § 1, 2^e alinea van dezelfde samengeschakelde wetten en waarmede rekening werd gehouden om de belastbare winsten van het referentietijdperk te bepalen;

d) noch de reeds belaste inkomsten, vermeld in artikel 52 van dezelfde samengeschakelde wetten.

Mogen, evenwel, worden afgetrokken van de belastbare winst, de twijfelachtige schuldvorderingen afgelost, onder vrijstelling van belasting, gedurende het referentietijdperk en die werden betaald gedurende het belastbaar tijdperk.

ART. 10.

§ 1. — De extra-belasting wordt toegepast op het deel der inkomsten, winsten en baten dat, voor het belastbaar tijdperk, het bij artikel 4 bepaalde quotum overschrijdt. De belastbare winst wordt evenwel verminderd met de inkomsten vatbaar voor de speciale belasting op de winsten uit leveringen en prestaties aan den vijand.

De aanslagvoet bedraagt :

70 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag beneden 100,000 frank;

80 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 100,000 tot exclusief 200,000 frank;

90 p. c. sur la partie du montant taxable variant de 200,000 à 1 million exclusivement;

95 p. c. sur la partie du montant taxable atteignant 1 million et plus.

§ 2. — Il est ajouté 20 p.c. aux taux prévus au § 1^{er} sur la partie du montant taxable qui dépasse le chiffre déclaré par le redevable, sans que cependant le taux applicable par tranche puisse dépasser 100 p. c.

§ 3. — *Les impôts totaux auxquels les personnes physiques et morales peuvent être assujetties en vertu de la présente loi, ne pourront du fait de sa rétroactivité, avoir pour effet de réduire l'actif propre à un montant inférieur à celui du capital et des réserves tels qu'ils étaient inscrits au dernier bilan avant le 1^{er} janvier 1940.*

§ 4. — Il n'est consenti sur l'impôt extraordinaire aucune réduction pour personne à charge.

ART. II.

§ 1^{er}. — Sauf ce qui est stipulé à l'article 2, § 5, *de la présente loi* et à l'article 35, § 2, des lois coordonnées, l'impôt extraordinaire est établi à charge de ceux qui ont réalisé ou obtenu les revenus, bénéfices et profits imposables.

§ 2. — En cas de décès, les cotisations sont établies conformément aux dispositions de l'article 38 de l'arrêté royal du 22 septembre 1937.

§ 3. — En ce qui concerne les redevables possédant la personnalité juridique, l'impôt extraordinaire est établi à charge de la personne juridique elle-même sur la base du total des revenus

90 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 200,000 tot exclusief 1,000,000 frank.;

95 t. h. op het deel van het belastbaar bedrag van 1,000,000 fr. en meer.

§ 2. — Er wordt 20 t.h. gevoegd bij de in § 1 voorziene aanslagvoeten op het deel van het belastbaar bedrag boven het door den belastingplichtige aangegeven cijfer, zonder dat nochtans de per schijf toepasselijke aanslagvoet 100 t. h. mag te boven gaan.

§ 3. — *De globale belastingen waaraan de natuurlijke en rechtspersonen kunnen onderworpen worden krachtens deze wet, kunnen uit hoofde van haar terugwerkende kracht niet voor uitwerking hebben het zuiver actief te verminderen tot een lager bedrag dan dat van het kapitaal en de reserves, zooals zij in de laatste balans vóór 1 Januari 1940 ingeschreven waren.*

§ 4. — Op de extra-belasting wordt geen vermindering uit hoofde van personen ten laste toegestaan.

ART. II.

§ 1. — Behoudens hetgeen bij artikel 2, § 5, *van onderhavige wet* en bij artikel 35, § 2, der samengeschatelde wetten wordt bepaald, wordt de extra-belasting gevestigd ten laste van diegenen die de belastbare inkomsten, winsten of baten hebben behaald of verkregen.

§ 2. — Bij overlijden worden de aanslagen gevestigd overeenkomstig de bepalingen van artikel 38 van het Koninklijk besluit van 22 September 1937.

§ 3. — Voor de belastingplichtigen die rechtspersoonlijkheid bezitten wordt de extra-belasting gevestigd ten laste van den rechtspersoon zelf op grondslag van het totaal der inkomsten

déterminés conformément aux dispositions de l'article 4, §§ 4 et 5, de la présente loi.

Lorsque des personnes morales ont été dissoutes pendant la période imposable, mais avant l'établissement de l'impôt extraordinaire, les bénéfices qu'elles ont réalisés pendant cette période sont imposés dans le chef de ceux à qui ils ont été attribués.

ART. 12.

L'impôt extraordinaire ne peut être porté en déduction comme charge professionnelle.

ART. 13.

§ 1^{er}. — L'impôt extraordinaire est perçu au profit exclusif de l'Etat. Les provinces et les communes ne peuvent établir ni centimes additionnels à cet impôt, ni aucune taxe similaire.

L'impôt extraordinaire doit être acquitté au plus tard le 1^{er} janvier 1946, même si à cette date la cotisation n'est pas encore comprise au rôle ou n'a pas encore été notifiée au contribuable. A défaut de paiement au 1^{er} janvier 1946, le montant dû est productif au profit du Trésor, de l'intérêt de 5 p. c. l'an pour la durée du retard, sans qu'il puisse y avoir lieu à attribution d'intérêts moratoires, dans le sens de l'article 74 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

§ 2. — Les impôts cédulaires, la contribution nationale de crise, l'impôt complémentaire personnel ainsi que l'impôt spécial perçu en vertu de la loi du 10 janvier 1940 qui sont payés et définitivement acquis au Trésor, sont éventuellement remboursés ou déduits de l'impôt extraordinaire établi en vertu de la présente loi, dans une mesure proportionnelle aux bénéfices qui sont frappés à la fois par ce dernier impôt et par les autres impôts déjà payés.

omschreven in de bepalingen van artikel 4, §§ 4 en 5 van deze wet.

Wanneer rechtspersonen werden ontbonden gedurende het belastbaar tijdperk, doch vóór de vestiging van de extra-belasting, worden de gedurende dit tijdperk door deze personen behaalde winsten belast in hoofde van degenen aan wie ze werden toegekend.

ART. 12.

De extra-belasting mag niet als bedrijfslast in mindering worden gebracht.

ART. 13.

§ 1. — De extra-belasting wordt uitsluitend ten behoeve van den Staat geheven. De provinciën en de gemeenten mogen op deze belasting noch opcentimes, noch eenige andere gelijkwaardige belasting vestigen.

De extra-belasting dient betaald ten laatste op 1 Januari 1946, zelfs indien op dezen datum het bedrag nog niet op de rol is gebracht of nog niet aan den belastingplichtige werd beteekend. Bij gemis van betaling op 1 Januari 1946, is het verschuldigd bedrag vatbaar voor een interest van 5 t. h. per jaar ten bate van de Schatkist, voor den duur van het verwijl, zonder dat er aanleiding kan zijn tot oplegging van verwijslin. eresten in den zin van artikel 74 der samen-geordende wetten op de inkomstenbelastingen.

§ 2. — De cedulaire belastingen, de nationale crisisbelasting, de aanvullende personeele belasting, alsmede de krachtens de wet van 10 Januari 1940 geheven bijzondere belasting, die betaald zijn en definitief aan de Schatkist vervallen zijn, worden eventueel terugbetaald of afgetrokken van de krachtens deze wet gevestigde extra-belasting, in een mate in verhouding tot de inkomsten die tevens door laatstbedoelde belasting en door de andere reeds betaalde belastingen getroffen zijn.

Les impôts à déduire comprennent tous additionnels mais non les accroissements, amendes et intérêts de retard. Ces impôts sont augmentés à concurrence du montant total des déductions accordées pour charges de famille.

§ 3. — Un arrêté royal fixera les modalités suivant lesquelles sera déterminé le montant des impôts qui, en vertu du § 2, seront à rembourser ou à déduire sur l'impôt extraordinaire pour cause de double imposition des mêmes revenus à charge d'un même redevable.

§ 4. — L'impôt extraordinaire afférent aux revenus imposables réalisés et imposés à l'étranger est réduit de la somme que le redevable justifie avoir payée de façon définitive à l'étranger sur les mêmes revenus du chef d'un impôt analogue à celui établi par la présente loi.

La somme à déduire ne peut comporter que l'impôt proprement dit, à l'exclusion de tout accroissement, amendes, intérêts de retard et autres accessoires analogues.

§ 5. — Le produit de l'impôt extraordinaire sera affecté à la résorption de l'Emprunt de l'assainissement monétaire, de la manière prévue à l'article 5 de la loi relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.

ART. 14.

S'il y a des raisons de craindre que les droits du Trésor soient en péril, l'Administration peut exiger le paiement immédiat de l'impôt extraordinaire ou le dépôt d'une garantie réelle égale au montant de l'impôt dû ou présumé; cet impôt fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

De af te trekken belastingen omvatten alle opcentimes, doch niet de verhoogingen, geldboeten en verwijlinteressen. Deze belastingen worden opgevoerd naar rata van het totaal bedrag van de wegens gezinslasten toegestane verminderingen.

§ 3.— Een Koninklijk besluit zal de modaliteiten bepalen volgens welke het bedrag zal worden vastgesteld van de belastingen die krachtens § 2 zullen dienen terugbetaald of van de extra-belasting zullen dienen afgetrokken wegens dubbelen aanslag van dezelfde inkomsten ten laste van een en denzelfden belastingplichtige.

§ 4.— De extra-belasting verbonden aan de in het buitenland behaalde en aangeslagen belastbare inkomsten, wordt verminderd met de som welke de belastingplichtige bewijst definitief op dezelfde inkomsten te hebben betaald uit hoofde van een belasting analoog met die gevestigd bij deze wet.

De af te trekken som mag slechts de eigenlijke belasting omvatten, met uitsluiting van alle verhoogingen, geldboeten, verwijlinteressen en andere gelijkaardige bijkomstigheden.

§ 5. — De opbrengst van de buitenlandse belasting zal dienen tot resorptie van de Muntsaneeringsleening, op de wijze voorzien bij artikel 5 der wet betreffende de geblokkeerde of tijdelijk onbeschikbare monetaire activa.

ART. 14.

Mochten er redenen bestaan om te vreezen dat de rechten van de Schatkist in gevaar worden gebracht, dan mag de Administratie de onmiddellijke betaling van de extra-belasting of het stellen van een zakelijke zekerheid gelijk aan het bedrag van de verschuldigde of vermoedelijke belasting vorderen; deze belasting maakt onmiddellijk het voorwerp uit van een conservatoiren aanslag.

Cette taxation est notifiée au redevable par pli recommandé à la poste; elle peut l'être même avant l'expiration du délai prévu à l'article 17; elle est exécutoire par provision.

Dans le délai de dix jours à compter du jour du dépôt à la poste du pli recommandé visé à l'alinéa précédent, le redevable peut faire opposition devant le président du tribunal de première instance siégeant en référé et statuant sans appel, aux fins d'obtenir qu'il soit sursis aux mesures d'exécution pour le recouvrement de tout ou partie de la taxation. Le président compétent est celui du domicile du redevable et si celui-ci n'a pas de domicile en Belgique, le président du tribunal de première instance de Bruxelles.

ART. 15.

L'impôt extraordinaire peut être établi en une ou plusieurs fois pendant six ans à partir du 1^{er} janvier 1945 et être recouvré pendant trente ans à partir de la date de l'exécutoire du rôle.

En ce qui concerne toutefois les accroissements d'avoirs acquis ou constitués en Belgique, la présomption prévue à l'article 2, § 3, n'est applicable que si l'Administration fait état de ces accroissements vis-à-vis du redevable avant le 1^{er} janvier 1950.

ART. 16.

Pour établir le montant des bénéfices imposables, l'Administration peut avoir recours, quel que soit le montant du litige, à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

L'Administration peut, en ce qui concerne un contribuable déterminé, entendre des tiers, procéder à des

Deze aanslag wordt den schatplichtige bij ter post aangeteekend schrijven betekend; hij mag geschieden zelfs vóór het verstrijken van den bij artikel 17 voorzienen termijn; hij is executoir bij provisie.

Binnen den termijn van tien dagen met ingang van den dag waarop het in de vorige alinea bedoeld aangeteekend schrijven ter post werd afgegeven, mag de belastingplichtige verzet doen bij den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg zetelend in kort geding en uitspraak doende zonder beroep, ten einde te bekomen dat de uitvoeringsmaatregelen ter invordering van geheel of een deel van de taxatie zouden worden uitgesteld. De bevoegde voorzitter is die van de woonplaats van den belastingplichtige en, zoo deze geen woonplaats in België heeft, de voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg te Brussel.

ART. 15.

De extra-belasting mag in éénmaal of in verschillende malen worden gevestigd gedurende zes jaar met ingang van 1 Januari 1945 en worden ingevorderd gedurende dertig jaren met ingang van den dag waarop zij ten kohiere werd gebracht.

Met betrekking echter tot de in België verkregen of aangelegde vermogensaccressen, is het bij artikel 2, § 3, voorzien vermoeden slechts van toepassing, als de Administratie deze accressen tegen den belastingplichtige aanvoert vóór 1 Januari 1950.

ART. 16.

Tot bepaling van het bedrag der belastbare inkomsten, mag de Administratie, welk ook het bedrag van het geschil zij, alle bewijsmiddelen door het gemeen recht toegelaten aanwenden, behalve den eed.

De Administratie mag, wat een bepaalden belastingplichtige betreft, derden in verhoor nemen, onderzoeken

enquêtes et requérir la production, dans le délai qu'elle fixe de tous renseignements de la part des personnes physiques ou morales, des administrations publiques et des établissements publics ou d'utilité publique, qui sont intervenus à un titre quelconque dans les opérations auxquelles ce contribuable a directement ou indirectement été mêlé.

L'Administration peut également requérir les personnes, administrations ou établissements quels qu'ils soient, de fournir, dans le délai qu'elle fixe, pour tout ou partie de leurs opérations ou activités, des renseignements portant sur tout ensemble de personnes, même non nominativement désignées, avec qui ils ont été directement ou indirectement en relations en raison de ces opérations ou activités.

Les renseignements visés aux deux alinéas qui précèdent peuvent également être demandés aux organismes indiqués à l'article 1^{er}, 3^e alinéa, de la loi du 28 juillet 1938.

ART. 17.

§ 1^{er}. — Tout assujetti à l'impôt extraordinaire est tenu de faire à l'Administration des Contributions directes une déclaration qui contient, outre tous les renseignements nécessaires à l'établissement de sa cotisation, les noms et adresses des personnes physiques ou morales avec lesquelles ou à l'intervention desquelles les opérations indiquées à l'article 2, §§ 3 à 6, ont été effectuées, même si ces opérations ont été accomplies, traitées ou appliquées hors du pays.

§ 2. — Cette déclaration est faite au moyen d'un formulaire adressé par la dite administration aux redevables intéressés; ceux-ci sont tenus de renvoyer ce formulaire dans un délai de deux mois, dûment rempli et signé.

instellen, het inbrengen binnen een door haar bepaalden termijn vorderen van alle inlichtingen vanwege de natuurlijke of rechtspersonen, de openbare besturen en de openbare inrichtingen of de inrichtingen tot nut van 't algemeen, die uit om 't even welken hoofde opgetreden zijn bij de verrichtingen waarmede deze belastingplichtige rechtstreeks of onrechtstreeks gemoeid is geweest.

De Administratie mag eveneens van de personen, de besturen of de inrichtingen van welken aard ook, vorderen dat zij, binnen den door haar bepaalden termijn, voor al of deel van hun verrichtingen of activiteiten, inlichtingen verstrekken omtrent elk complex van personen, zelfs niet met name aangeduid, met wie zij rechtstreeks of onrechtstreeks in betrekking zijn geweest uit hoofde van die verrichtingen of activiteiten.

De in de vorenstaande twee alinea's bedoelde inlichtingen mogen eveneens worden gevraagd aan de in artikel 1, 3^e alinea, der wet van 28 Juli 1938 aangeduide organismen.

ART. 17.

§ 1. — Elk belastingsubject in de extra-belasting is ertoe gehouden bij de Administratie der directe belastingen een aangifte in te dienen bevattend benevens al de inlichtingen noodig om zijn aanslag te vestigen, de namen en adressen van de natuurlijke of rechtspersonen met wie of door wier bemiddeling de in artikel 2, §§ 3 tot 6 aangeduide verrichtingen werden gedaan, bijaldien ook deze verrichtingen buitenslands werden volbracht, afgehandeld of toegepast.

§ 2. — Deze aangifte wordt gesteld op een door bewuste administratie aan de betrokken belastingplichtigen gestuurd formulier; deze belastingplichtigen moeten dit formulier binnen een termijn van twee maanden behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen.

§ 3. — La déclaration est appuyée d'une copie certifiée exacte des comptes, bilans et autres pièces justificatives.

§ 4. — Le redevable qui n'aurait pas reçu semblable formulaire de déclaration ne peut se prévaloir de cette omission pour se soustraire à l'obligation de la déclaration; il est tenu, en ce cas, de demander un formulaire à l'Administration et de le renvoyer dûment rempli et signé, au plus tard six mois après la promulgation de la présente loi, sous peine de l'amende prévue à l'article 18, § 3, littéra a).

ART. 18.

§ 1^{er}. — Le faux et l'usage de faux commis dans l'intention d'éluder l'établissement ou le paiement de l'impôt extraordinaire ou d'y faire échapper un tiers sont punis des peines portées au chapitre IV, livre II, titre III du Code pénal, suivant les distinctions y établies.

Toutefois la peine d'amende appliquée à une personne autre que le redevable sera celle prévue par le § 3 ci-après.

§ 2. — A moins de justifier de son appauvrissement réel et de prouver que celui-ci provient de circonstances indépendantes de sa volonté, est puni d'une peine d'emprisonnement de trois mois à cinq ans le redevable qui reste en défaut :

a) soit de payer dans le délai de deux mois de l'avertissement-extrait de rôle, la partie de l'impôt extraordinaire qui correspond aux bénéfices déclarés ou acceptés par le contribuable;

§ 3. — De aangifte is gestaafd met een gewaarmerkt en waarachtig verklaard afschrift van de rekeningen, balansen en andere verantwoordingsstukken.

§ 4. — De belastingplichtige die geen dergelijk aangifte-formulier zou ontvangen hebben mag zich op dit verzuim niet beroepen om zich aan den aangifteplicht te onttrekken; in dit geval is hij ertoe gehouden een formulier bij de Administratie aan te vragen en het, naar behooren ingevuld en onderteevend, uiterlijk zes maanden na de bekendmaking van deze wet terug te sturen, op straffe van de bij artikel 18, § 3, littera a), voorziene geldboete.

ART. 18.

§ 1. — Valschheid en gebruik van valsche stukken bedreven met het inzicht de vestiging of de betaling van de extra-belasting te ontduiken of een derde er aan te doen ontsnappen, worden gestraft met de straffen voorzien in hoofdstuk IV, boek II, titel III van het Wetboek van Strafrecht, naar het daarin bepaald onderscheid.

De geldboetestraf toegepast op een ander persoon dan den belastingplichtige zal echter die zijn welke bij onderstaande § 3 wordt voorzien.

§ 2. — Tenzij hij laat blijken van werkelijke verarming en bewijst dat deze verarming te wijten is aan omstandigheden buiten zijn wil, wordt met een gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar gestraft, de belastingplichtige die in gebreke blijft :

a) hetzij het met de aangegeven of door den belastingplichtige aangenomen belastbare inkomsten overeenstemmend gedeelte van de extra-belasting te betalen binnen den termijn van twee maanden van het aanslagbiljet af;

b) soit de payer dans le délai d'un mois après que la cotisation est devenue définitive, le montant intégral de celle-ci, accroissement, frais et intérêts de retard compris;

c) soit de payer dans le cas de l'article 14, le montant de la taxation dans les dix jours de la notification de celle-ci ou de l'expiration du sursis accordé par le président du tribunal de première instance.

Les pertes au jeu ne peuvent en aucun cas être admises comme mode de justification d'un appauvrissement.

§ 3. — Est puni d'une amende de 10,000 à 100,000 francs, sans que l'amende puisse dépasser le montant de l'impôt extraordinaire éludé ou non payé, et d'un emprisonnement subsidiaire d'un mois à un an :

a) celui qui ne souscrit pas sa déclaration dans les délais indiqués aux §§ 2 et 4 de l'article 17;

b) celui qui prête aide ou assistance, même par voie de conseil, à un redevable de l'impôt extraordinaire, pour dissimuler tout ou partie de ses avoirs ou de ses revenus imposables, ou pour se rendre insolvable.

§ 4. — Est puni des peines prévues au § 3, le tiers :

a) qui entrave ou empêche ou tente d'entraver ou d'empêcher les recherches et enquêtes auxquelles l'Administration procède en vertu de l'article 16;

b) qui reste en défaut de fournir dans le délai imparti, les renseignements requis par l'Administration en vertu de l'article 16;

c) qui sciemment fournit de façon incomplète ou inexacte lesdits renseignements.

b) hetzij het volle bedrag van den aanslag, inclusief de verhooging, de kosten en de nalatigheidsinteressen, te betalen binnen dan termijn van één maand, nadat de aanslag definitief geworden is;

c) hetzij, in het geval bedoeld in artikel 14, het bedrag van den aanslag binnen tien dagen na de beteekening van den aanslag of na het verstrijken van het door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg verleend uitstel, te betalen.

Verliezen bij het spel kunnen in geen geval worden aangenomen als een middel om verarming te bewijzen.

§ 3. — Wordt gestraft met geldboete van 10,000 tot 100,000 frank, zonder dat de geldboete het bedrag van de ontdoken of niet betaalde extra-belasting mag te boven gaan, en met vervangende gevangenisstraf van één maand tot één jaar :

a) degene die zijn aangifte niet indient binnen de bij de §§ 2 en 4 van artikel 17 aangeduide termijnen ;

b) degene die, zelfs onder vorm van raadgeving, aan een belastingplichtige in de extra-belasting hulp of bijstand verleent om al of deel van zijn vermogen of van zijn belastbare inkomsten te bewimpelen of om zich insolvent te maken.

§ 4. — Wordt gestraft met de in § 3 voorziene straffen, de derde :

a) die belemmert of verhindert of poogt te belemmeren of te verhinderen de opsporingen en onderzoeken waartoe de Administratie overgaat op grond van artikel 16;

b) die in gebreke blijft de inlichtingen, door de Administratie gevorderd krachtens artikel 16, binnen den gestelden termijn te verstrekken;

c) die willens en wetens bedoelde inlichtingen onvolledig of onnauwkeurig verstrekt.

§ 5. — Les amendes prévues aux §§ 3 et 4 ne sont pas majorées de décimes additionnels.

§ 6. — Lorsque les infractions indiquées aux §§ 1, 2, 3 et 4 ainsi que celles prévues à l'article 78bis des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus sont commises par une société ou un organisme qui possède la personnalité juridique, les peines sont appliquées aux administrateurs, gérants ou employés qui sont les auteurs ou les complices des faits punissables.

La société ou l'organisme est civilement responsable de l'amende et des frais.

§ 7. — Le tribunal peut ordonner l'insertion par extraits dans les journaux qu'il désigne et l'affichage du dit jugement à un tel nombre d'exemplaires, en tels lieux qu'il détermine, le tout aux frais du condamné.

§ 8. — L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est applicable ni à la peine d'amende, ni à l'insertion dans les journaux, ni à l'affichage.

L'article 85 du Code pénal est applicable à toutes les infractions.

§ 9. — Les poursuites en raison d'infractions prévues aux §§ 2, 3 et 4 du présent article, ne sont exercées que sur la dénonciation de l'Administration des contributions directes.

ART. 19.

Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par la présente loi, les dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus qui concernent la taxe professionnelle sont applicables à l'impôt extraordinaire.

§ 5. — De in §§ 3 en 4 voorziene geldboeten worden niet vermeerderd met opdecimes.

§ 6. — Wanneer de in §§ 1, 2, 3 en 4 aangeduide overtredingen, alsmede die voorzien in artikel 78bis der samengeschatte wetten betreffende de inkomstenbelastingen, begaan zijn door een vennootschap of een organisme met rechtspersoonlijkheid, worden de straffen toegepast op de beheerders, zaakvoerders of bedienden die de daders of de mededaders van de strafbare handelingen zijn.

De vennootschap of het organisme is burgerlijk aansprakelijk voor de geldboete en de kosten.

§ 7. — De rechtbank kan de inlassing bij uittreksels bevelen in de door haar aangewezen kranten en het aanplakken van vermeld vonnis in een bepaald aantal exemplaren, op er in bepaalde plaatsen, dit alles op de kosten van den veroordeelde.

§ 8. — Artikel 9 van de wet van 31 Mei 1888 is van toepassing noch op de geldboete, noch op de kranteninlassing, noch op de aanplakking.

Artikel 85 van het Wetboek van Strafrecht is van toepassing op al de overtredingen.

§ 9. — De vervolgingen op grond van in de §§ 2, 3 en 4 van onderhavig artikel voorziene overtredingen worden slechts uitgeoefend op aanbrenging van de Administratie der directe belastingen.

ART. 19.

Voor zoover er door deze wet niet wordt van afgeweken, zijn de bepalingen van de samengeschatte wetten betreffende de inkomstenbelastingen die betrekking hebben op de bedrijfsbelasting, van toepassing op de extra-belasting.

ART. 20.

A partir de la promulgation de la présente loi, il n'est plus établi de cotisations nouvelles par application de la loi du 10 janvier 1940 modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les complétant par l'établissement d'un impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels.

ART. 20.

Te rekenen van de afkondiging van deze wet, worden geen nieuwe aanslagen meer gevestigd bij toepassing van de wet van 10 Januari 1940 tot wijziging van de samengeschakelde wetten op de inkomstenbelastingen en tot aanvulling ervan door het vestigen van een bijzondere en tijdelijke belasting op de uitzonderlijke winsten.